

développement culturel

Du numéro 1 (novembre 1969)
au numéro 19 (septembre-octobre 1973)

développement culturel N° 1

Novembre 1969

- Télévision et développement culturel
78 % des jeunes Français
n'ont jamais assisté à un concert
- Quelques travaux récents sur l'action culturelle

développement culturel N° 2

Janvier 1970

- Les municipalités et la culture
- Le théâtre aujourd'hui (compte rendu d'ouvrages)
- La consommation des ménages
en matière de culture et de loisirs

développement culturel N° 3

Février 1970

- Économie et culture : un festival
- Comptes culturels de la nation
Les dépenses culturelles des communes
- La maison de la culture de Nanterre

développement culturel N° 4

Avril 1970

- Une « industrie culturelle » : le disque
- Les comités d'entreprise et l'action culturelle
- Politique culturelle aux États-Unis

développement culturel N° 5

Mai-juin 1970

- Combien d'architectes ?
- Comptes culturels de la nation
Les dépenses « culturelles » des départements
représentent 1,2 % de leur budget
- Les grandes options du VI^e plan

développement culturel N° 6

Septembre 1970

- Une « entreprise culturelle » : la télévision
- Comptes culturels de la nation
Les dépenses « culturelles » de l'État
peuvent être évaluées à 0,97 % de son budget
- Articles parus en 1969 sur l'action culturelle

développement culturel N° 7

Décembre 1970

- Comptes culturels de la nation
Les dépenses des particuliers
Les dépenses des collectivités
- Articles parus en 1969 sur l'action culturelle
(suite du n° 6)

développement culturel N° spécial

Mars 1971

- Les dépenses culturelles de la nation
Dépenses de l'État, des départements,
des comités d'entreprise, des particuliers

développement culturel N° 8

Avril 1971

- Les musées français
82 % des Français
ne sont pas entrés dans un musée en 1967
- Le cinéma en 1970
18,3 % des Français vont au cinéma
au moins une fois par mois
- Repères bibliographiques sur les musées

développement culturel N° 9

Mai-juin 1971

- VI^e plan
Des structures nouvelles
pour une action culturelle nouvelle
(Propositions de la Commission
des affaires culturelles)
- VI^e plan de développement économique et social
Extrait du projet soumis par le gouvernement
au conseil économique et social (p. 56 à 58)
- Bibliographie sur prospective
et développement culturel

développement culturel N° 10

Septembre-octobre 1971

- L'équipement audio-visuel des ménages
- Techniques audio-visuelles 1970-1985
- Bibliographie sur télévision et culture

développement culturel N° 11

Novembre-décembre 1971

- Le budget du ministère des Affaires culturelles
depuis 1960
- Une politique culturelle pour le Royaume-Uni

développement culturel N° 12

Février-mars 1972

- Radio et culture
- La nouvelle société suédoise et la culture

développement culturel N° 13

Mai-juin 1972

- Les Français et l'art contemporain
- Prospective et développement culturel
- Études européennes de politique culturelle

développement culturel N° 14

Août-septembre 1972

- L'activité des théâtres et des maisons de la culture
- Cinq livres sur la politique culturelle
L'Action culturelle et le budget municipal
par Jean Verpraet et Alain Lefevre
Développement culturel. Expériences et politiques
par Augustin Girard
Pour une politique de la culture
par Pierre Emmanuel
Action culturelle. Intégration et/ou subversion
par Pierre Gaudibert
Vie culturelle et pouvoirs publics par Sylvie Blum
- Quelques articles parus en 1971
sur l'animation et l'action culturelle

développement culturel N° 15

Décembre 1972

- Le livre en France
- Cinéma et télévision
dans quelques pays d'Europe
- Bibliographie sur les équipements intégrés

développement culturel N° 16

Mars-avril 1973

- La Sacem
- Deux points de vue sur la politique culturelle
L'Action culturelle dans la cité par Francis Jeanson
Le Développement culturel. Obstacles et suggestions
par Jean-Marie Domenach
- Bibliographie sur le théâtre pour enfants

développement culturel N° 17

Mai-juin 1973

- Les enfants et le disque
- Animation culturelle et animation commerciale
- Les nouveaux moyens télévisuels. Quelques
titres récents

développement culturel N° 18

Juillet 1973

- Culture et troisième âge
- Troisième âge et activités culturelles
- Bibliographie sur le troisième âge

développement culturel N° 19

Septembre-octobre 1973

- La formation des « animateurs professionnels »
- Décentralisation et régionalisation culturelles
en Grande-Bretagne
- Animation urbaine

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du Ministère
des affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41.

n° 1

novembre 1969

REPÈRES

télévision et développement culturel

28 heures par semaine.

C'est au sein des catégories populaires (paysans et ouvriers) que l'on rencontre les plus fortes intensités d'écoute de la télévision : 51 % des individus interviewés la regardent en moyenne 34 heures par semaine ; 27 %, 24 heures et 21 %, 17 heures.

La moyenne générale pour l'ensemble des interviewés est de 28 heures par semaine. La satisfaction procurée par la télévision augmente en même temps que l'âge, l'assiduité et les attentes d'instruction, d'information et de culture.

Moyen de culture, mais quelle culture ?

La télévision est perçue comme un moyen de culture presque autant que le livre. Mais « elle requiert moins d'effort ».

87 % des interviewés déclarent avoir « beaucoup appris » à la télévision. 2 % veillent tard pour des émissions littéraires et artistiques.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.

Télévision et développement culturel.

2. DOSSIER.

Mille jeunes et la musique.

3. BIBLIOGRAPHIE.

Quelques travaux récents sur l'action culturelle.

Concurrence pour le livre ?

Alors que seulement 14 % des interviewés possédant la télévision depuis un à trois ans déclarent lire des livres, cette proportion est de 31 % chez ceux qui la possèdent depuis plus de sept ans. Une redécouverte des modes écrits de diffusion de la connaissance (journal et livre) semble coïncider avec une pratique assez longue de la télévision.

42 % des téléspectateurs (ouvriers et paysans) estiment qu'il faut avoir beaucoup lu pour comprendre la télévision.

Ouverture au monde.

Le petit écran est une fenêtre sur le monde. 65 % des personnes interviewées prétendent avoir changé d'attitude à l'égard des pays étrangers depuis qu'elles ont la télévision.

La télévision est d'abord une distraction.

Le motif d'achat le plus souvent invoqué est le désir de distraction (45 % des interviewés).

Une voie d'accès qui n'est pas choisie au début, mais qui le devient.

Plus de la moitié (56 %) des interviewés déclarent ne faire aucune sélection dans les programmes. Mais plus on est habitué à la télévision, plus on choisit ses émissions.

Source : « Télévision et développement culturel », enquête effectuée sous la direction de Michel Crozier à la demande du Ministère des affaires culturelles (Service des études et recherches) et de l'O.R.T.F. (Service de la recherche).

Mille jeunes et la musique ⁽¹⁾

78% des Jeunes français n'ont jamais assisté à un concert

Sur 100 jeunes âgés de 15 à 26 ans, 78 n'ont jamais assisté à un concert de grande musique. Sur les 22 restants, 17 n'y sont allés qu'une fois ou deux dans leur vie et c'est seulement pour 5 d'entre eux - qui y sont allés au moins dix fois - que l'on peut parler de participation à la vie musicale.

Pour l'art lyrique, la situation est moins brillante encore puisque 90 % des jeunes ne sont jamais allés à l'opéra.

Quant aux moyens modernes de diffusion musicale, on constate que les trois quarts des jeunes négligent les émissions de France-Musique, et près des deux tiers celles qui sont diffusées par la télévision. En revanche, le disque constitue un phénomène de diffusion très large auprès des jeunes et il est en fait leur moyen favori d'écoute de la grande musique.

Les préférences des jeunes sont les suivantes :

- disque : 36, 6 %
- concert : 31, 8 %
- radio : 13, 5 %
- télévision : 11, 9 %

Le disque, premier moyen d'accès à la musique.

85 % des jeunes ne sont pas allés au concert plus de deux fois, alors que près de la moitié d'entre eux (45 %) possèdent à la fois un électrophone et des disques de grande musique : ce qui tend à prouver un certain primat du disque sur les manifestations musicales traditionnelles.

On remarque que le concert suit le disque de près comme moyen d'accès favori à la grande musique. Ce fait est intéressant car disque et concert réclament tous deux un choix personnel et un effort financier. Il apparaît donc que ni la gratuité ni la quantité de programme fournis par les moyens de commu-

nications de masse ne suffisent à constituer une offre séduisante pour les jeunes. Pour accéder à la musique, il semble qu'un jeune ait besoin d'un lien quasi personnel, d'une liberté, d'un effort de choix que disque et concert seuls permettent.

La participation à la vie musicale dépend d'une connaissance de la musique. Les quatre cinquièmes des jeunes estiment avoir reçu une éducation musicale insuffisante ou nulle.

Huit jeunes sur dix ont le sentiment que l'éducation musicale qu'ils ont reçue a été insuffisante (34 %) ou nulle (47 %). Plus des quatre cinquièmes d'entre eux (82 %) estiment ne connaître que peu de chose ou presque rien en musique.

C'est parmi ceux qui déclarent avoir suffisamment ou beaucoup de connaissances musicales que l'on trouve le pourcentage le plus élevé de jeunes appréciant beaucoup la grande musique (54,6 %). Ce pourcentage diminue en même temps que le niveau des connaissances (15,2 % de ceux qui déclarent n'avoir que peu de connaissances et 9,6 % de ceux qui affirment ne rien connaître en musique).

A un test de connaissance consistant à attribuer le nom d'un compositeur à dix titres d'œuvres allant de la plus facile (« La petite musique de nuit ») à la plus complexe (« Le marteau sans maître »), près de la moitié des jeunes (48 %) n'ont su en attribuer aucun. Parmi les 52 % ayant émis des réponses exactes, la moitié (26 %) n'a pu en donner qu'une ou deux. Un tiers seulement des jeunes ont été en mesure de citer Mozart comme compositeur de « La petite musique de nuit ».

Plus les jeunes interviewés ont su attribuer de compositeurs aux œu-

vres proposées, plus ils déclarent aimer la musique : 40 % de ceux qui connaissent au moins cinq des dix œuvres déclarent apprécier beaucoup la musique, contre seulement 15 % de ceux qui n'en connaissent aucune.

La « connaissance » dépend en fait d'une « pratique ».

Les « connaissances » musicales se rencontrent beaucoup plus fréquemment chez les jeunes qui pratiquent ou ont pratiqué un instrument de musique et ont ainsi interprété des œuvres musicales. Un sur deux d'entre eux connaît au moins cinq des dix œuvres proposées dans le test contre moins d'un sur dix (8,7 %) chez ceux qui n'ont jamais pratiqué un instrument de musique.

Et de fait la fréquentation des concerts est près de cinq fois plus élevée chez ceux qui pratiquent ou ont pratiqué un instrument de musique que chez ceux qui n'en ont jamais pratiqué.

L'acquisition des connaissances musicales par les jeunes est également favorisée par la présence dans leur foyer de disques de grande musique : 43 % des jeunes qui ont à leur disposition un minimum de vingt disques déclarent avoir suffisamment ou beaucoup de connaissances musicales, contre moins de 10 % de ceux qui n'en ont aucun. Plus de la moitié de ces derniers déclarent d'ailleurs ne rien connaître à la musique.

Le niveau de connaissances musicales semble lié au nombre de disques classiques possédés. Or, 15 % des jeunes seulement possèdent une

(1) Les chiffres reproduits dans cet article sont extraits d'une enquête réalisée en 1968 par le Service des études et recherches du Ministère des affaires culturelles avec le concours de l'Institut français d'opinion publique.

collection d'au moins 20 disques de grande musique, ce qui est très peu. La moitié d'entre eux sont allés au concert, contre moins de 10% de ceux qui n'ont pas de disques de grande musique à leur disposition.

Autrement dit, l'accès aux connaissances et par conséquent la participation effective aux manifestations musicales, passent nécessairement par une « pratique », par une familiarisation avec la musique, au sens de contact quotidien, pres-

musicale que l'on a reçue comme suffisante, d'une part, et d'être déjà allé à un concert, de l'autre.

L'origine sociale constitue donc, aujourd'hui encore, un facteur essentiel dans l'accès des jeunes à la musique.

La démocratisation de la pratique musicale passe par une initiation renouvée dans le cadre de l'École.

Les chiffres sont clairs : pour parvenir à une meilleure parrici-

pation à la vie musicale, les jeunes déclarent manquer des « connaissances » nécessaires.

En fait ces « connaissances » ne sont acquises que par certaines formes de pratique, pratique du disque ou d'un instrument ; cette pratique est aujourd'hui inégalement répandue dans la population, abandonnée aux hasards de l'appartenance sociale. La démocratisation doit donc passer par l'École.

Encore faut-il que les méthodes, dans les différents cycles d'enseignement, soient profondément renouvelées. A la lumière de l'enquête, le disque puis le concert apparaissant comme les formes d'accès préférées par les jeunes, une bonne méthode d'éducation musicale à l'École pourrait être fondée à la fois sur :

1) l'apprentissage du disque (analyse d'enregistrements en classe, prêts de disque par l'école, etc...)

2) pratique d'un instrument de musique ou de chant choral selon des méthodes actives

3) petits concerts ou démonstrations instrumentales.

Profession du père	Pratiquent ou ont pratiqué la grande musique	Ont au moins 20 disques de grande musique à leur discothèque	Estiment avoir reçu une bonne éducation musicale	Sont déjà allés au concert
Agriculteur	11 %	3 %	9,7 %	11,4 %
Ouvrier-personnel de service	3 %	8 %	12 %	14,2 %
Commerçant Industriel	7, 8 %	23 %	11,7 %	26,7 %
Cadre moyen Employé	12,6 %	24 %	16,4 %	32,8 %
Cadre supérieur Profes. libérale	26 %	52 %	38,6 %	47,3 %

que domestique, quelle que soit la forme d'activité choisie, écoute de disques ou pratique d'un instrument.

L'influence du milieu familial est jusqu'à présent déterminante.

La pratique musicale et l'équipement en disques classiques sont étroitement liés à la profession du père. Plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, plus les jeunes ont de chances à la fois de pratiquer ou d'avoir pratiqué un instrument de musique, de disposer de nombreux disques classiques, d'avoir reçu une bonne éducation musicale et par conséquent d'être déjà allés au concert (voir tableau ci-dessus).

La pratique musicale est huit fois plus fréquente dans le milieu cadres supérieurs-professions libérales que dans le milieu ouvrier. Pour un jeune de milieu agricole disposant d'au moins vingt disques de grande musique, on en trouve 18 originaux du milieu cadres supérieurs professions libérales. Ce rapport est alors de 1 pour 4 si l'on considère le fait d'évaluer l'éducation

A NOS LECTEURS

Diffuser sous forme très brève le résultat des recherches sur le développement culturel, tel est l'objectif du bulletin.

Tous les mois, nous essaierons d'offrir en quatre pages le maximum d'informations sur des travaux français ou étrangers, universitaires ou administratifs. Des références permettront au lecteur de se reporter à des comptes rendus plus complets ou aux travaux originaux.

Le Service des études et recherches est transféré au Palais-Royal pour une installation plus vaste.

L'adresse est 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}.

Tél. : 231.05.41.

Le chef du service est M. Augustin Girard, agrégé de l'Université. Il est rapporteur général adjoint de la Commission des affaires culturelles pour l'élaboration du VI^e Plan. M. Bernard Miège, Docteur en sciences économiques, dirige les travaux de recherche assisté d'un chargé d'études et de deux chargés de travaux. M^{me} Geneviève Gentil est chargée de l'information et de la documentation. Elle est assistée d'une documentaliste.

Ministère des affaires culturelles
Service des études et recherches
2 rue Montpensier, Paris (1^{er})

quelques travaux récents sur l'action culturelle

AMIOT (Michel) et FREITAG (Michel). - Rapport sur l'étude de l'administration centrale de la jeunesse et des sports. Essai sur les rapports du politique et du culturel. - Paris, Laboratoire de sociologie industrielle. École pratique des hautes études, VI^e section, 1968. - 3 vol. ronéotés.

Cette étude est une intéressante approche, utilisant les méthodes d'analyse mises au point par Alain Touraine, pour cerner les stratégies adoptées par l'administration de la Jeunesse et des Sports et les associations privées, dans un domaine dont les contours sont mal définis. On y trouvera notamment une recherche historique, et une analyse des rapports entre l'État, la jeunesse et la culture.

BENSAÏD (Georges). - La Culture planifiée ?. - Paris, Seuil, 1969. - 332 p. (Coll. Peuple et culture).

L'essentiel de cet ouvrage est consacré à un bilan de l'expérience française de planification culturelle, entendue dans un sens large. L'auteur en effet ne se contente pas d'analyser les rapports de la Commission pour l'équipement culturel et le patrimoine artistique mais aussi ceux des Commissions pour les équipements sportif et socio-éducatif, scolaire, urbain, ainsi que du tourisme et de la radio-télévision. Par ailleurs, il met en relief les schémas qui ont guidé l'élaboration des programmes d'équipement culturel et analyse les relations qui se sont établies, à l'occasion de la préparation du Plan, entre les différents groupes sociaux intéressés au développement culturel.

GARDAZ (Michel). - La Planification des équipements culturels. L'exécution du IV^e Plan. - Thèse sc. écon., Paris, 1968. - 290 p. ronéotées, bibliogr.

Après une étude du budget du Ministère des affaires culturelles et des différentes directions, l'auteur fait le bilan quantitatif et qualitatif de l'exécution du premier plan culturel (IV^e Plan). Il explique son faible niveau de réalisation par des causes d'ordre financier et psychosociologique.

MESNARD (André-Hubert). - L'Action culturelle des pouvoirs publics. - Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969, 548 p. bibliogr. - (Coll. Bibliothèque de droit public)

Cette thèse, travail d'un juriste, décrit les mécanismes de fonctionnement de l'action culturelle publique en France. Il faut surtout en retenir l'étude historique et l'analyse des techniques juridiques employées. L'auteur conclut à la difficulté de situer l'action culturelle dans une théorie générale du service public.

LANG (Jack). - L'État et le théâtre. - Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1968. - 373 p., bibliogr. (Coll. Bibliothèque de droit public).

L'ouvrage décrit le rôle de l'État depuis 1945 comme entrepreneur de théâtre (à travers les théâtres nationaux), puis comme stimulateur de l'activité théâtrale (notamment par les maisons de culture). L'auteur analyse la relation État - théâtre comme une dérivée de deux relations de base : créateur-public et État-public.

MIÈGE (Bernard). - L'entreprise et son comité d'entreprise : Un agent de l'offre de biens et services de loisir. - Thèse sc. écon., Paris, 1968. - 751 p. ronéotées, bibliogr.

L'étude met en évidence la progression récente des activités de culture et de loisirs dans les entreprises, et analyse les facteurs qui sont à l'origine de ce développement : notamment le rôle des comités d'entreprise, des organisations syndicales, du patronat, des organismes d'animation spécialisés.

ARLAUD (Catherine). - Le Festival d'Avignon, 1947-1968. - Thèse sc. polit. - Université de Montpellier, 1969. - 305 p.

L'essentiel de cet ouvrage est consacré à l'histoire du Festival sous l'angle des programmes et du public. L'étude fait aussi apparaître l'impulsion que le Festival a donnée dans le domaine de la création théâtrale. On aurait souhaité que C. Arlaud s'étende davantage sur les incidences culturelles au niveau local.

GRESLE (François). - Les Maisons de jeunes et de la culture de l'est de Paris. Contribution à la sociologie des conduites dans la conscience et de l'action collective des jeunes. - Thèse, Paris, 1968. - 277 p. plus annexes, tabl., plans, bibliogr.

Après avoir décrit les origines et l'idéologie de la Fédération des Maisons des jeunes et de la culture, l'auteur présente l'environnement des arrondissements de l'est parisien. Il décrit ensuite les trois Maisons des jeunes et de la culture de ce secteur (Paris-Charonne, Maurice Ravel et les Hauts de Belleville), leur organisation, leur encadrement ; puis il effectue une analyse socio-démographique des usagers et étudie leurs motivations et leurs comportements.

Répertoire des ouvrages, articles et thèses, parus en France de 1959 à 1969 sur le développement et les équipements culturels, par Claire GUINCHAT et le SERVICE DES ÉTUDES ET RECHERCHES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES.

Ce répertoire bibliographique actuellement sous forme dactylographiée, sera publié par le Conseil de l'Europe dans le cadre d'une bibliographie internationale. Il rassemble les principaux ouvrages, textes législatifs, articles, thèses et études parus en France depuis 10 ans.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du Ministère
des affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{re}. - Téléphone : 231.05.41

n° 2

Janvier 1970

REPÈRES

les municipalités et la culture ⁽¹⁾

Le montant global, pour la France, des dépenses culturelles des communes était un peu inférieur à 500 millions de francs en 1966.

Les budgets culturels croissent trois fois plus vite que les budgets primitifs.

De 1963 à 1966, les budgets primitifs passent de 402,8 F par habitant à 542,92 F (2) par habitant, ce qui représente une augmentation de 34,7%. Les dépenses culturelles passent de 9,20 F à 17,59 F par habitant, soit une augmentation de 91%.

Le taux d'augmentation le plus fort est celui des villes de 50 à 100 000 habitants, où le budget culturel a augmenté de 99% entre 1963 et 1966.

3,7% du budget communal.

En 1966 les activités culturelles représentaient 3,7% en moyenne du budget total primitif des communes. En 1963 ce taux n'était que de 2,8%.

La part du budget communal consacrée à la culture croît en fonction de la population.

Elle passe de 1,23% du budget primitif pour les communes de moins de 10 000 habitants à 4,65% pour les communes de plus de 100 000 habitants.

Le budget culturel par habitant varie dans un rapport de 1 à 10 des villes de moins de 10 000 habitants aux villes de plus de 100 000 habitants.

Les spectacles viennent en tête du budget culturel des communes, suivis par la musique et les beaux-arts.

Ces trois secteurs représentent près de 70% du budget culturel de toutes les municipalités.

Le budget moyen de 17,59 F par habitant, pour les communes de plus de 5 000 habitants, est ainsi ventilé :

Spectacles	4,57 F par habitant
Musique	4,03 "
Beaux-arts	3,42 "
Bibliothèques	2,06 "
Centres culturels	2,07 "
Annuités	1,08 "
Divers	0,36 "

La répartition par secteur varie cependant selon le nombre d'habitants.

Le secteur spectacles n'est le premier poste que pour les villes de plus de 100 000 habitants.

La musique a le budget le plus important dans les villes de 10 000 à 100 000 habitants.

Les centres culturels polyvalents ont le plus fort budget pour les villes de moins de 10 000 habitants.

Entre 1963 et 1966 ce sont les sommes consacrées aux beaux-arts et aux centres culturels qui ont augmenté le plus rapidement.

Centres culturels	628 % (2)
Beaux-arts	105 %
Annuités	91 %
Musique	87 %
Bibliothèques	70 %
Spectacles	64 %
Divers	42 %

(1) D'après l'étude de la Fédération nationale des centres culturels communaux : « Les municipalités et la culture en 1966 » par M. Raclot.

(2) En francs courants.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.

Les municipalités et la culture.

2. BIBLIOGRAPHIE.

Le théâtre aujourd'hui.

3. STATISTIQUES.

La consommation des ménages en matière de culture et de loisirs.

le théâtre aujourd'hui

Quatre livres récents apportent des points de vue complémentaires sur la situation du théâtre. Il a semblé intéressant de les présenter brièvement. Nous publierons prochainement sous forme de dossier l'étude réalisée par le Service des études et recherches en 1966 : « Le théâtre et son public », qui fait le point sur la fréquentation actuelle du théâtre et analyse les comportements des différentes catégories de spectateurs.

Raymonde TEMKINE

l'entreprise théâtre

Paris, Cujas, 1967 - 497 p.
(Coll. Civilisation).

Cet ouvrage, écrit dans une perspective économique, a pour but de montrer la force contraignante des structures juridiques, financières et sociales du théâtre. Il souligne une contrainte majeure : « l'entreprise théâtre » est et restera une industrie de main-d'œuvre.

L'essentiel de l'ouvrage est consacré au théâtre populaire, mais un important chapitre traite des maisons de culture.

L'auteur montre que le théâtre privé est pratiquement inexistant aujourd'hui en province : il reste 25 théâtres municipaux dans les villes de plus de 100 000 habitants, et ils se consacrent en priorité à l'art lyrique, par tournées ; ils constituent une survivance : leur public subsiste, mais ne se renouvelle pas.

Pour R. Temkine, les problèmes de l'action théâtrale, se situent à trois niveaux : l'équipement (les troupes sont souvent contraintes de s'installer dans des locaux privés ou prêtés) ; les moyens humains (la formation de comédiens adaptés aux tâches d'animation est une question encore mal résolue) ; les moyens financiers (le théâtre coûte cher).

Enfin la pression des collectivités locales qui subventionnent un

créateur-animateur peut d'autant plus mettre en danger l'existence de celui-ci que son statut est encore flou.

L'auteur s'interroge sur le renouvellement tenté depuis vingt ans : les nouveaux théâtres cherchent à attirer un public large sans abaisser la qualité des œuvres représentées. L'absence de culture du public reste l'obstacle majeur, souvent insurmontable.

L'analyse est étayée de nombreux exemples, souvent anecdotiques, mais toujours pertinents. Si les problèmes soulevés par R. Temkine ne paraissent plus nouveaux, l'ouvrage, cependant, reste d'actualité.

Philippe MADRAL

le théâtre hors les murs

Paris, Seuil, 1969 - 255 p.

Philippe Madral à travers l'« histoire » de six animateurs de la région parisienne révèle une dimension humaine et plus politique de l'action culturelle par le théâtre. Il propose, en conclusion, ce qu'il estime être les conditions nécessaires d'une « réelle » politique théâtrale.

La première partie de l'ouvrage relate une série d'entretiens avec les responsables des troupes de banlieue : Guy Rétoré (T.E.P.), José Valverde (St-Denis), Patrice Chéreau (Sartrouville), Pierre Debâche (Nanterre), Gabriel Garra

(Aubervilliers), Raymond Gerbal (Villejuif), et deux conseillers municipaux.

Les divergences de conceptions, les différences de génération entre ces hommes accusent le caractère individuel de leurs initiatives et l'absence de politique globale cohérente.

Le difficile cheminement des créateurs y apparaît nettement. Le postulat de Philippe Madral est qu'il faut partir de la création pour passer à l'animation et ne pas dissocier les deux.

L'analyse débouche sur six points :

1. - Les réussites et les limites du théâtre populaire en France.
2. - Le répertoire : critique des conceptions du Comité de Villeurbanne 1968 et propositions pour une politique nationale de la création théâtrale.
3. - Les liaisons avec le public : refus de la notion de non-public ; dilemme abonnement-adhésion ; contenu souhaitable d'une animation culturelle (le travail théâtral proprement dit, la cogestion des équipements avec les organisations de travailleurs).
4. - La liberté de création : refus de la notion de pouvoir culturel ; l'homme de théâtre est l'ouvrier de son spectacle ; il est aussi « prophète de la nouvelle morale sociale ».
5. - La distinction nécessaire entre production et diffusion : création de lieux de production ayant des troupes permanentes ; création de lieux de diffusion avec rotation des troupes.
6. - L'animation est l'encadrement de la diffusion ; elle est liée à l'enseignement théâtral ; création d'une école nationale de théâtre.

Jack LANG

l'état et
le théâtreParis, Pichon, Durand-Auzias, 1968 -
375 p. Bibliothèque de Droit.

Jack Lang étudie la relation théâtre-Etat-public à travers le théâtre dramatique français depuis 1945.

Il pose en préalable la question de la légitimité de l'intervention de l'Etat et des moyens mis à son service.

Puis il distingue deux grands modes d'intervention : l'un traditionnel : l'Etat « entrepreneur », l'autre plus novateur : l'Etat « stimulateur ». L'Etat est « entrepreneur » lorsqu'il gère les théâtres nationaux et assure la formation des comédiens. Il est « stimulateur » lorsqu'il subventionne le théâtre privé, les troupes décentralisées, les Maisons de la culture, la recherche théâtrale. L'auteur voit l'avenir du rôle de l'Etat dans cette seconde fonction.

En conclusion, l'auteur évoque les grands conflits qui menacent les rapports Etat-théâtre et théâtre-société : le centralisme risque d'aboutir à l'étatisme et le communalisme au provincialisme. Même antinomie entre la liberté du créateur - face à l'Etat et au public - et les exigences de la démocratie. J. Lang choisit le parti du créateur sans vouloir pour autant renoncer à l'idéal démocratique.

Aux problèmes posés, Jack Lang suggère quelques solutions. Mais son étude a surtout le mérite de donner une vision d'ensemble du problème théâtral : les questions sont abordées d'un point de vue juridique, économique, financier, parfois sociologique et la réflexion s'approfondit même par instants à un niveau philosophique. Pour lui la réforme du théâtre passe par une réforme de tout ce qui façonne l'esprit public : une société a un théâtre à l'image de la vitalité de sa culture.

L'ensemble de l'ouvrage s'appuie sur une abondante documentation bibliographique, notamment des notes publiées par le Ministère des affaires culturelles.

On peut cependant regretter que l'auteur n'ait fait qu'évoquer la part accordée aux équipements culturels dans les IV^e et V^e Plans. L'étude approfondie de la Comédie

française donne l'envie d'en savoir davantage sur le Théâtre de France et sur le T. N. P.

W. J. BAUMOL

W. G. BOWEN

performing arts: the
economic dilemma.

A study of problems common to theater, opera, music and dance.

New-York, 1966, a 2D th Century Fund study.

Cet ouvrage est principalement une analyse socio-économique des problèmes communs aux spectacles.

Quatre des problèmes exposés méritent d'être retenus :

1^o) Contrairement à ce qui se passe dans les autres secteurs économiques, les recettes des spectacles restent relativement stables alors que les charges salariales et les dépenses de matériel s'accroissent. Le déficit annuel (125 millions de dollars pour l'ensemble des organi-

sations artistiques professionnelles) est constant ; seul le théâtre, notamment le théâtre de « boulevard », est déficitaire à un moindre degré.

Ce livre détruit l'illusion encore répandue que si les spectacles étaient bien gérés, ils seraient rentables. Le déficit financier de l'action culturelle est structurel et doit être traité comme celui de l'éducation. 2^o) Le nombre des Américains qui vont au spectacle (théâtre, opéra, danse, musique) est inférieur à 5 millions pour une population de 200 millions d'habitants. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- ils assistent en moyenne à 4 représentations par an ;
- leur âge moyen est de 30 à 35 ans ;
- leur niveau d'instruction est élevé : 50% de diplômés d'universités ;
- leurs revenus moyens sont élevés : (5000 f par mois).

3^o) Le problème des équipements culturels n'est pas résolu, en dépit de l'existence de plusieurs dizaines de « centres culturels ». Un petit nombre d'entre eux seulement disposent d'une troupe à demeure.

4^o) Les différents secteurs artistiques ne constituent pas un ensemble homogène, ni structuré. Les artistes ont un statut socio-économique très médiocre.

SUBVENTIONS AUX ARTS DU SPECTACLE (ÉTATS-UNIS)

Aide financière	Estimation pour 1964-1965 (millions de francs)
PRIVÉE (1)	325
PUBLIQUE	
Municipalités	10
États	5
État fédéral	50 (2)
TOTAL	400
(1) Soit 0,5% du total des dons privés à but philanthropique (60 milliards de francs environ).	
(2) Crédits budgétaires français pour le même domaine en 1967 : 70 millions.	

MÉDIANES DES DÉPENSES TOTALES ET DES DÉFICITS (en pourcentage)
DANS LES ARTS DU SPECTACLE AUX ÉTATS-UNIS (1)

	Saison ou année	Dépenses (millions de francs)	o/o du déficit par rapport aux dépenses
MUSIQUE (par orchestre)			
principaux orchestres (25) ..	1963-1964	12,940	46
orchestres municipaux	1963-1964	0,910	48
OPÉRA			
Metropolitan Opera	1963-1964	43,740	21
10 autres opéras	1963	0,910	45
DANSE			
New York City Ballet	1964-1965	11,445	24
2 autres compagnies	1963	0,045	70-40
THÉÂTRE			
13 compagnies régionales...	1964-1965	1,250	15

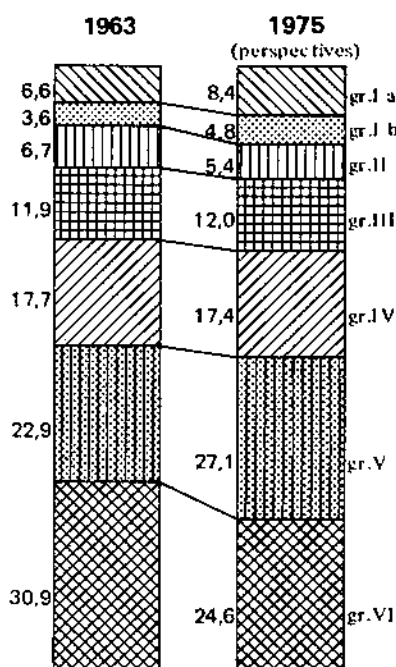
(1) D'après Baumol et Bowen, « Performing Arts », tableau VI-2, page 149.

la consommation des ménages en matière de culture et de loisirs

Les dépenses de culture et de loisirs des ménages français croissent rapidement depuis une quinzaine d'années. Seules, les dépenses consacrées à l'hygiène et à la santé, aux transports et aux télécommunications augmentent encore plus vite.

Une récente étude du C.R.E.D.O.C. apporte à ce sujet des informations intéressantes (1). Même si l'on conteste l'intérêt de certains regroupements ou de certaines rubriques, on ne peut manquer d'être frappé par des tendances significatives :

- la croissance accélérée des dépenses d'équipement. Ceci tend à confirmer la thèse selon laquelle les loisirs se développent de plus en plus soit dans le cadre familial grâce à l'utilisation d'appareils électroniques, soit dans des espaces verts en fin de semaine ou pendant les vacances.



Évolution de la structure du poste de la consommation des ménages concernant « la culture, les loisirs et les distractions » (en pourcentage).

- la progression lente des journaux et périodiques, et un peu plus rapide du livre.
- la chute de la fréquentation des cinémas, la relative stabilité de celle des théâtres et des concerts.

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MENAGES

poste « culture, loisirs, distractions »

Indice en volume (base 100 = 1959).

GROUPE I.	1962	1968	1975 (perspectives)
Équipement :			
a) TV, radio, électrophone, magnétophone	194,1	389,2	587,7
dont :			
- téléviseurs	218,1	476,7	765,1
- appareils électroniques de reproduction et d'enregistrement de sons ..	176,2	491,7	1521,8
- appareils de photo et cinéma	206,7	338,8	493,2
b) Tourisme, sport	169,1	309,5	471,4
dont :			
- tentes de camping	210,9	498,4	1662,0
- articles de sport	166,3	341,9	824,7
GROUPE II.			
Spectacles et jeux de hasard	121,2	148,7	190,2
dont :			
- cinéma	98,1	70,8	36,4
- théâtre et concerts	95,4	93,9	106,0
- autres spectacles	132,1	167,2	223,3
- PMU	184,3	396,1	676,0
GROUPE III.			
Editions et travaux artistiques	117,8	169,7	235,1
dont :			
- journaux et périodiques	107,1	130,6	154,5
- livres	131,9	217,1	309,0
- instruments de musique et disques ..	145,9	301,6	445,8
GROUPE IV.			
Tabacs, allumettes et divers	118,3	172,5	239,7
GROUPE V.			
Transports (utilisation de véhicules individuels, transports SNCF pour loisirs et vacances, etc)	131,9	217,9	313,5
GROUPE VI.			
Hôtels, cafés, restaurants	115,6	146,8	178,6
ENSEMBLE.			
Indice en volume global	124,5	182,6	248,9

Il semble bien que l'évolution constatée depuis 10 ans doive se poursuivre.

Il ne faudrait pas, cependant, tirer de ces statistiques des conclusions hâtives. En effet, les renseignements fournis sont souvent globaux : par exemple, les tendances générales relevées pour le cinéma et le livre ne mettent pas en relief la progression du cinéma d'art et d'essai ou du livre de poche.

De même, la croissance rapide de certaines dépenses ne doit pas dissimuler qu'elles n'occupent

qu'une place secondaire dans le poste « culture, loisirs, distractions » de la consommation des ménages.

Faut-il rappeler, enfin, que dans le domaine culturel, la « consommation » ne se mesure pas seulement en termes économiques et statistiques ?

(1) « Dépenses de culture - loisirs - 1959-1968 - Perspectives 1975 », étude effectuée en 1969 par le Centre de recherches et de documentation sur la consommation (C.R.E.D.O.C.) à la demande de l'Intergroupe loisirs du Commissariat général du Plan.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 3

Février 1970

REPÈRES

économie et culture : un festival

Equipements et activités culturels donnent lieu à un certain nombre d'actes économiques : dépenses d'investissements, de consommation, versements de salaires, etc...

Quel est leur impact sur l'économie d'une ville ou d'une région ? Quels sont les agents qui, sur le plan financier, en bénéficient directement ? Quel est le déficit réel restant à la charge de la collectivité locale ?

Des gains importants pour l'hôtellerie et les cafetiers...

En 1967, à Avignon, le solde net des liquidités dues au Festival a représenté 2 500 000 F. C'est en quelque sorte le bénéfice « net » de l'économie locale. Les hôteliers, restaurateurs et cafetiers en sont les premiers bénéficiaires. A titre indicatif, cette somme correspond à 6,3% de leur chiffre d'affaires annuel.

... et pour toute l'économie avignonnaise.

Mais ce n'est pas le seul effet du Festival : les Avignonnais, qui en ont tiré un supplément de

revenus, sont à leur tour amenés à développer leurs achats, et par conséquent à accroître les revenus d'autres « agents » et ainsi de suite. En 1967, ces revenus « induits » se sont élevés à 2 500 000 F environ.

Le Festival créateur d'emplois.

Le calcul n'a été possible que pour la branche « hôtellerie, restauration, débits de boissons et tabacs » ; le résultat n'est pas pour autant dépourvu d'intérêt puisque le nombre d'emplois saisonniers créés à Avignon dans cette branche, du fait de l'existence du Festival, s'élève à 936.

Une charge faible pour la collectivité locale.

En effet, si l'on tient compte des impôts indirects perçus par la commune à l'occasion des transactions liées au festival, le déficit réel du festival n'a été que de 16 800 F, soit 10 fois moins que le déficit apparent inscrit dans la comptabilité communale sous la forme d'une subvention de fonctionnement (167 000 F en 1967).

Ces chiffres sont des minima. Un certain nombre d'effets induits ont été volontairement délaissés : notamment ceux des villes voisines.

On ne saurait limiter l'intérêt d'une manifestation artistique aux seuls bénéfices qu'en tirent les entreprises qui gravitent autour d'elle ; mais, dans un contexte où les éléments économiques sont « qu'on le veuille ou non » prédominants, il n'est pas inutile de chercher à les mesurer, surtout à un moment où les dépenses culturelles sont souvent considérées comme improductives

SOMMAIRE

1. REPÈRES.

Économie et culture : un festival.

2. DOSSIER.

Les dépenses culturelles des communes.

3. ÉTUDE.

La maison de la culture de Nanterre.

« L'impact du Festival d'Avignon sur l'économie de la ville », étude effectuée en 1969, à la demande du Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles, par le S.O.G.R.E.P. (Société générale de recherche et de programmation) sous la direction de M. Jean Salmona.

comptes culturels de la nation

L'élaboration d'une politique culturelle cohérente doit tenir compte du rôle respectif des différents agents économiques dans la nation : communes, départements, Etat, établissements publics, comités d'entreprise, ménages. Le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles commence dans ce numéro une série d'articles sur les aspects essentiels des « comptes culturels de la Nation » (1).

les dépenses culturelles des communes

Les collectivités locales sont sans doute les mieux placées, parmi les collectivités publiques, pour répondre aux besoins culturels. (2)

Des statistiques établies par le ministère des Finances en 1966 apportent des indications intéressantes sur l'importance du budget culturel des communes et de la « politique » qu'elles mènent en fonction de leur population.

Un secteur marginal : 3,1% des dépenses

1. Les dépenses de culture et de loisir ne représentent qu'une faible part des budgets municipaux (de 0,7% à 4,8% en 1966 selon la population des villes, la moyenne se situant à 3,1%). Elles viennent loin derrière les dépenses de voirie, d'enseignement, de police et d'assurances.

2. Les communes urbaines se différencient beaucoup plus par la structure de leur budget culturel que par l'importance relative de ce budget dans le total des dépenses municipales.

Une anomalie : Paris, avec 0,7% des dépenses.

La ville de Paris fait exception puisque le poste « culturel » ne s'inscrit que pour 0,7% de son budget total. Cette anomalie s'explique en partie par le fait que les activités culturelles liées au statut de capitale sont financées essentiellement par l'Etat et également

par le soutien relativement faible que la ville de Paris accorde aux activités de quartier.

3. La part culturelle des budgets municipaux croît parallèlement avec la population. Au cours des dernières années, les dépenses de culture et de loisir ont augmenté, dans la plupart des communes, plus rapidement que les autres dépenses (3,1% en moyenne en 1966 contre 2,4% en 1962).

Les petites communes (5 000 et 10 000 habitants) et les très grandes villes (plus de 200 000 habitants) semblent avoir progressé moins vite que les communes de catégories intermédiaires.

Pour les petites villes, cette constatation semble se justifier par des problèmes financiers particulièrement ardues et par le fait que certaines activités culturelles ne peuvent être réalisées qu'à partir d'un certain seuil de population.

Pour les grandes villes, la relative stagnation s'explique par la mise en place antérieure d'une infrastructure assez complète.

La culture « noble » reste l'apanage des grandes villes.

La répartition de l'effort culturel municipal varie considérablement selon les caractéristiques socio-démographiques.

Une étude du Conseil social et culturel de la Moselle montre notamment que :

- dans les communes rurales, l'action culturelle orientée sur les relations sociales et la vie locale est prédominante. Cette forme d'action diminue ensuite, en valeur relative, à mesure que la population augmente. Ce poste absorbe 85,9% du budget dans les communes de moins de 500 habitants et à 12,2% dans celles comptant de 10 000 à 50 000 habitants. Metz, pour sa part n'y consacre que 3,1%.
- le soutien aux activités sportives

n'occupe une place importante (de 31,5% à 44,3%) qu'à partir des communes de 1 000 habitants jusqu'aux villes de 50 000 habitants.

- l'action culturelle au sens restreint n'apparaît de façon significative qu'à partir d'un seuil plus élevé : Metz : 79% ; communes de 10 000 à 50 000 habitants : 31,8% ; communes de 500 à 2 000 habitants : 7,2%.

Les villes de 5 000 à 10 000 habitants consacrent une grande part de leur budget spécifique aux centres culturels alors que cette part décroît au bénéfice des bibliothèques dès que l'on passe aux tranches supérieures de population.

De même, à partir du seuil de 50 000 habitants, le budget bibliothèque diminue légèrement en valeur relative au profit des dépenses en faveur des beaux-arts et surtout des spectacles (dont 93% pour le théâtre). Ces deux derniers postes représentent plus de la moitié du budget spécifique des villes de plus de 100 000 habitants.

Le poste « musique » s'inscrit, quant à lui, pour une part relativement constante des budgets culturels municipaux.

Des politiques très typées.

Les politiques culturelles s'avèrent très typées d'une commune à l'autre.

Des facteurs particuliers peuvent intervenir pour expliquer certaines subventions ou certains équipements mais ces facteurs apparaissent beaucoup plus comme des canaux par lesquels s'exerce la politique locale d'action culturelle que comme des éléments explicatifs de cette politique.

Quant aux contraintes extérieures (financières en particulier) elles permettent d'expliquer davantage la dimension de l'effort culturel des villes que la répartition de cet effort.

(1) L'année de référence est 1965. Les différents comptes ont été établis soit par sondage, soit par examen approfondi de documents comptables, soit par analyse secondaire de travaux effectués par différents organismes, notamment le Centre de recherches et de documentation sur la consommation.

(2) Devant l'intérêt suscité par les « Rapports » concernant « les municipalités et la culture » (Développement culturel no 2), il a paru utile de commencer la publication des comptes culturels de la Nation par les collectivités locales.

Evolution de 1963 à 1966.

Selon la F. N. C. C. C. (1), les postes des budgets culturels municipaux ont évolué entre 1963 et 1966 de la manière suivante (2) :

Centres culturels	+ 628 %
Beaux-Arts	+ 105 %
Musique	+ 87 %
Bibliothèques	+ 70 %

Ces chiffres ne doivent pas faire illusion : l'augmentation porte sur des domaines (centres culturels et socio-culturels) qui n'étaient pratiquement pas financés il y a quelques années.

Par ailleurs, l'étude détaillée des comptes culturels de six grandes villes montre que la majeure partie des dépenses de culture et de loisir de ces villes est en fait incompressible, qu'elle se rapporte soit à des subventions régulières dont il est très difficile de diminuer le taux, soit à la gestion d'équipements qui entraîne d'importants frais fixes.

Ces charges fixes n'ont pas un caractère purement technique mais également un aspect social difficile à négliger. L'ouverture d'une maison de la culture ne peut pas entraîner la fermeture du théâtre municipal, sans mécontenter une partie de la population.

Deux obstacles à la « vérité des budgets ».

Le plan comptable actuel, en vigueur depuis quelques années donne aux communes un cadre budgétaire plus rigoureux qu'autrefois ; cependant une certaine confusion demeure au sein des différents postes « culturels ».

Certains sous-chapitres recouvrent des actions très différentes. Dans le poste « fêtes et cérémonies », par exemple, la subvention à un Festival d'art sacré peut avoisiner la distribution du chocolat aux enfants des écoles à l'occasion du 14 juillet. Au chapitre « autres œuvres sociales » se trouvent englobées à la fois des subventions pour les maisons de jeunes et... pour les cantines scolaires.

L'effort d'investissement des villes reste très difficile à apprécier.

(1) Fédération nationale des centres culturels communaux.

(2) Ces pourcentages ont été calculés en francs courants. Une partie de l'augmentation est donc absorbée par la hausse des prix survenue durant la période considérée.

D'une part, les dépenses varient considérablement d'une année à l'autre ; d'autre part, elles sont, pour de nombreux postes, plus que couvertes par des subventions ou des emprunts à l'extérieur.

Si l'analyse financière reste la méthode la plus simple pour apprécier l'effort des communes, il est difficile de discerner l'importance de cet effort sur les seules données budgétaires. En effet, certaines municipalités nomment « culturelles » des actions qui n'en sont pas (à des fins de prestige), d'autres au contraire peuvent camoufler leurs interventions pour des raisons de prudence.

C'est pourquoi la lecture directe des documents municipaux n'est pas suffisante.

Un instrument utile de clarification.

Un instrument comptable est mis au point par l'Office social et culturel de Rennes, à la demande du Service des études du ministère des Affaires culturelles. En 1967, J. Verpraet a dressé une nomenclature des dépenses et recettes et

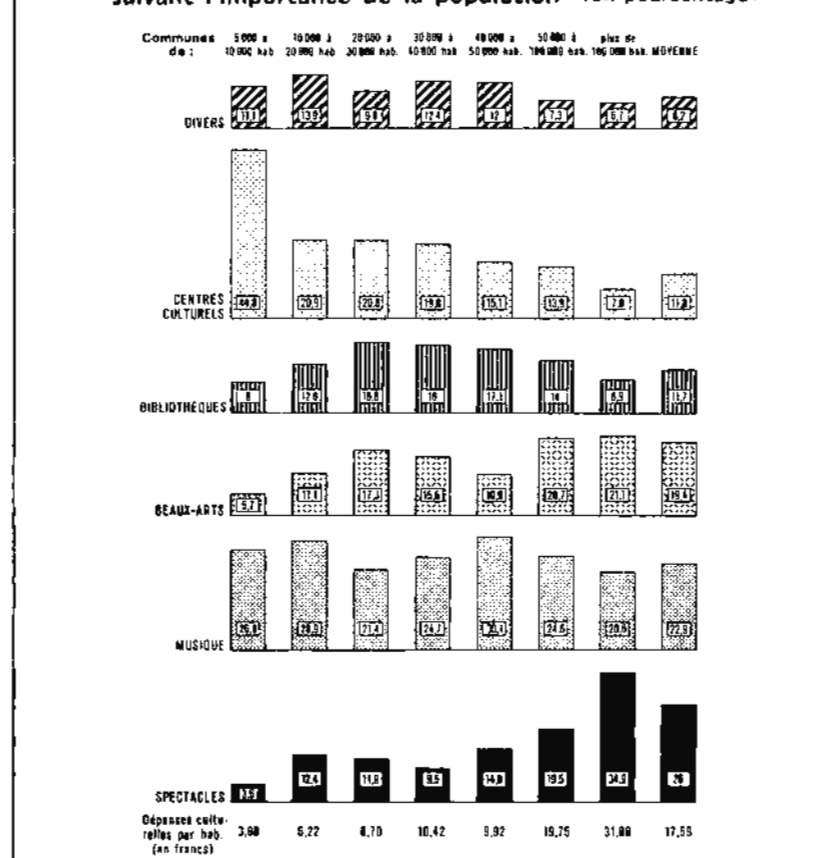
a établi des grilles qui ont permis l'étude du budget culturel de six grandes villes françaises.

Deux autres enquêtes avaient été menées en 1963 et 1966 par M. Raclet sous l'égide de la F. N. C. C. C. Les données portent sur des échantillons plus vastes, elles ont cependant deux limites : seule l'analyse des dépenses culturelles spécifiques a été faite - et ceci à une époque où de nombreuses communes n'étaient pas encore soumises au plan comptable.

La troisième source est fournie par les « statistiques des comptes des départements et communes » établies par le ministère des Finances. Elles donnent par catégorie de population le montant des dépenses de fonctionnement affecté aux sports, à la jeunesse et aux beaux-arts. Elles sont trop globales mais ont l'avantage de porter sur toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

Le caractère fragmentaire et incomplet de ces sources montre l'intérêt de l'analyse comptable pour connaître « la politique culturelle municipale ». Mais cet instrument n'aura de valeur que s'il est utilisé largement par les communes. Dans ce but, un ouvrage de vulgarisation sera publié prochainement.

RÉPARTITION DU BUDGET CULTUREL COMMUNAL suivant l'importance de la population (en pourcentage)



la maison de la culture de Nanterre

Nanterre, chef-lieu du nouveau département des Hauts-de-Seine, dans la région parisienne, comptera quelque cent cinquante mille habitants en 1974, date prévue par les animateurs pour l'ouverture de la nouvelle Maison de la culture.

Dans cette perspective, Pierre Laville a établi un important rapport, résultat de réflexions d'architectes, de sociologues, d'urbanistes et de scénographes, pour définir une conception de l'animation culturelle (1).

Trois éléments indissociables : diffusion, création, animation.

Divisée en deux grands chapitres, la première partie du rapport donne une description du contexte sociologique et culturel dans lequel se situera la future Maison de la culture.

L'auteur décrit l'ensemble hétérogène que représente aujourd'hui Nanterre : bidonvilles où résident de nombreux travailleurs étrangers, habitat pavillonnaire dispersé, grandes cités nouvelles, usines, complexe universitaire non intégré. Il insiste aussi sur les projets d'habitations, d'emplois, d'équipements de transports, de loisirs et de culture.

Pierre Laville affirme qu'une véritable action culturelle doit mettre en œuvre des « stratégies spécifiques différenciées selon les principaux éléments de la population ». Elle permet au public d'accéder ainsi à une culture non didactique et choisie par lui.

Pour lui, l'action culturelle doit certes inclure la diffusion d'œuvres du patrimoine culturel, mais elle tire sa valeur essentielle d'une création et d'une animation profondément intégrées à la vie quotidienne et à la culture contemporaine. Diffusion, création et animation sont indissociables.

Aussi l'auteur plaide-t-il pour une pluralité des activités dans les maisons de la culture ; il souhaite que les animateurs mettent en œuvre une « pédagogie de la réception » adaptée aux sollicitations culturelles les plus diverses : manifestations scientifiques (projet de planétarium), arts plastiques, musique, cinéma, lecture, audition de disques, sans oublier le théâtre.

L'animation culturelle doit prendre la forme d'une enquête active et permanente auprès de la population afin de développer le langage critique et les facultés d'imagination du public, ce qui implique des « comités de liaison et d'élaboration » et l'existence d'animateurs professionnels. Pierre Laville illustre ses propos en se référant à l'action menée par Pierre Debauche au Théâtre des amandiers.

Cinq principes essentiels retenus pour la construction.

La seconde partie du rapport est consacrée aux éléments constitutifs de la future Maison de la culture.

Cinq principes essentiels ont guidé les auteurs du projet réalisé en liaison étroite avec les architectes Michel Ecochard et Jean Darras et le scénographe Bernard Guillaumot :

- Pour la salle de 1 200 places, la formule des gradins en amphithéâtre a été retenue car elle met fin à des phénomènes de ségrégation sociale et elle permet un agencement spécifique selon les options esthétiques ou scénographiques des auteurs.

- La formule du théâtre à l'italienne doit être abandonnée car elle se révèle inadaptée aux nouvelles techniques de la scène ou du cinéma.

- La salle et la scène doivent être adaptables c'est-à-dire permettre la création d'un espace laissant le champ libre à toutes les recherches et à toutes les innovations.

- La salle et l'équipement technique doivent être polyvalents.

- Enfin il est nécessaire de concevoir des matériaux et des structures spécifiques pouvant accueillir l'équipe de création et d'animation de la Maison de la culture dans différents lieux décentralisés : écoles, maisons de jeunes, salles des fêtes, locaux culturels des « grands ensembles » etc...

L'utilisation de ces structures permettrait à la Maison de la culture d'être à la fois un centre d'attraction et un centre de pulsion vers l'extérieur.

Pour ce projet : 2 hectares et 20 millions de francs.

Pierre Laville décrit ensuite avec de nombreux croquis et schémas, chaque élément du programme architectural proposé : structures d'accueil, salle polyvalente, locaux techniques, locaux à l'usage des artistes, salles de répétition, école de comédiens-animateurs, petite salle adaptable, lieux d'exposition.

Cet ensemble occuperait sur deux niveaux une superficie totale de 2,08 hectares, dans une zone dense en équipements collectifs et il coûterait, selon l'auteur, entre 15 et 20 millions de francs (prix d'achat du terrain municipal non compris).

Pour assurer le bon fonctionnement de cet ensemble, le personnel permanent devrait comprendre 61 employés dont deux directeurs (création et formation artistiques, information et action culturelles).

De telles perspectives impliquent qu'en 1974 le budget actuel de fonctionnement du « Théâtre des amandiers - Maison de la culture » soit au moins triplé, c'est-à-dire atteigne 3,5 millions, dont 50% à la charge de la commune.

La part de l'État, fait encore remarquer l'auteur, ne serait pas excessive ; elle serait inférieure, par exemple, à la subvention qu'il a accordée au T.E.P. en 1968.

(1) « Étude pour la programmation de la Maison de la culture de Nanterre » effectuée par Pierre Laville, sociologue, co-directeur du Théâtre des amandiers (1969) à la demande du Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 4

Avril 1970

REPÈRES

une « industrie culturelle » : le disque

La France au 6^e rang dans le monde.

En millions de disques vendus en 1968, les
« grands » du disque sont :

1. États-Unis	379
2. U. R. S. S.	184
3. Japon	106
4. Grande-Bretagne	98
5. Allemagne Fédérale	69
6. France	63

La France se situe donc au 2^e rang du Marché
commun, au 4^e rang européen et au 6^e rang mondial.

Progression annuelle moyenne : 64%.

En 1938, l'industrie française pressait 2 450 000
disques. En 1968, elle en a fabriqué 51 471 000.
Cette augmentation correspond à une progression
annuelle moyenne de 64%. De 1954 à 1966, le
pourcentage des ménages possédant un électro-
phone est passé de 18 à 32%.

Chiffre d'affaires : 543 000 000 F.

Le prix de gros moyen du disque qui était de
7,02 F en 1962, est tombé à 6,4 F en 1968. Le prix
de vente du disque est grevé d'une T. V. A. de
25% (taux majoré) soit 33,33% du prix net, alors
que la T. V. A. du livre est de 9%.

Production très concentrée.

90% de la production et 85% des ventes de
disques sont assurées par 34 entreprises. Six usines
de pressage fournissent à elles seules 95% de la
production.

Un tiers des ventes dans les magasins à grandes
surfaces.

Les magasins à grandes surfaces détiennent une
part de plus en plus importante dans la vente des
disques :

1. Disquaires	49,56%
2. Grandes surfaces, grands magasins.	33,26%
3. Grossistes traditionnels (régionaux).	17,18%

Variétés 71%, jazz 5%, classique 24%.

Le disque classique est en progression lente mais
régulière.

erratum

La radio influence les ventes.

radio-Luxembourg

Durant deux semaines, à raison de 5 ou 6 pas-
sages quotidiens, Europe n° 1 a diffusé le « concerto
pour deux mandolines » de Vivaldi. Trois mois plus
tard, 60 000 exemplaires en 45 tours et 25 000
exemplaires en 33 tours avaient été vendus.

Source : Centre d'information et de documentation du disque et
enquête réalisée par la S.E.M.A. (Société d'économie et de ma-
thématique appliquées) à la demande du Service des études et
recherches du ministère des Affaires culturelles.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.

Une « industrie culturelle » : Le
disque.

2. DOSSIER.

Les Comités d'entreprise et l'action
culturelle.

3. EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES.

Politique culturelle aux États-Unis.

les comités d'entreprise et l'action culturelle

Le fait que dans les sociétés industrielles les entreprises détiennent le pouvoir économique en même temps qu'elles regroupent les travailleurs, conduit les animateurs de la vie culturelle à se tourner vers elles pour en faire des agents du développement. En Pologne, en Yougoslavie, par exemple, les entreprises jouent un rôle culturel au moins comparable à celui des collectivités locales. Que peut-on attendre de l'entreprise en France, où la gestion des « œuvres sociales » et des « institutions culturelles » est confiée aux Comités d'entreprise depuis 1945 ?

D'observations menées systématiquement pour répondre à cette question, on peut retenir aujourd'hui que :

- 1) les moyens financiers des comités d'entreprise sont plus limités qu'on ne le croit, sauf dans un très petit nombre d'entreprises (aéronautique, par exemple).
- 2) les activités « loisirs-culture » ne représentent que le 1/5 des dépenses mais sont dignes d'intérêt.
- 3) des résultats importants pourraient être atteints, mais seulement aux prix d'une action très délibérée de l'État.

200 millions par an

Les comités ayant au moins une activité embryonnaire sont au nombre de 4700. Légalement, ils devraient exister dans 25 000 établissements. Ils touchent 2 millions de salariés sur les cinq millions travaillant dans des établissements industriels et commerciaux assujettis à la législation. Ils reçoivent une subvention patronale proportionnelle aux salaires versés dans l'entreprise.

La subvention totale versée en 1963 a été de 686 millions de francs dont 19 % aux activités de loisirs et de culture, c'est-à-dire 131 millions de francs (*). Cette somme sera sans doute encore inférieure à 200 millions en 1970.

Tranches d'effectifs	Nombre d'établ. industr. et comm. (")	Proportion de comités	Nombre de comités	Nombre de salariés ayant un comité	Moyenne de la subvention reçue par rapport à la masse des salaires
51 à 100	12.944	100 %	1.294	91.000	0,5 %
101 à 200	9.621	20 %	1.324	185.000	0,5 %
201 à 500	9.809	30 %	1.143	348.000	0,6 %
501 à 1.000	1.034	50 %	517	354.000	0,9 %
1.001 à 2.000	397	60 %	238	326.000	1,6 %
plus de 2.000	175	100 %	175	706.000	2,3 %
Total.....	24.980		4.691	2.008.000	

On constate que plus l'entreprise a un effectif important, plus la subvention augmente en pourcentage et plus le comité d'entreprise est actif. Mais les moyennes nationales sous-entendent de très grandes inégalités.

Bibliothèques, sports, fêtes prédominant

La bibliothèque est l'activité culturelle la plus ancienne et la plus fréquente. Elle est très appréciée

des salariés. Son importance est inégale : elle peut être une simple armoire dans le service social ou une bibliothèque de 50.000 livres comme chez Renault. Les discothèques sont en développement. L'activité des billetteries s'étend également. Les expositions se multiplient.

Actuellement, l'essentiel de l'effort des entreprises porte cependant sur le loisir et non sur la culture. Les activités proprement culturelles ne rencontrent qu'une audience limitée.

Le secteur le plus dynamique : les vacances

Les vacances sont considérées par les travailleurs comme une période privilégiée. On constate que les « habitudes culturelles » prises à l'occasion des vacances s'enracinent et provoquent une demande pendant l'année.

Cette activité qui date des années 1933-1954, existe dans 20 à 25 % des entreprises, en particulier dans celles de plus de 1.000 salariés. C'est le principal secteur en développement, la demande est croissante. La part du budget est encore faible mais la majorité des responsables souhaite son extension.

Les animateurs : besoins de formation et de recyclage

Les animateurs sont, en majorité, bénévoles ; ils n'ont pas de formation spécialisée en dehors de la formation syndicale. L'animation n'est pas encore considérée comme un métier. Le concours d'organismes culturels extérieurs à l'entreprise est encore rare mais largement souhaité par les responsables.

Les congés-éducation (loi du 23-7-1957) et les congés cadres-jeunesse (loi du 29-12-1961) devraient favoriser l'action culturelle dans le cadre de l'entreprise : ils permettent l'organisation de stages à plein temps, non imputés sur les loisirs des travailleurs. Mais ces deux lois sont insuffisamment connues et appliquées.

(*) Source : enquête réalisée par l'ADELS en 1966 à la demande du Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles avec le concours du ministère du Travail.

(") INSEE, 1962.

Activités culturelles dans les établissements de plus de 200 salariés

- dans un établissement sur deux : bibliothèques, activités sportives, fêtes.
- dans un établissement sur trois : organisation de sorties culturelles ou touristiques.
- dans un établissement sur quatre : organisation de vacances adultes, clubs, photo et cinéma.

Ouverture sur la cité

Alors que les travailleurs souhaitent trouver les activités culturelles dans leur milieu résidentiel (lieu de détente, de loisir et de regroupement familial), les comités d'entreprise, jusqu'à présent, tendent à les maintenir autour de l'entreprise qui a l'inconvénient d'être le lieu des contraintes professionnelles.

Pourtant une tendance vers les associations inter-entreprises et la collaboration avec les activités locales ou municipales apparaît, surtout lorsque les comités d'entreprise ont une participation active à la gestion et à l'orientation.

L'opinion des syndicalistes

Certains responsables ne séparent pas l'action culturelle de l'activité syndicale et de la lutte des classes, d'autres la considèrent davantage comme un instrument de formation et de développement de l'individu et comme un contrepoids au marché commercial du loisir ; ils souhaitent réduire le secteur social au profit du secteur culturel qui est pour eux prioritaire. Pour tous, les activités culturelles sont précieuses en ce qu'elles offrent un contact permanent avec l'ensemble des salariés.

Les enquêteurs ont demandé aux responsables quels choix ils feraient dans l'hypothèse « fictive » où la subvention patronale serait augmentée de 20 %. Entre les cinq secteurs suivants : activités culturelles, santé, facilités matérielles, aide sociale, activités en faveur de la jeunesse, les activités culturelles viennent en premier pour les secrétaires de comités d'entreprises et en second pour les syndicalistes et animateurs.

Cependant, il ne faut pas en déduire immédiatement que les activités vouées au plus grand développement sont strictement culturelles : les responsables ont conscience des « freins à la culture » ressentis par les travailleurs et sont parfois découragés de leur passivité. Aussi les responsables les plus proches des travailleurs maintiennent-ils souvent des activités traditionnelles (arbres de Noël, fêtes...) parce qu'elles sont populaires.

L'opinion des travailleurs

En fait, les salariés attendent surtout du comité d'entreprise des services, des avantages sociaux et des réductions de prix. Ils apprécient les activités culturelles pour les raisons suivantes : proximité du lieu de travail, avantages financiers, possibilité de nouer des relations, souci d'une formation culturelle non reçue à l'école ou chez eux, désir de s'élever... Les « freins » à leur participation sont : le manque de temps, l'individualisme, l'indifférence culturelle, la

mauvaise information, le désir de se couper de l'entreprise dès le travail terminé et le sentiment d'infériorité ressenti devant un modèle culturel de style bourgeois.

D'importants préalables bloquent le système

Les activités « culturelles » posent des problèmes mal ou non résolus. L'animation reste élémentaire, la législation est insuffisante et peu respectée, la subvention est souvent faible.

D'après les enquêtes, une attitude nouvelle du patronat et de l'État est indispensable : reconnaissance des comités d'entreprise dans les faits et pas seulement au niveau de l'institution, augmentation et normalisation des ressources (notamment un pourcentage fixe de la subvention).

Une évolution psychologique est nécessaire

Il faut aussi dépasser l'opposition « loisirs-culture », développer l'information, s'adapter aux temps libres (pause, cantine, etc...), élargir le champ de l'éducation permanente, multiplier les congés culturels, encourager la collaboration entre les comités d'entreprise et les organismes compétents spécialisés.

Rôles possibles des comités d'entreprise

Le comité d'entreprise ne saurait avoir l'ambition de répondre à tous les besoins culturels des travailleurs mais il semble qu'il doive fonder son action sur quelques activités privilégiées sur le lieu de travail, sur une politique d'information et de diffusion et sur la création de relais vers l'extérieur.

Certains responsables estiment qu'ils doivent repenser leur action en fonction de l'évolution de la condition ouvrière, de l'essor des nouvelles techniques, de la civilisation de consommation et des « loisirs », de l'accélération de l'urbanisation et des nouvelles institutions socio-culturelles.

Il ne faut pas minimiser le potentiel que représentent les comités d'entreprise. Même si leur budget est faible, les réalisations parfois maladroites, on ne doit pas oublier qu'ils peuvent « provoquer » vers les activités culturelles une partie de la population qui, sans eux, a de grandes chances d'en rester éloignée.

BIBLIOGRAPHIE RÉCENTE

« Rôle des comités d'entreprise, propositions pour l'action », janvier 1969, N° 93-94 de « Correspondance municipale », 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris (6^e).

« La C. G. T. et la culture », Centre confédéral d'éducation ouvrière.

« Actualité de l'action sociale et culturelle des comités d'entreprise » par A. Gentil dans « Syndicalisme » (C. F. D. T.) 15 et 30 janvier 1970.

« L'entreprise et son comité d'entreprise : un agent de l'offre de biens et services de loisirs », par B. Miège, thèse à paraître aux Éditions Cujas.

politique culturelle aux États-Unis

The National Foundation on the Arts and Humanities

La responsabilité du développement culturel n'est pas au nombre des pouvoirs que les fondateurs des États-Unis ont jugé bon de confier au Congrès ou au Président. Dans les dispositions législatives, le Congrès reconnaît que la culture relève de l'initiative locale, privée ou individuelle, et que les autorités fédérales ont pour rôle d'appuyer et d'encourager cette initiative.

Pour jouer ce rôle, le Président Kennedy a imaginé de créer une « National Foundation on the Arts and Humanities » qui soit, au niveau fédéral, l'animateur et le conseiller inventif de la vie culturelle, tandis que les ressources locales, tant publiques que privées, fourniraient l'essentiel des fonds et des services administratifs.

La structure de consultation et de décision.

La loi portant création de la « Foundation », votée en septembre 1965, a créé deux organismes connexes, mais distincts, le « National Endowment for the Arts » et le « National Endowment for the Humanities ». Chacun de ces organismes est dirigé par un « président » qui assure également la présidence d'organes consultatifs distincts, le « National Council on the Arts » et le « National Council on the Humanities ». Chacun de ces conseils se compose de personnalités désignées par le président des États-Unis. Le « National Council on the Arts » comprend notamment des artistes, des éducateurs et des mécènes éminents. Chaque « endowment » possède en propre son personnel et en commun certains membres des services juridiques et administratifs. Les demandes de subventions importantes doivent être examinées par le conseil compétent avant que le « président » prenne une décision, mais celui-ci n'est pas réglementairement lié par les recommandations du conseil.

Les « présidents » sont responsables directement et exclusivement devant le président des États-Unis.

La subvention fédérale à la Fondation est examinée à part et directement par le Congrès. Son montant qui avait été fixé au départ à neuf millions de dollars vient d'être doublé sur l'initiative du Président Nixon.

Un financement « incitateur » pour le secteur privé.

L'action de la Fondation revêt la forme de subventions et d'études. En principe la participation fédérale ne peut dépasser 50% du coût total d'un projet lorsque la subvention va à une institution. Toutefois, l'organisme fédéral peut dépenser 20% de ses crédits annuels sans tenir compte de cette règle : cette disposition lui permet de financer totalement certaines études, ou d'aider des partenaires démunis de ressources propres.

La loi prévoit que les dons provenant du secteur privé sont automatiquement doublés par une dotation équivalente aux « Endowments ». En un an, « l'Endowment for the Arts » a reçu de différentes sociétés et de fondations, sans conditions restrictives, des dons s'élevant à plus de 2 millions de dollars. Les donateurs ont pu déduire la totalité de cette somme de leurs revenus imposables ; et « l'Endowment » a reçu un montant égal au titre des crédits spéciaux prévus par la loi. Ainsi une somme de 4 millions de dollars est venue s'ajouter au budget de « l'Endowment for the Arts ». La loi a maintenant été modifiée pour lui permettre de recevoir des dons conditionnels affectés à des fins déterminées, ce qui est encore plus intéressant pour les donateurs. Il s'agit là d'un effort délibéré pour encourager la participation d'organismes non gouvernementaux à l'exécution d'un programme en faveur des arts.

Un instrument de régionalisation efficace.

Le quart des crédits est affecté à un programme de coopération avec les États. Chaque année, des

crédits spéciaux sont ouverts, pour l'attribution aux États de subventions équivalentes aux sommes qu'ils affectent eux-mêmes à certaines fins. Lorsque la loi a été votée, cinq États seulement, notamment New York et Porto Rico, avaient un dispositif administratif et des fonds leur permettant d'exécuter un programme dans le domaine des arts. Encouragés par l'allocation de crédits fédéraux et par l'esprit de coopération des autorités fédérales, tous les États ont réussi à se doter, dès la première année, d'un « conseil des arts ».

Chaque État présente annuellement une demande où il expose le programme qu'il a l'intention d'appliquer et, selon sa proposition, il reçoit une part des crédits spéciaux égale à son apport. La « Foundation » passe aussi des accords particuliers avec les États ou avec des groupes d'États, par l'intermédiaire de leur « conseil des arts », pour l'exécution de programmes de développement culturel. Cet ensemble a un objectif important, qui est de mettre sur pied des organismes régionaux indépendants et vigoureux ayant pour mission de développer et de répartir les ressources culturelles. Le succès se mesure à la capacité du « conseil des arts » de chaque État d'obtenir, pour l'exécution de son programme, des fonds provenant des recettes fiscales de cet État et il joue ainsi le rôle d'un catalyseur culturel.

Un inconvénient : l'absence de financement à long terme.

La politique fédérale encourage ainsi délibérément des forces culturelles multiples, conformément aux traditions de pluralisme du pays, en faisant jouer au gouvernement fédéral un rôle restreint sur le plan financier mais de première importance comme animateur et partenaire inventif, et comme centre de convergence des besoins culturels de la nation.

Le défaut du système, d'après C. Mark, est l'absence de financement à long terme qui empêche la réalisation de plans de longue haleine.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{re}. - Téléphone : 231.05.41

n° 5

mai-juin 1970

REPÈRES

combien d'architectes ?

Pays	Nombre d'architectes	Rapport architectes / habitants
Belgique	5 422	1 1729
Danemark	2 012	1 2290
R. F. A.	22 500	1 2560
Grande-Bretagne	20 220	1 2660
Pays-Bas	4 000	1 2950
Suède	2 024	1 3710
R. D. A.	4 000	1 4400
Finlande	800	1 5621
France	7 774	1 6238
Canada	2 836	1 6376
Etats-Unis	30 000	1 6527
Luxembourg	147	1 6810
Italie	5 816	1 8716
Espagne	2 362	1 12701
Bésil	3 000	1 21667
Mexique	600	1 27272

Année de référence : 1965.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.

Combien d'architectes ?

2. DOSSIER.

Les dépenses culturelles des départements.

3. INFORMATIONS.

Les grandes options du VI^e Plan.

Forte progression en Suède, aux Etats-Unis...

L'effectif des architectes suédois s'est accru de 46 % entre 1960 et 1966 et celui des Etats-Unis de 65 % entre 1952 et 1965.

... et augmentation record au Canada

Pour la période 1950-1966, le Canada a connu un taux d'augmentation de 148 %. Viennent ensuite la Finlande (+ 112 %), l'Espagne (+ 89 %), l'Italie (+ 73 %), le Royaume Uni (+ 33 %) et le Danemark (+ 28 %).

Belgique : 1 architecte pour 1 729 habitants

La Belgique, qui a rendu leur intervention obligatoire pour toute construction, compte la plus forte proportion d'architectes par rapport à sa population (1 pour 1 729 habitants), devançant le Danemark : 1 pour 2 290 et la République fédérale d'Allemagne : 1 pour 2 560. La France arrive en 9^e position avec 1 pour 6 238.

France en régression

La France (— 4,5 % de 1950 à 1966) est un des deux pays où le nombre des architectes a diminué. Tous les autres enregistrent une augmentation, sauf l'Allemagne fédérale où l'on constate une grande stabilité.

La moitié des architectes français dans la région parisienne

La région parisienne compte à elle seule près de la moitié des architectes inscrits ⁽¹⁾ (3 477 sur 7 774) suivie de la Provence-Côte d'Azur (624) et de la région Rhône-Alpes (622). Le Limousin est le plus démuné (66) avec la Franche-Comté (71) et la région Poitou-Charentes (90).

Source : Essai de prévision des besoins en architectes, étude réalisée par le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles en 1968.

(1) Au 1^{er} septembre 1964.

Comptes culturels de la nation ⁽¹⁾

les dépenses « culturelles » des départements représentent 1,2% de leur budget

Dans une perspective de politique culturelle décentralisée, le département a-t-il ou pourrait-il jouer un rôle important ?

Les dépenses de culture et loisirs des départements ont constitué moins de 1,2% des budgets départementaux (fonctionnement) en 1965 ce qui représente 1,75 F par habitant (2).

Pour mesurer la faiblesse de ces chiffres, il faut rappeler que les dépenses de culture et loisirs des communes dépassent 13 F par habitant.

La répartition budgétaire des principaux secteurs d'intervention des communes et des départements, illustrée par le tableau ci-contre, montre les écarts importants qui existent entre ces deux agents.

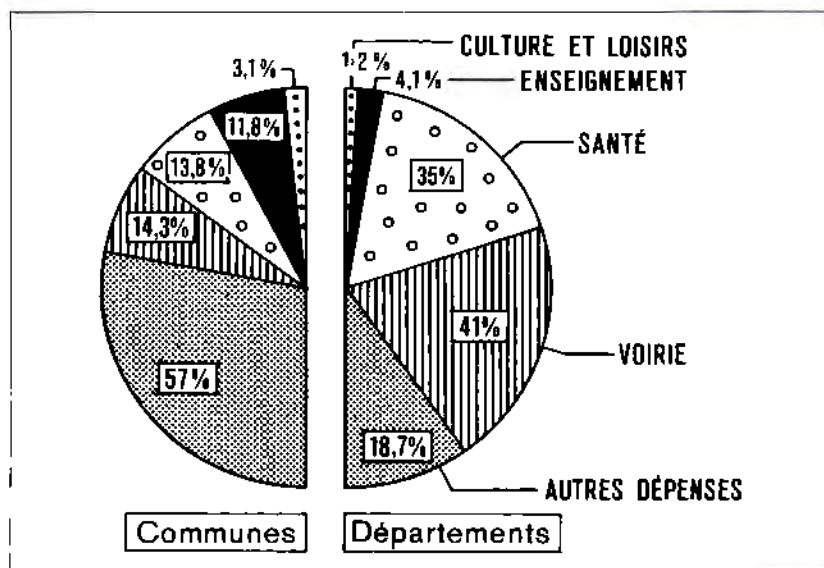
Les départements ont dépensé 44,4 millions de francs pour des activités culturelles et socio-éducatives, alors que les communes dépensaient 437,5 millions pour ces mêmes activités. D'autre part, si l'effort des conseils généraux en matière culturelle est minime, il varie considérablement d'un département à l'autre et d'une année sur l'autre.

Que recouvrent les dépenses « culturelles » ?

Pour les besoins de l'enquête, le terme « culturel » a été pris dans son sens le plus large. Il englobe l'ensemble des activités qui peuvent être effectuées durant le temps de loisir. L'action « culturelle » n'est pas réduite aux « beaux arts », mais est étendue également aux inter-

(1) Après avoir évoqué les « dépenses culturelles des communes » et « la politique culturelle des comités d'entreprises » (voir Développement culturel nos 3 et 4), nous poursuivons notre étude sur les « comptes culturels de la Nation ».

(2) Source : étude effectuée en 1969 par le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles et le CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation) sur les comptes administratifs de 1965 à 1967 d'un échantillon représentatif des départements français.



ventions en faveur du tourisme, des activités socio-éducatives, du sport, et même des fêtes locales. Certes ces différentes activités ont une valeur « culturelle » inégale et on aurait tort de les confondre, mais il est bon de pouvoir les situer les unes par rapport aux autres et des comparaisons par domaines d'intervention relativement homogènes peuvent s'avérer fort instructives.

1. - Les activités proprement culturelles : des interventions dispersées

La contribution au fonctionnement des activités culturelles, au sens traditionnel, varie fortement d'un département à l'autre. Le Vaucluse, qui vient en premier avec 2,02 F par habitant, dépense plus de deux fois plus que le département venant en seconde position, la Seine-Maritime (0,65 F) et cent fois plus que la Manche (0,02 F).

Trois postes font l'objet d'une attention relativement soutenue de la part des conseils généraux : la diffusion des spectacles, l'encouragement à la création, les musées.

Les spectacles :

Ces dépenses sont liées à l'existence de salles (opéra de Marseille, théâtre de Strasbourg, théâtre d'Avignon) ou à des festivals (Avignon, Arles, Aix-en-Provence...). Ainsi le département, par le biais des subventions, vient renforcer ce qui existe déjà. Le Vaucluse y affecte 1,05 F par habitant, le Bas-Rhin 0,18 F, les Bouches-du-Rhône 0,37 F, alors que la Manche n'apparaît que pour 0,002 F, l'Isère 0,03 F et la Loire 0,04 F.

De la même manière, on relève une augmentation sensible des subventions au théâtre amateur dans les mêmes départements, alors que celles-ci restent faibles dans les départements dépourvus de théâtres fixes.

L'encouragement à la création :

Il revêt la forme de subventions à des troupes ou à des associations culturelles diverses, et est le plus important dans deux départements qui n'apportent qu'une aide négligeable aux équipements de spectacles : la Seine-Maritime (0,35 F) et la Seine (0,34 F).

Les musées :

L'intervention des conseils généraux est limitée à un certain nombre de départements (8 sur 16) et atteint rarement un niveau élevé. La présence d'un musée départemental n'explique pas tout. Parmi les huit départements qui font un effort particulier dans ce domaine, deux seulement sont propriétaires d'un musée (Seine-Maritime et Seine). Dans les six autres cas, la contribution des conseils généraux vient s'ajouter à celle d'autres collectivités.

Les autres postes (monuments historiques, bibliothèques, enseignements artistiques, archives, aide aux artistes) représentent des contributions beaucoup plus faibles et circonscrites le plus souvent à quelques départements.

Les bibliothèques :

Leur cas est particulièrement étonnant. L'effort le plus important est accompli par la Meurthe-et-Moselle (avec 0,05 F par habitant). Le Bas-Rhin et la Haute-Savoie n'y affectent que 0,001 F, la Loire et le Maine-et-Loire 0,002 F et l'Isère 0,003 F. On comprend dans ces conditions que la diffusion du livre soit mal assurée dans les zones rurales alors qu'une aide départementale substantielle aux bibliothèques centrales de prêt permettrait d'améliorer notablement la situation.

Les monuments historiques :

Le département se contente souvent d'ajouter une participation aux efforts menés par l'État ou les communes : le Vaucluse vient en tête avec 0,81 F, alors que le Bas-Rhin et la Meurthe-et-Moselle ne fournissent que 0,01 F. Les monuments historiques, si fortement enracinés dans leur terroir, devraient pourtant constituer un domaine sûr et privilégié pour l'intervention des conseils généraux.

Une progression de 78% en deux ans

Entre 1965 et 1967, l'effort financier des départements pour les activités culturelles est passé de 0,50 F à 0,89 F par habitant.

L'augmentation la plus significative affecte « l'encouragement aux arts » qui touche à peu près de la même manière tous les départements étudiés. Pour les autres postes, la progression est faible (musées) ou provoquée par une augmentation massive dans un département.

La contribution a diminué pour les monuments historiques, les spectacles, les enseignements artistiques.

En revanche, musées, lecture, encouragement aux arts et archives sont en augmentation.

Les départements les plus « culturels » sont le Vaucluse, qui garde la première place devant les Hautes-Alpes, la Seine et les Bouches-du-Rhône. A l'inverse, la Manche reste en dernière position, précédée par la Loire, la Meurthe-et-Moselle, la Haute-Savoie et la Sarthe.

2. - Importance de l'aide au tourisme

Ce secteur est l'un des plus importants par l'effort fourni. C'est le seul où quatre départements (Haute-Savoie, Hautes-Alpes, Vaucluse et Lozère) fournissent une contribution supérieure à 1 F par habitant.

Il semble que cet effort en faveur du tourisme soit d'autant plus important que le département est pauvre.

Cette politique s'explique par des raisons économiques évidentes. A l'inverse des autres secteurs de l'action culturelle départementale, la politique des conseils généraux en matière de tourisme, traduite en termes financiers, paraît relativement bien structurée.

3. - Les activités socio-éducatives : stagnation

Dans ce secteur, les départements ne semblent pas porter volontiers leurs efforts. La participation financière des conseils généraux aux équipements socio-éducatifs est très modeste (0,07 F en moyenne) et ce poste n'apparaît que dans la moitié des départements étudiés.

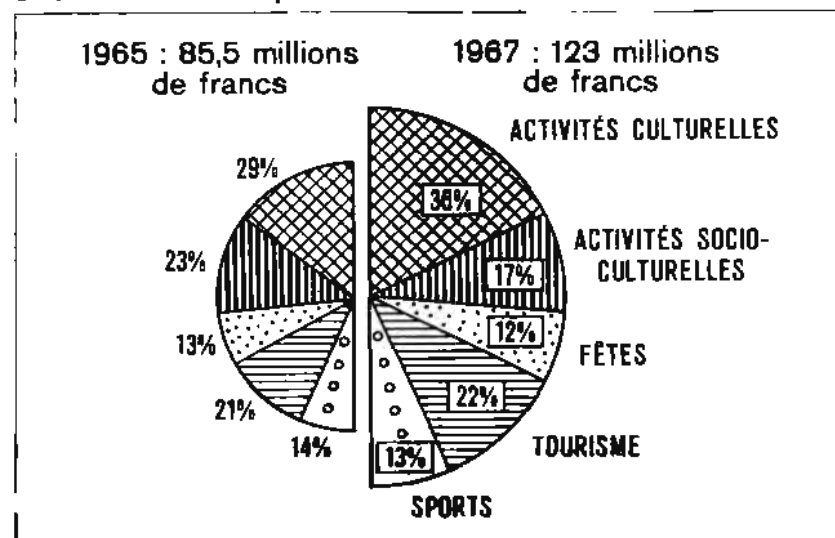
Les contributions départementales pour l'ensemble des activités socio-éducatives sont passées de 0,41 F à 0,42 F par habitant, soit une stagnation en valeur absolue, mais une diminution importante en valeur relative (de 23,3 % à 16,9 %).

Les dépenses consacrées aux colonies de vacances absorbent la majeure partie du poste socio-éducatif, notamment dans les départements qui les accueillent. Cela peut s'expliquer par l'incidence économique des colonies de vacances dans les départements où elles s'installent.

4. - Sports et espaces verts sont peu favorisés

Après le poste socio-éducatif, les sports et les espaces verts représentent le secteur le plus défavorisé dans le budget culturel des départements : l'aide des conseils généraux

Evolution des dépenses culturelles entre 1965 et 1967



les grandes options du VI^e plan

La Commission des Affaires culturelles, créée par le Commissariat général du Plan pour préparer le VI^e Plan (1971-1975) vient de déposer un premier rapport (1) dans lequel elle définit les finalités assignées à la politique de développement culturel et précise les objectifs prioritaires pour la période considérée :

- former des hommes
- expérimenter
- décentraliser
- informer usagers et responsables
- associer les différents agents publics et privés du développement culturel, notamment l'École et l'O. R. T. F.
- atteindre le seuil de l'efficacité dans la sauvegarde des sites et patrimoine monumental.

Pour réaliser ces objectifs avec la rapidité et la souplesse nécessaires, la Commission demande qu'au delà des dotations programmées pour la

poursuite des actions existantes, deux fonds spéciaux soient mis en place : l'un pour les interventions associant plusieurs ministères et agents des secteurs privé et public, le Fonds d'interventions culturelles, doté de 500 millions en 5 ans, et l'autre pour donner une impulsion à la création, la Fondation nationale pour la création artistique, dotée de 150 millions en 5 ans. Il lui paraît, en outre, nécessaire de faire passer le rapport équipement de 40 % à 35 %

fonctionnement 60 % à 65 %

(1) Document ronéotypé : 35 pp. Paris, février 1970.

DOSSIER (suite de la page 3)

raux aux activités sportives se manifeste essentiellement par des subventions aux associations, généralement très faibles. Cette aide est très inégale selon les départements (entre 0, 17 et 0, 58 F par habitant) et varie beaucoup d'une année à l'autre.

Les contributions départementales aux espaces verts sont presque toujours négligeables sauf dans deux cas : la Lozère (0, 27 F) qui subventionne ses grands parcs naturels ainsi qu'une campagne de fleurissement dont l'intérêt touristique est évident, et l'ancien département de la Seine où un important patrimoine de parcs et jardins nécessite des soins soutenus et coûteux.

La moyenne des contributions en faveur des sports et des espaces verts a augmenté de 29 %, soit moins que l'ensemble des dépenses de culture et de loisirs qui a été de 41 %.

5. - Les fêtes

Elles occupent une place relativement importante. Cette rubrique recouvre souvent des dépenses correspondant à des banquets ou vins d'honneur offerts par le conseil général. Sans méconnaître le caractère « culturel » de certaines fêtes, on peut s'étonner que ce secteur occupe dans le budget une place comparable à celle des sports ou des activités socio-éducatives et qu'il ait augmenté entre 1965 et 1967.

Pour une politique culturelle départementale ?

La contribution du département consiste donc essentiellement à soutenir, faiblement, des initiatives prises par d'autres agents. Les subventions, minimes, sont dispersées entre de très nombreux bénéficiaires. Le conseil général n'est presque jamais promoteur d'idées nouvelles.

Ses contributions sont actuellement affectées pour l'essentiel aux communes les moins démunies.

C'est que nulle part, semble-t-il, n'existe la conscience de ce que pourraient être les tâches propres du département dans le domaine culturel. Des objectifs spécifiques aux départements pourraient pourtant être aisément trouvés : intégration, économique et sociale des monuments historiques, soutien à la création, par exemple. Un des principaux objectifs que devraient poursuivre le département en matière culturelle serait d'apporter un soutien technique et financier aux petites communes, particulièrement dans un cadre intercommunal.

La prise de conscience de ce que pourrait être une politique culturelle départementale permettrait une nouvelle répartition interne des postes culturels, mais elle conduirait peut-être aussi à une remise en cause de la répartition générale des dépenses du département.

Rectificatif : Certains exemplaires de « Développement Culturel » n° 4 sont partis avec une erreur dans le texte de l'article de la page 1 « Une Industrie culturelle : Le disque ». « L'opération Vivaldi » a été réalisée par Radio-Luxembourg et non par Europe n° 1.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 6

septembre 1970

REPÈRES

une "entreprise culturelle" : la télévision

En 1970, le budget de l'O. R. T. F. est de
1.834 millions.

1.263 millions proviennent des redevances versées
par les possesseurs de postes, et 465 millions de
la publicité. Les dépenses d'équipement s'élèvent
à 260 millions, les charges financières, impôts et
droits d'auteurs à 309 millions, et les dépenses
de fonctionnement se répartissent comme suit :

I. - Réseau	101	
II. - Télévision	482	
Radio	128	
Stations régionales	101	
D. O. M. - T. O. M.	38	
Action extérieure	79	
	828	828
III. - Services communs	207	
Service de la redevance ...	69	
Provisions et divers	60	
	336	336
		<u>1.265</u>

La Télévision française diffuse annuellement
5.000 heures de programmes (1).

4.000 heures sont fabriquées par l'Office.
1.400 heures sont fabriquées à l'extérieur.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.

Une « entreprise culturelle » : la
télévision.

2. DOSSIER.

Les dépenses culturelles de l'État.

3. BIBLIOGRAPHIE.

Articles parus en 1969 sur l'action
culturelle.

Le coût moyen d'une heure d'émission est de
100.000 frs. Il existe des écarts importants dans
les prix de revient : la fabrication d'une « drama-
tique française » coûte 500.000 frs. l'heure ; l'achat
d'un feuilleton américain : 25.000 frs.

100 heures de programmes par semaine.

Sur la 1^{re} chaîne : 60 heures.

Sur la 2^{me} chaîne : 40 heures.

Onze millions de téléviseurs.

58% des ménages possèdent la télévision (2).

51% des Français la regardent tous les jours, la
moitié d'entre eux la regardent régulièrement pen-
dant les repas ; dans 25% des ménages, la télévision
reste allumée toute la soirée.

Les jeunes et la télévision.

La télévision est surtout regardée en famille.
Pour la majorité des jeunes interrogés, la télévision
symbolise l'univers des parents (3).

66% des jeunes ne l'allument jamais eux-mêmes.

21% des jeunes déclarent la regarder seuls.

39% déclarent choisir leurs émissions.

20% déclarent la regarder pour passer le temps.

Objectifs 1975 à l'O.R.T.F. : 60% d'augmentation
des heures de programmes.

Soit 8.000 heures annuellement : la deuxième
chaîne aura 60 heures de programmes, une troi-
sième chaîne sera créée, de caractère plus régional.
Elle atteindrait 40 heures par semaine en 1975.

Sources :

(1) Groupe « Long terme » de la commission des Affaires cultu-
relles du Plan - 15 juin 1970.

(2) Enquête INSEE 1967.

(3) Télévision et Éducation 22/23 - automne 1969 - « Les jeunes
et l'audio-visuel ».

Comptes culturels de la nation ⁽¹⁾

les dépenses « culturelles » de l'état peuvent être évaluées à 0,97% de son budget

Les efforts de l'Etat dans le domaine culturel ne se limitent pas aux actions que mène le ministère des Affaires culturelles. Si celui-ci est le principal gestionnaire des crédits destinés à l'action culturelle, d'autres administrations centrales jouent dans ce domaine un rôle non négligeable. Ainsi, pour l'année 1965, on peut évaluer à 0,97% du budget national l'ensemble des dépenses de l'Etat en matière culturelle alors que pour la même année, le budget des Affaires culturelles n'en représentait que 0,42%.

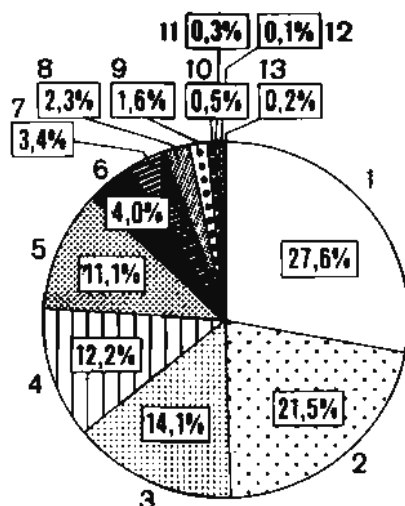
Certes cette évaluation est relative car le domaine de l'action culturelle n'ayant pas de frontières précises, il est possible en adoptant différentes définitions de faire varier considérablement le rapport dépenses culturelles - budget national (2).

Nous avons retenu ici l'hypothèse la plus communément admise. Elle englobe essentiellement les activités artistiques et le secteur socio-culturel. Elle ne prend pas en compte les sports et espaces verts, le tourisme, l'enseignement du français à l'étranger et la diffusion d'émissions à destination de l'étranger.

Les dépenses culturelles.

Il ressort de ce tableau que les dépenses culturelles de l'Etat sont essentiellement destinées à :

- la conservation du patrimoine culturel : 27,6%
- l'encouragement aux arts : c'est-à-dire le soutien à la création et à la diffusion artistiques : 12,2%
- les enseignements artistiques : 11,1%
- l'action culturelle à destination de l'étranger : 14,1%
- les activités socio-culturelles et socio-éducatives : 21,5%



Postes	Fonctionnement (dépenses ordinaires)	Equipement (dépenses en capital : crédits de paiement)	Total (montant en F)	%
1. Conservation du Patrimoine culturel y compris archives...	93 830 724	156 338 387	250 169 111	27,6
2. Activités socio-culturelles et socio-éducatives...	139 046 762	57 305 599	196 352 361	21,5
3. Act. culturelle à destination de l'étranger.	123 114 557	5 743 425	128 857 982	14,1
4. Encouragement aux arts (3).....	80 405 103	31 274 229	111 679 332	12,2
5. Enseignements artistiques	94 707 279	7 187 000	101 894 279	11,1
6. Musées et galeries...	29 457 794	7 545 500	37 003 294	4,0
7. Bibliothèques	27 855 600	3 000 000	30 855 600	3,4
8. Diffusion et animation culturelle (4).....	17 881 246	3 904 461	21 785 707	2,3
9. Frais de fonctionnement non imputables.	12 023 035	3 000 000	15 023 035	1,6
10. Fouilles et antiquités	2 187 060	2 415 000	4 602 060	0,5
11. Recher. en matière d'action culturelle ...	288 2000	--	288 2000	0,3
12. Fêtes	1 285 000	--	1 285 000	0,1
13. Divers	274 787	2 046 000	2 320 787	0,2
Total	624 950 947	279 759 601	904 707 858	

(1) Après avoir évoqué les « dépenses culturelles des communes » et « la politique culturelle des comités d'entreprise » (voir Développement culturel n° 3, 4 et 5) nous poursuivons notre étude sur les « comptes culturels de la nation ». Année de référence : 1965.

(2) Quatre hypothèses ont été envisagées par les auteurs de l'étude : L'hypothèse de base, la plus extensive, englobe les activités artistiques, les moyens de communication de masse, les secteurs socio-éducatif et socio-culturel, les sports et espaces verts, l'information (sans l'ORTF), les fêtes et le tourisme.

La deuxième exclut de la précédente : les sports et espaces verts, le tourisme, une partie des fêtes et l'information.

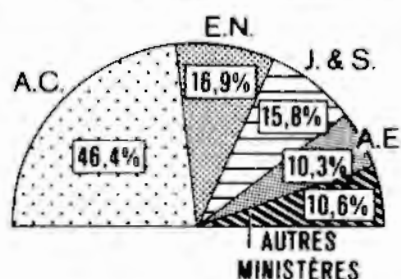
La troisième est celle retenue dans l'article. La dernière écarte les secteurs socio-culturel et socio-éducatif, le reste des fêtes, la construction des bâtiments civils et les archives. Pour plus de précisions, voir le chapitre V de l'étude « Les comptes culturels de l'Etat », effectuée en 1969 par le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles avec la participation du C.R.E.D.O.C. (en cours de publication).

(3) Ce poste recouvre essentiellement les dépenses affectées aux actions menées dans le cadre d'ensembles polyvalents : maisons de la culture, centres culturels (soutien à la création artistique non compris).

(4) Il s'agit là, des dépenses de création et de diffusion artistiques (théâtre, musique, arts plastiques, cinéma, lettres, théâtre lyrique, danse).

Les principaux ministères dépensiers.

Les Ministères des affaires culturelles, de l'éducation nationale, des affaires étrangères, et le Haut Commissariat à la jeunesse et aux sports contribuent pour 90 % aux dépenses culturelles



de l'Etat. Ce sont d'ailleurs les actions que mènent ces quatre ministères qui permettent de parler d'une politique culturelle de l'Etat, les actions des autres ministères étant à la fois plus marginales et plus autonomes.

Le ministère des Affaires culturelles : 0,42% avec 420 millions.

L'analyse des interventions du ministère des affaires culturelles fait ressortir que son action repose principalement sur deux fonctions :

- une fonction de gestion du patrimoine culturel : 40 % de ses dépenses ordinaires et 30 % de ses dépenses en capital sont consacrés à la conservation du patrimoine culturel et aux archives.

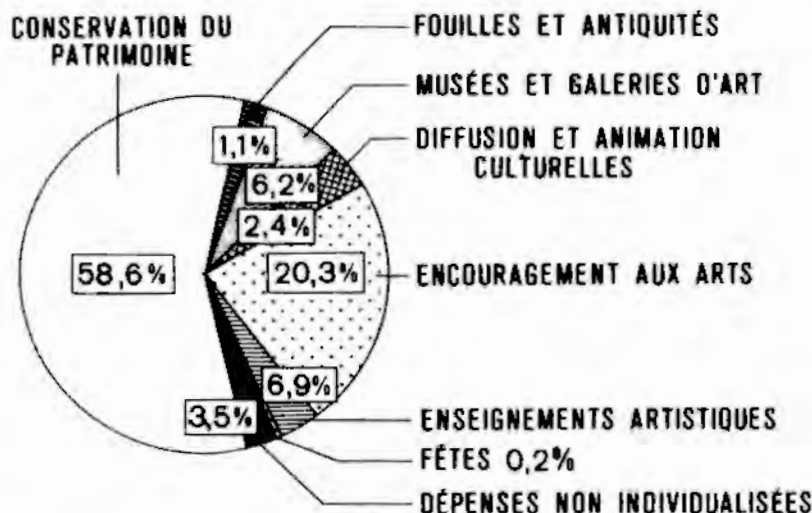
- une fonction de mécénat : 34 % de ses dépenses de fonctionnement sont destinées à l'encouragement aux arts.

On remarque d'autre part la place très importante qu'occupent les dépenses en capital : 45 % des dépenses de ce ministère. Cela s'explique par la politique de conservation qui exige d'importants crédits pour la restauration et l'entretien des monuments historiques.

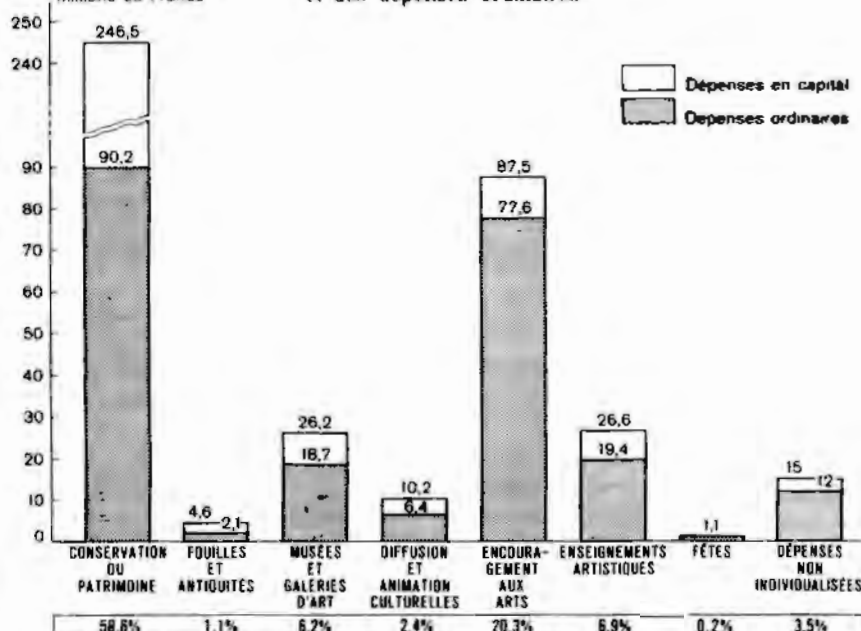
Télévision et radio.

Le tableau des dépenses culturelles publiques au niveau national ne serait pas complet si l'on omettait les dépenses de télévision et de radio. Les dépenses de l'Office de radio et télévision, couvertes en majeure partie par une taxe parafiscale, se sont élevées en 1965 à 1.103,6 millions.

Départements ministériels année de référence : 1965	Fonctionnement (dépenses ordinaires)	Investissements (dépenses en capital : crédits de paiement)	Total	
			Montant en F	%
Affaires culturelles	228 288 583	192 090 687	420 299 270	46,4
Education nationale (sans jeunesse et sports)	129 219 264	24 400 000	153 619 264	16,9
Jeunesse et sports	111 42 1442	32 250 000	143 671 442	15,8
Affaires étrangères	88 792 007	4 743 425	93 535 432	10,3
Autres ministères	62 027 691	26 275 499	93 582 450	10,9
Total	624 948 247	279 759 611	904 707 858	100



Répartition des dépenses en capital et des dépenses ordinaires



articles parus en 1969 sur l'action culturelle ⁽¹⁾

BARROT (Jacques). — L'Europe culturelle et les cultures nationales. — *France Forum*, n° 95, mai 1969, 5 p.

Nécessité de l'Europe culturelle — Dialogue des cultures nationales — Des médiations supranationales.

BERGER (René). — Une aventure de Pygmalion. — *Diogenes*, n° 68, oct.-déc. 1969, 25 p.

La mutation des moyens de présentation, de diffusion, de reproduction, et ses conséquences pour l'étude des expressions artistiques.

BERNARD (Antoine). — Réflexion sur la politique culturelle. — *Revue de la Défense nationale*, juin 1969, 21 p.

Ses fondements — En quoi elle consiste — Ce qu'elle implique : une nouvelle finalité dans le domaine artistique, en ce qui concerne les techniques de communication de masse, en ce qui concerne le cadre de vie, dans le domaine de l'enseignement ; de nouvelles actions ; de nouvelles institutions — Quel doit être le rôle propre de l'État — En quoi cette approche diffère d'autres.

BORNE (Etienne). — Pour une philosophie de la culture. — *France-Forum*, n° 95, mai 1969, 5 p.

L'âge moderne de la culture — La polémique des cultures — La vulgarisation impossible et nécessaire.

BURON (Robert). — Évolution économique et socialisme culturel. — *France-Forum*, n° 95, mai 1969, 5 p.

Education et socialisme — L'éducation, transfert des connaissances ou formation des hommes ? — Culture et création.

CACERES (B.). — Animation d'une ville à partir d'un centre culturel. — *Peuple et Culture*, n° 7, juin 1969, 12 p.

Une société nouvelle — Le centre culturel — Elargissement de la notion d'action culturelle — Tâche des animateurs de l'action socio-culturelle — Buts d'un centre socio-culturel — Relations entre le pouvoir public et le centre socio-culturel — Problèmes de l'animation — Conclusion provisoire.

CAYRON (Maurice). — Les Vacances et l'animation culturelle. — *France-Forum*, n° 96-97 juillet-août 1969, 3 p.

Y a-t-il encore des vacances ? — Vacances pour quoi faire ? Le vacancier : homme social — Réalité économique et sociale — Réalité culturelle.

CHARPENTREAU (Jacques). — Les Margoulins de la culture — *Confronter*, n° 1, janvier 1969, 7 p.

Moyens de masse, ne pas toucher — Subir sans choisir — Du plastique, façon cristal — L'auto-culte — Bonne compagnie... bons rapports — La véritable avant-garde — La culture, c'est aussi la lutte.

DAVEZAC (Georges). — Contenu et méthodes de l'éducation populaire. — *L'animateur culturel*, n° 62, sept.-oct. 1969, 17 p.

L'éducation des adultes ne peut reposer que sur le volontariat — Seule l'éducation donnée dans le plus jeune âge peut permettre l'apprentissage de l'expression spontanée — Les associations volontaires — L'animation socio-culturelle — Pour une pédagogie de participation — Le contenu de l'éducation populaire — Animateurs bénévoles — Animateurs permanents — Deux propositions pour l'avenir.

ENTREVEN (Claude). — L'action culturelle et les Maisons de la culture. — *Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 5 sept.-oct. 1969, 69 p.

Introduction : De l'arrêt Astruc aux Maisons de la culture :

1^{re} partie - L'action culturelle et ses instruments, de la décentralisation dramatique à la conception des maisons de la culture, les maisons de la culture.

2^{me} partie - Le bilan de l'action culturelle et la crise des maisons de la culture, les remèdes et les projets de réforme.

Conclusion : Liberté culturelle et service public.

ERGMANN (Raoul). — L'action culturelle du livre d'art. — *Diogenes*, n° 68, oct.-déc. 1969, 29 p.

GENTIL (André et Geneviève). — L'action culturelle des comités d'entreprise. — *Esprit*, juin 1969, 20 p.

L'activité culturelle des comités d'entreprise - Positions syndicales - Politique de diffusion - Résistance au développement culturel - Conditions du renouvellement - Face à l'essor des équipements résidentiels - Pour un renouveau.

GEORGE (François). — La révolution culturelle en Europe. — *Temps modernes*, n° 276, juin-juillet 1969, 9 p.

Le désarroi des créateurs, Lieux scéniques et tours d'ivoire - Le temps des écoliers en tranches - L'échelle mobile de la culture - Fille laide, mais riche - Brûler la Comédie Française ? - L'audace au goût du pain quotidien.

(A suivre au prochain numéro)

(1) Bibliographie établie à partir du dépouillement d'une quarantaine de périodiques français.

développement culturel

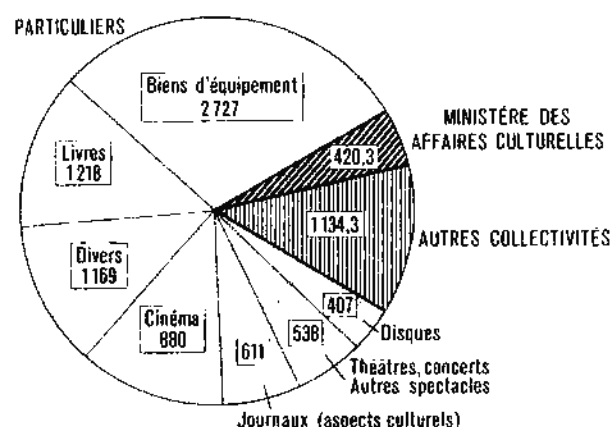
bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 7

décembre 1970

comptes culturels de la nation ⁽¹⁾

Les particuliers dépensent pour la culture cinq fois plus que les collectivités.



Dépenses des particuliers et des collectivités
(en millions de francs - année 1965)

Le graphique ci-dessus regroupe toutes les dépenses culturelles de la nation : particuliers 83%, collectivités 17%.

Les biens et services culturels sont donc, pour l'essentiel, acquis directement sur le marché par les consommateurs.

(1) Le présent dossier clôt la série d'articles que « Développement culturel » a publié sur les comptes culturels de la Nation (numéros 3, 4, 5 et 6). Certains chiffres présentés découlent d'hypothèses de travail ou représentent des estimations. L'ensemble constitue donc un document de recherche encore provisoire, certainement incomplet, et non la présentation d'un bilan officiel.

(2) In : Analyse et Prévision, août 1969. - Consommation individuelle et collective, par J. Desce.

(3) Cette estimation correspond à l'une - parmi d'autres - des conceptions relatives à l'étendue du champ culturel (activités artistiques et activités socio-culturelles). Elle a été également retenue pour les comptes culturels de l'État, des communes et des départements (voir Développement culturel n° 5, note, p. 21).

17% pour la culture, 91% pour l'enseignement.

Dans les autres secteurs, l'intervention des agents collectifs est nettement plus importante (2).

Enseignement	90 %
Santé	71 %
Sports	63 %
Transports collectifs	36 %
Culture	17 %
Habitation	16 %

Dépenses culturelles des collectivités et des particuliers (3).

Dépenses des « collectivités » et des particuliers.	Année 1965 (en millions de francs)	%
• COLLECTIVITÉS •		
- ministère des affaires culturelles	420,3	4,6 %
- autres ministères	484,4	5,3 %
- départements	44,4	0,5 %
- communes	437,5	4,8 %
- comités d'entreprise et œuvres patronales ..	48,0	0,5 %
- O. R. T. F.	120,0	1,3 %
Total « collectivités » (transferts)	1 554,6	17,0 %
- CONSOMMATION DES PARTICULIERS.	7 550,0	83, %
- CONSOMMATION « ELARGIE »	9 104,6	100 %

comptes culturels de la nation

(suite de la page 1)

les dépenses des particuliers

L'essentiel des dépenses culturelles des particuliers est consacré à l'achat de biens d'équipement ou « supports » individuels (journaux, livres ou disques). En effet, les dépenses culturelles tendent nettement à se répartir entre deux modes principaux de consommation :

— les consommations à domicile ou liées à la vie familiale (pratiquement l'ensemble des postes I et III, ainsi que la redevance ORTF), soit 81% de l'ensemble ;

— les consommations hors domicile, (mais qui n'ont pas toutes un caractère collectif) soit 19% de l'ensemble.

Si l'on ajoute que certaines des consommations « hors domicile » (le cinéma notamment) diminuent sinon en valeur, du moins en volume d'année en année, il est clair que les particuliers semblent être de moins en moins tributaires de supports culturels pour lesquels l'heure et le lieu sont imposés, et désirent disposer de moyens leur permettant de composer leurs programmes à domicile.

(1) L'évaluation des dépenses culturelles des particuliers (« les ménages », selon la terminologie de la comptabilité économique nationale) a été effectuée à partir des enquêtes générales de consommation publiées par le Centre de recherches et de documentation sur la consommation. Ces enquêtes portant sur l'ensemble des consommations (alimentation, habillement, loisirs, etc...) ne peuvent appréhender avec détail la consommation culturelle ; on ne s'étonnera donc pas que les résultats exposés dans le tableau ci-contre, regroupent dans un même poste des consommations de nature différente (ainsi le poste « autres spectacles ») ou en négligent d'autres d'un montant faible, difficiles à cerner dans des enquêtes par sondage (cotisations à des associations culturelles, à des centres culturels, enseignements artistiques privés, etc...)

(2) Les pourcentages qui figurent dans le tableau ci-contre ont été retenus du fait que seule une certaine partie des dépenses a été considérée comme « culturelle » ; ce choix, effectué conjointement par le Service des études et recherches et le Centre de recherches et de documentation sur la consommation correspond, rappelons-le, à une conception du champ du secteur culturel qui englobe essentiellement les activités artistiques et les activités socio-culturelles.

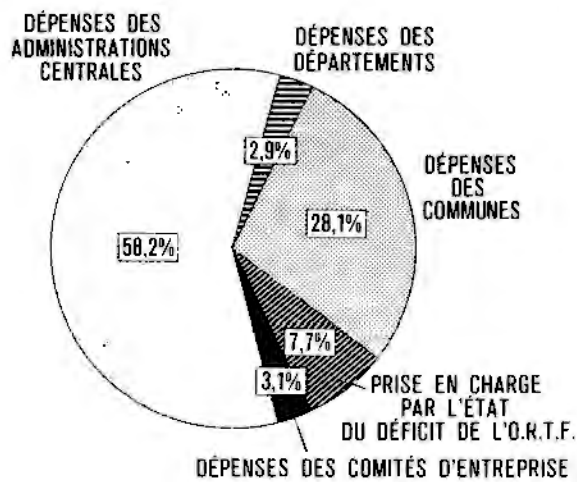
Il ne s'agit donc que d'une hypothèse parmi d'autres hypothèses envisageables : les renseignements communiqués dans les numéros successifs de « Développement culturel » permettent d'ailleurs de procéder facilement à des regroupements différents (voir Développement culturel n° 5, note p. 2).

Sont concernés en fait trois séries de postes :

- les journaux et périodiques : la surface rédactionnelle des journaux et périodiques consacrée à la culture a été estimée à 20% de la surface totale.
- les livres : n'ont pas été pris en considération les livres scolaires.
- le secteur de la radio-télévision, dont on a exclu les fonctions d'information et d'éducation.

Dépenses de culture et loisirs (source CREDOC) (1)	Année 1965 (en millions de F)	Pourcentage retenu (2)	Consommation culturelle des ménages en 1965 (en millions de F)
I. BIENS D'ÉQUIPEMENT.			
Récepteurs de radio	534	60%	320
Téléviseurs	2238	60%	1343
Appareils de reproduction et d'enregistrement de sons (électrophones, magnétophones...)	600	100%	600
Instruments de musique	28	100%	28
Appareils de photo .	294	100%	294
Appareils de cinéma.	142	100%	142
TOTAL.....			2727
II. SPECTACLES			
Cinéma	880	100%	880
Théâtres et concerts.	216	100%	216
Autres spectacles (fêtes foraines, sons et lumières, music-hall, musées et monuments...)	322	100%	322
Redevance O.R.T.F.	823	60%	494
TOTAL.....			1912
III. EDITIONS ET TRAVAUX ARTISTIQUES.			
Journaux et périodiques	3054	20%	611
Livres	1416	86%	1218
Disques.	407	100%	407
Travaux photo	675	100%	675
TOTAL.....			2911
TOTAL GÉNÉRAL.....			7550

les dépenses des collectivités : récapitulation



Les dépenses culturelles des «collectivités» (1965)

Le graphique ci-contre montre que les dépenses des « collectivités » (autrement dit les transferts) sont essentiellement le fait des ministères et des communes ; les comités d'entreprise et les départements n'intervenant que pour une faible part.

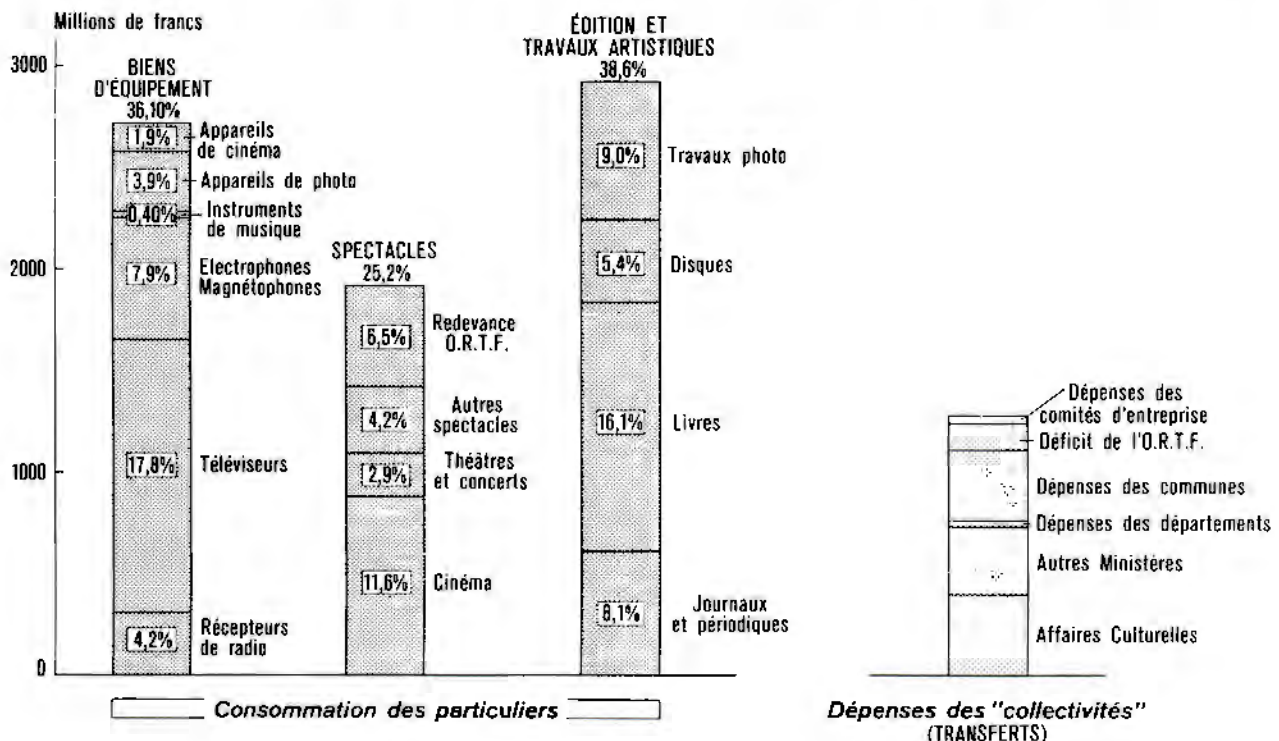
Cependant, il serait faux de croire que cette « répartition des charges » entre les collectivités est aujourd'hui identique à ce qu'elle était en 1965 ; certaines investigations partielles tendent à prouver que la croissance des dépenses des communes, et dans une moindre mesure celle des comités d'entreprise (y compris les œuvres patronales), a été, au cours des dernières années, nettement plus rapide que celle des autres agents.

Le déficit de l'O.R.T.F. a été couvert par le Trésor en 1965. Ce fait ne s'est plus reproduit depuis. La somme indiquée ici représente la partie culturelle de ce déficit. Les ressources principales de l'O.R.T.F., qui proviennent des redevances versées par les particuliers, figurent dans le tableau de la consommation des particuliers.

Particuliers et collectivités : 2,8 % de la consommation totale

En additionnant les dépenses des divers « agents », on obtient la consommation culturelle totale : celle-ci, a représenté en 1965, 2,8 % du total de la consommation « élargie ». C'est-à-dire, selon la définition du C.R.E.D.O.C., l'ensemble des dépenses des ménages augmentées des transferts des agents collectifs aux ménages.

La consommation culturelle se répartit selon les catégories indiquées dans l'histogramme ci-dessous.



Répartition des dépenses entre particuliers et "collectivités"

articles parus en 1969 sur l'action culturelle ⁽¹⁾

JEAN (Georges). - Rencontres de Grenoble des 28-30 mars 1969 : la culture dans la ville - Peuple et Culture, n° 6, mai 1969, 11 p.

Les participants - Les thèmes abordés : les problèmes de financement ; analyse des dépenses culturelles dans les budgets municipaux et le calcul des coûts ; le problème des animateurs ; les équipements culturels et l'urbanisme ; les options à long terme de la politique municipale ; la politique culturelle des villes et celle de l'État - Autres questions - Conclusions provisoires.

MARIET (Raymond). - Pour un mouvement culturel ouvert et démocratique - Communication présentée à l'assemblée générale de « Peuple et Culture » en novembre 1969 - Peuple et Culture, n° 9, oct. 1969, 3 p.

Une action fondée sur un système de valeurs - Un mouvement culturel ouvert - Une action spécifique.

MARTIN DU THEIL (J.-M.). - Comment va la culture, Mûsieur ? - Economie et Humanisme, n° 188, juil.-août 1969, 11 p.

La décentralisation en péril - La création en liberté surveillée - La création accusée de gauchisme.

MOATI (Paul). - L'éducation culturelle. - Revue française de l'Agriculture, n° 24, printemps 1969.

Une réflexion sur certains aspects de notre temps... révèle la nécessité de donner un contenu plus large à l'éducation scolaire... et de faire appel notamment à une éducation culturelle bien comprise... ; confiée à des éducateurs soigneusement sélectionnés et préparés... ; dont l'action s'intégrera dans une formule d'enseignement renouvelée...

PIETTRE (André). - La culture en question - Entreprise, n° 711, 26 avril 1969.

Les bases de l'humanisme classique : « Culture d'éducation » - La destruction de l'humanisme : « De la culture à la technique » - La démission des adultes - Les voies de redressement.

RAINE (J.). - Le culturel dans son contexte politico-économique - Economie et Humanisme, n° 188, juil.-août 1969, 11 p.

Du sens des mots : politique, économie, culture - La culture, reflet des conflits - Culture et choix politiques.

RONCIN (Albert). - L'animation dans les bibliothèques publiques. - Lecture et bibliothèque - nos 9-10, janv.-fév. 1969, 17 p.

L'animation culturelle est moins un métier qu'un état d'esprit - Point de vue d'un praticien - La formation des animateurs culturels - L'animateur dans les bibliothèques - Les moyens de l'animation - Un exemple d'animation dans une bibliothèque : Saint-Dié (26 000 h.).

TARRAB (Gilbert). - L'animation : un fourre-tout ou une éthique ? L'animateur culturel, n° 64, déc. 1969, 3 p.

Quand tous le monde « anime » - Les animateurs qui dérangent au lieu d'intégrer.

NUMÉROS SPÉCIAUX

COMMUNICATIONS, n° 14 - 1969 : La politique culturelle.

Sommaire :

Morin (Edgar). - De la culturanalyse à la politique culturelle.

Netter (Marc). - Approche d'une politique culturelle en France.

Rovan (Joseph). - Pour une politique de la culture.

Morin (Violette). - La culture majuscule : André Malraux.

Willener (Alfred) et Beaud (Paul). - La culture-action.

Barthes (Roland). - Un cas de critique culturelle.

Bogart (Léo). - Le contrôle des mass média.

Wangermee (Robert). - Publics et culture en télévision.

Gebner (Georges). - Pouvoir institutionnalisé et systèmes de messages.

Fortin (Gérald). - La planification des mass média en vue du développement.

Moles (Abraham). - Sociodynamique et politique d'équipement culturel dans la société urbaine.

Jurdant (Baudoin). - Vulgarisation scientifique et idéologie.

Gans (Herbert). - La politique culturelle aux États-Unis.

Gurevitch (Michael). - L'attente du public : l'exemple de la télévision israélienne.

Shaham (Nathan). - Réflexions sur la politique culturelle en Israël.

Kloskowska (Antonina). - La sociologie et les problèmes de la politique culturelle : l'exemple de la Pologne.

Chartrand Mac Kense (Francine). - La critique de la radio et de la télévision aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

PROSPECTIVE, n° 15, 1969 : L'homme encombré.

Articles de :

A. Amar - D. Anzieu - L. Armand - A. Berge - J. de Bourbon-Busset - S. Brésard - P. Chouard - M. Crozier - J. Darcet - M. Demonque - J. R. Grinda - P. Huet - P. Massé - P. Racine - P. Schaeffer - J. Toyon - F. Viallet.

(1) Bibliographie établie à partir du dépouillement d'une quarantaine de périodiques français (suite du n° 6).

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

Numéro spécial

Les dépenses culturelles de la nation

COMPTES CULTURELS DE LA NATION

sommaire

- I. — Répartition des dépenses culturelles de la nation.
- II. — L'Etat.
- III. — Les départements.
- IV. — Les communes.
- V. — Les comités d'entreprise.
- VI. — Les particuliers.

Ce numéro a été réalisé
avec le concours
de LA FONDATION
POUR LE DEVELOPPEMENT CULTUREL
8, rue de La Cossonnerie, 75 - PARIS-1^{er}.

Pour définir une politique de développement culturel, au niveau national comme à l'échelon local, il faut pouvoir répondre par des chiffres à quelques questions simples : Quelles sont les dépenses culturelles de l'Etat par rapport à celles des communes, par exemple, ou à celles des particuliers ? Vers quels secteurs de la vie culturelle vont les dépenses de chacun des principaux agents économiques ? Quels rôles respectifs le marché et la puissance publique tiennent-ils ?

Il ne s'agit pas, bien sûr, de « comptabiliser la culture », qui n'est pas quantifiable par nature, ni même de rendre compte par les seuls indices de dépenses de la vie culturelle d'une collectivité, qui est autrement riche, mais seulement de compléter le tableau des dépenses de la nation par une analyse des moyens financiers mis en jeu par la vie culturelle.

A la demande du Commissariat général du Plan, le Service des études et recherches du Ministère des Affaires culturelles s'est livré, avec le concours du Centre de recherches et de documentation sur la consommation, à une première évaluation des dépenses culturelles de la nation pour l'année 1965. Cette étude comprend cinq tomes et est à la disposition des chercheurs ; le Service a tenté d'en faire ici une présentation sommaire et succincte destinée aux responsables politiques, administratifs ou militants, afin de les informer et de recueillir leurs observations avant de procéder à une seconde itération pour l'année 1969.

Les chiffres présentés ici doivent être utilisés avec précaution : beaucoup d'entre eux déconlent d'hypothèses de travail ou représentent des estimations. En outre, la notion même d'action culturelle demande à être précisée : l'étendue de son champ varie selon les définitions qu'on en donne et celles qui ont été retenues ici l'ont été de façon tout empirique, compte tenu de la conjoncture administrative française (1).

Les chiffres qui suivent n'ont donc aucun caractère officiel. Ils constituent un document de recherche encore provisoire, qui appelle compléments et mises à jour.

Augustin GIRARD

*Chef du Service des études et recherches
Ministère des Affaires culturelles*

(1) Quatre hypothèses ont été envisagées par les auteurs de l'étude : l'hypothèse de base, la plus extensive, englobe les activités artistiques, les moyens de communication de masse, les secteurs socio-éducatif et socio-culturel, les sports et espaces verts, l'information (sans l'O.R.T.F.), les fêtes et le tourisme. La deuxième exclut de la précédente : les sports et espaces verts, le tourisme, une partie des fêtes et l'information. La troisième est la plus communément admise. Elle englobe essentiellement les activités artistiques et le

secteur socio-culturel. Elle ne prend pas en compte les sports et espaces verts, le tourisme, l'enseignement du français à l'étranger et la diffusion d'émissions à destination de l'étranger.

La dernière écarte les secteurs socio-culturel et socio-éducatif, le reste des fêtes, la construction des bâtiments civils et les archives.

L'hypothèse 3 est prise en compte dans l'ensemble de l'étude et l'hypothèse 1 dans le chapitre V.

Pour plus de précisions on se reportera au chapitre V de l'étude : « Les comptes culturels de l'Etat » (en cours de publication).

I. - LES COLLECTIVITÉS DÉPENSENT POUR LA CULTURE CINQ FOIS MOINS QUE LES PARTICULIERS

Les dépenses « culturelles » de la nation peuvent se diviser en deux catégories : celles des différentes collectivités, publiques et privées, et celles des particuliers ou « ménages ».

Le premier chapitre présente la part respective de ces deux catégories dans la consommation nationale et la contribution de chaque type de collectivité à l'ensemble des dépenses culturelles des collectivités.

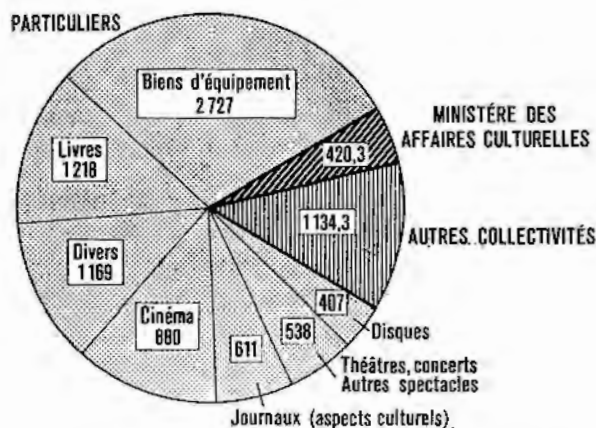
DÉPENSES CULTURELLES DE LA NATION :

PARTICULIERS : 83 %,
COLLECTIVITÉS : 17 %

17 % POUR LA CULTURE,
91 % POUR L'ENSEIGNEMENT

Dans les autres secteurs, l'intervention des agents collectifs est nettement plus importante (1).

Enseignement	90 %
Santé	71 %
Sports	63 %
Transports collectifs	36 %
Culture	17 %
Habitation	16 %



Dépenses des particuliers et des collectivités
(en millions de francs - année 1965).

DÉPENSES CULTURELLES DES COLLECTIVITÉS ET DES PARTICULIERS (2)

Dépenses des « collectivités » et des particuliers	Année 1965 (en millions de francs)	%
« Collectivités »		
- Ministère des affaires culturelles	420,3	4,6
- autres ministères	484,4	5,3
- départements	44,4	0,5
- communes	437,5	4,8
- comités d'entreprise et œuvres patronales.	48,0	0,5
- O.R.T.F.	120,0	1,3
Total « collectivités » (transferts)	1.554,6	17,0
- Consommation des particuliers	7.550,0	83,0
- Consommation « élargie »	9.104,6	100,0

Le graphique ci-dessus regroupe toutes les dépenses culturelles de la nation : particuliers 83 %, collectivités 17 %.

Les biens et services culturels sont donc, pour l'essentiel, acquis directement sur le marché par les consommateurs.

(1) In : Analyse et Prévision, août 1969. - Consommation individuelle et collective, par J. Desce.

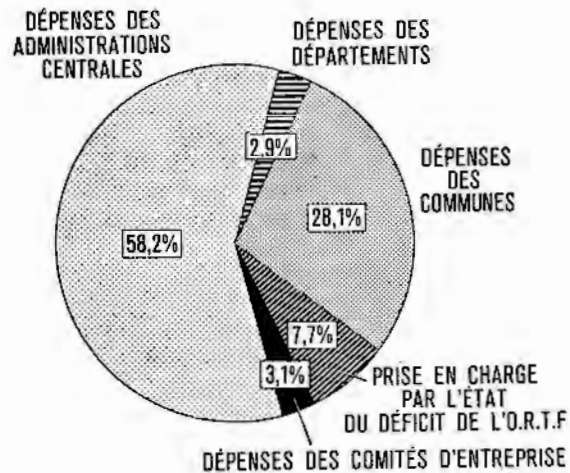
(2) Cette estimation correspond à l'hypothèse 3 ; voir note p. 1.

COLLECTIVITÉS : MINISTÈRE 58 % - COMMUNES 28 %

Le graphique ci-contre montre que les dépenses des « collectivités » (autrement dit les transferts) sont essentiellement le fait des ministères et des communes, les comités d'entreprise et les départements n'intervenant que pour une faible part.

Cependant, il serait faux de croire que cette « répartition des charges » entre les collectivités est aujourd'hui identique à ce qu'elle était en 1965 ; certaines investigations partielles tendent à prouver que la croissance des dépenses des communes, et dans une moindre mesure celle des comités d'entreprise (y compris les œuvres patronales), a été, au cours des dernières années, nettement plus rapide que celle des autres agents.

Le déficit de l'O.R.T.F. a été couvert par le Trésor en 1965. Ce fait ne s'est plus reproduit depuis. La somme indiquée ici représente la partie culturelle de ce déficit. Les ressources principales de l'O.R.T.F., qui proviennent des redevances versées par les particuliers, figurent dans le tableau de la consommation des particuliers.



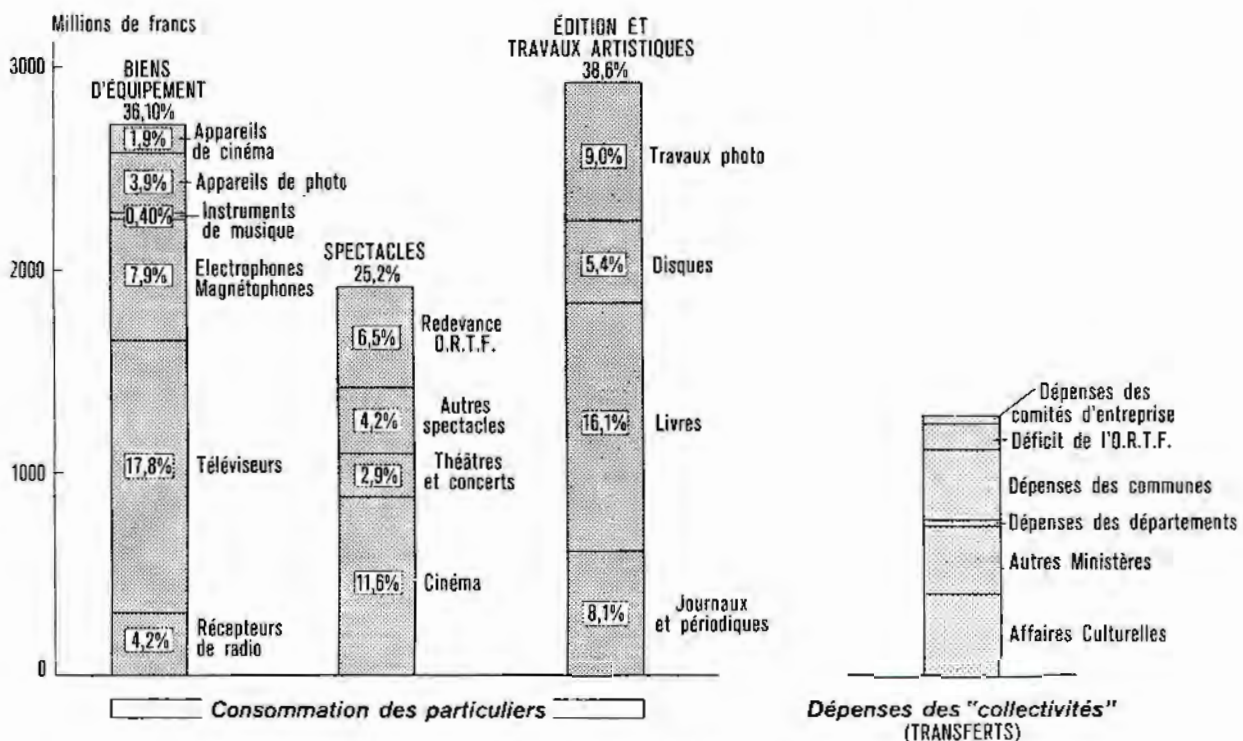
Les dépenses culturelles des « collectivités » (1965).

PARTICULIERS ET COLLECTIVITÉS : 2,8 % DE LA CONSOMMATION TOTALE

En additionnant les dépenses des divers « agents », on obtient la consommation culturelle « élargie » : celle-ci a représenté en 1965, 2,8 %

du total de cette consommation. C'est-à-dire, selon la définition du C.R.E.D.O.C., l'ensemble des dépenses des ménages augmentées des transferts des agents collectifs aux ménages.

La consommation culturelle se répartit selon les catégories indiquées dans l'histogramme ci-dessous.



Répartition des dépenses entre particuliers et « collectivités » (1965).

II. - LES DÉPENSES « CULTURELLES » DE L'ÉTAT PEUVENT ÊTRE ÉVALUÉES A 0,97 % DE SON BUDGET

Les efforts de l'Etat dans le domaine culturel ne se limitent pas aux actions que mène le Ministère des Affaires culturelles. Si celui-ci est le principal gestionnaire des crédits destinés à l'action culturelle, d'autres administrations centrales jouent dans ce domaine un rôle non négligeable. Ainsi, pour l'année 1965, on peut évaluer à 0,97 % du budget national l'ensemble des dépenses de l'Etat en matière culturelle alors que, pour la même année, le budget des Affaires culturelles n'en représentait que 0,42 %.

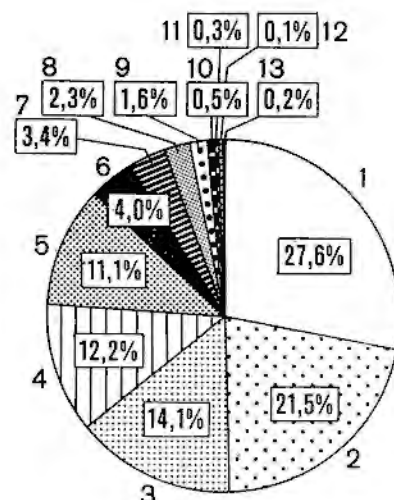
Certes cette évaluation est relative car le domaine de l'action culturelle n'ayant pas de frontières précises, il est possible en adoptant différentes définitions de faire varier considérablement le rapport dépenses culturelles - budget national (cf. note page 3).

LES DÉPENSES CULTURELLES DE L'ÉTAT

Postes	Fonctionnement (dépenses ordinaires)	Equipement (dépenses en capital : crédits de paiement)	Total (montant en F)	%
1. Conservation du patrimoine culturel, y compris archives ...	93.830.724	156.338.387	250.169.111	27,6
2. Activités socio-culturelles et socio-éducatives	139.046.762	57.305.599	196.352.361	21,5
3. Activités culturelles à destination de l'étranger	123.114.557	5.743.425	128.857.982	14,1
4. Encouragement aux arts (1)	80.405.103	31.274.229	111.679.332	12,2
5. Enseignements artistiques	94.707.279	7.187.000	101.894.279	11,1
6. Musées et galeries ..	29.457.794	7.545.500	37.003.294	4,0
7. Bibliothèques	27.855.600	3.000.000	30.855.600	3,4
8. Diffusion et animation culturelle (2) ..	17.881.246	3.904.461	21.785.707	2,3
9. Fonilles et antiquités	12.023.035	3.000.000	15.023.035	1,6
10. Recherches en matière d'action culturelle	2.187.060	2.415.000	4.602.060	0,5
11. Fêtes	2.882.000	—	2.882.000	0,3
12. Divers	1.285.000	—	1.285.000	0,1
13. Frais de fonctionnement non imputables	274.787	2.046.000	2.320.787	0,2
Total	624.950.947	279.759.601	904.707.858	

Il ressort de ce tableau que les dépenses culturelles de l'Etat sont essentiellement destinées à :

- la conservation du patrimoine culturel : 27,6 % ;
- l'encouragement aux arts, c'est-à-dire le soutien à la création et à la diffusion artistiques : 12,2 % ;
- les enseignements artistiques : 11,1 % ;
- l'action culturelle à destination de l'étranger : 14,1 % ;
- les activités socio-culturelles et socio-éducatives : 21,5 %.

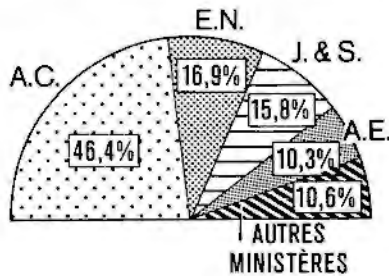


(1) Il s'agit là des dépenses de création et de diffusion artistiques (théâtre, musique, arts plastiques, cinéma, lettres, théâtre lyrique, danse).

(2) Ce poste recouvre essentiellement les dépenses affectées aux actions menées dans le cadre d'ensembles polyvalents : maisons de la culture, centres culturels (soutien à la création artistique non compris).

LES PRINCIPAUX MINISTÈRES DÉPENSERS

Les Ministères des Affaires culturelles, de l'Education nationale, des Affaires étrangères, et le Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports contribuent pour 90 % aux dépenses culturelles de l'Etat. Ce sont d'ailleurs les actions que mènent



ces quatre ministères qui permettent de parler d'une politique culturelle de l'Etat, les actions des autres ministères étant à la fois plus marginales et plus autonomes.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES : 0,42 % AVEC 420 MILLIONS

L'analyse des interventions du Ministère des Affaires culturelles fait ressortir que son action repose principalement sur deux fonctions :

- une fonction de gestion du patrimoine culturel : 40 % de ses dépenses ordinaires et 80 % de ses dépenses en capital sont consacrés à la conservation du patrimoine culturel et aux archives ;

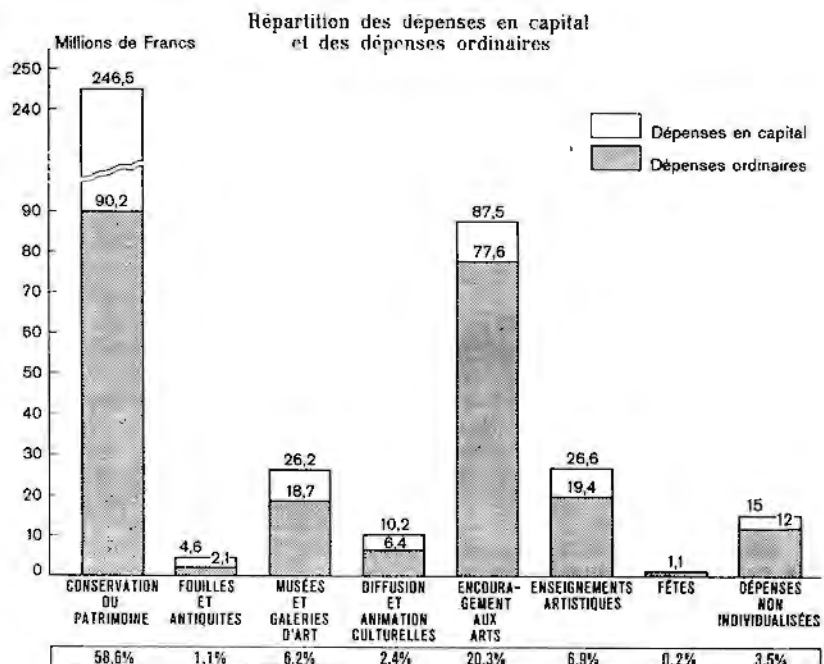
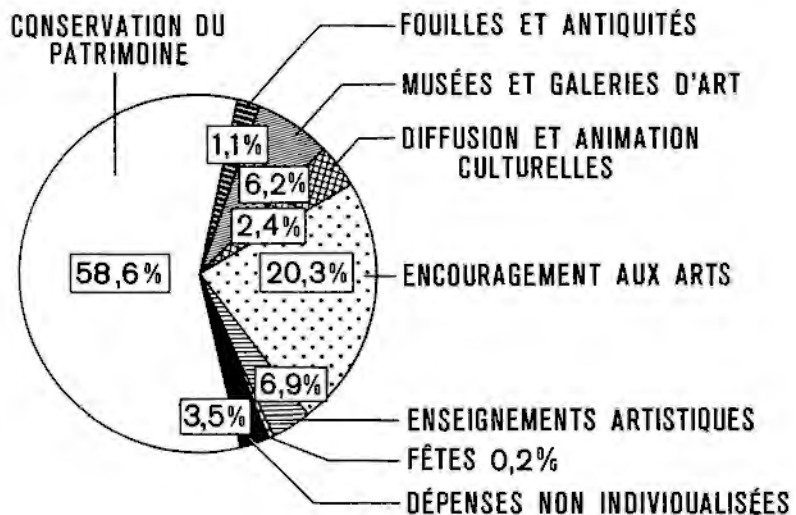
- une fonction de mécénat : 34 % de ses dépenses de fonctionnement sont destinées à l'encouragement aux arts.

On remarque d'autre part la place très importante qu'occupent les dépenses en capital : 45 % des dépenses de ce ministère. Cela s'explique par la politique de conservation qui exige d'importants crédits pour la restauration et l'entretien des monuments historiques.

TELEVISION ET RADIO

Le tableau des dépenses culturelles publiques au niveau national ne serait pas complet si l'on omettait les dépenses de télévision et de radio. Les dépenses de l'Office de radio et télévision, couvertes en majeure partie par une taxe parafiscale, se sont élevées en 1965 à 1.103,6 millions.

Départements ministériels année de référence : 1965	Fonctionnement (dépenses ordinaires)	Investissements (dépenses en capital : crédits de paiement)	Total	
			Montant en F	%
Affaires culturelles ..	228.288.583	192.090.687	420.299.270	46,4
Education nationale (sans jeunesse et sports)	129.219.264	24.400.000	153.619.264	16,9
Jeunesse et sports ..	111.421.442	32.250.000	143.671.442	15,8
Affaires étrangères ..	88.792.007	4.743.425	93.535.432	10,3
Autres ministères ...	62.027.691	26.275.499	93.582.450	10,9
Total	624.948.247	279.759.611	904.707.858	100



Répartition des dépenses en capital et des dépenses ordinaires.

III. - LES DÉPENSES « CULTURELLES » DES DÉPARTEMENTS REPRÉSENTENT 1,2 % DE LEUR BUDGET

Dans une perspective de politique culturelle décentralisée, le département a-t-il ou pourrait-il jouer un rôle important ?

Les dépenses de culture et loisirs des départements ont constitué moins de 1,2 % des budgets départementaux (fonctionnement) en 1965 ce qui représente 1,75 F par habitant (1).

Les départements ont dépensé 44,4 millions de francs pour des activités culturelles et socio-éducatives, alors que les communes dépensaient 437,5 millions pour ces mêmes activités. D'autre part, si l'effort des conseils généraux en matière culturelle est minime, il varie considérablement d'un département à l'autre et d'une année sur l'autre.

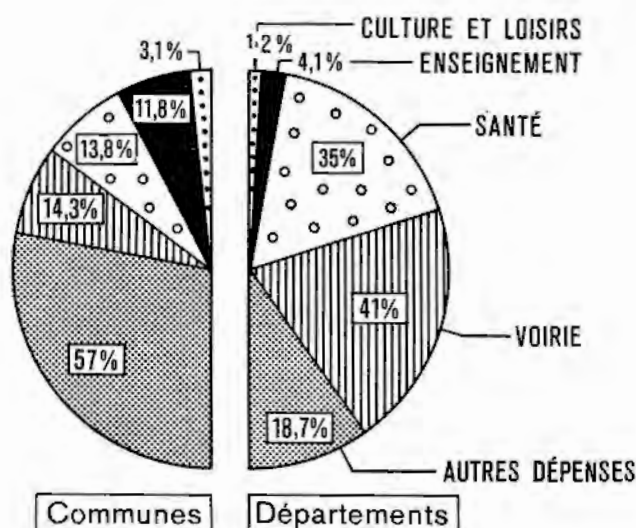
QUE RECOUVRENT LES DÉPENSES « CULTURELLES » ?

Pour les besoins de l'enquête, le terme « culturel » a été pris dans son sens le plus large. Il englobe l'ensemble des activités qui peuvent être effectuées durant le temps de loisir. L'action « culturelle » n'est pas réduite aux « beaux-arts », mais est étendue également aux interventions en faveur du tourisme, des activités socio-éducatives, du sport, et même des fêtes locales. Certes ces différentes activités ont une valeur « culturelle » inégale et on aurait tort de les confondre, mais il est bon de pouvoir les situer les unes par rapport aux autres et des comparaisons par domaines d'intervention relativement homogènes peuvent s'avérer fort instructives.

LES ACTIVITÉS PROPREMENT CULTURELLES : DES INTERVENTIONS DISPERSÉES

La contribution au fonctionnement des activités culturelles, au sens traditionnel, varie fortement d'un département à

(1) Source : étude effectuée en 1969 par le Service des études et recherches du Ministère des Affaires culturelles et le CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation) sur les comptes administratifs de 1965 à 1967 d'un échantillon représentatif des départements français.



l'autre. Le Vaucluse, qui vient en premier avec 2,02 F par habitant, dépense plus de trois fois plus que le département venant en seconde position, la Seine-Maritime (0,65 F) et cent fois plus que la Manche (0,02 F).

Trois postes font l'objet d'une attention relativement soutenue de la part des conseils généraux : la diffusion des spectacles, l'encouragement à la création, les musées.

Les spectacles :

Ces dépenses sont liées à l'existence de salles (opéra de Marseille, théâtre de Strasbourg, théâtre d'Avignon) ou à des festivals (Avignon, Arles, Aix-en-Provence...). Ainsi le département, par le biais de subventions, vient renforcer ce qui existe déjà. Le Vaucluse y affecte 1,05 F par habitant, le Bas-Rhin 0,18 F, les Bouches-du-Rhône 0,37 F, alors que la Manche n'apparaît que pour 0,002 F, l'Isère 0,03 F et la Loire 0,04 F.

De la même manière, on relève une augmentation sensible des

subventions au théâtre amateur dans les mêmes départements, alors que celles-ci restent faibles dans les départements dépourvus de théâtres fixes.

L'encouragement à la création :

Il revêt la forme de subventions à des troupes ou à des associations culturelles diverses, et est le plus important dans deux départements qui n'apportent qu'une aide négligeable aux équipements de spectacle : la Seine-Maritime (0,35 F) et la Seine (0,34 F).

Les musées :

L'intervention des conseils généraux est limitée à un certain nombre de départements (8 sur 16) et atteint rarement un niveau élevé. La présence d'un musée départemental n'explique pas tout. Parmi les huit départements qui font un effort dans ce domaine, deux seulement sont propriétaires d'un

musée (Seine-Maritime et Seine). Dans les six autres cas, la contribution des conseils généraux vient s'ajouter à celle d'autres collectivités.

Les autres postes (monuments historiques, bibliothèques, enseignements artistiques, archives, aide aux artistes) représentent des contributions beaucoup plus faibles et circonscrites le plus souvent à quelques départements.

Les bibliothèques :

Leur cas est particulièrement étonnant. L'effort le plus important est accompli par la Meurthe-et-Moselle (avec 0,05 F par habitant). Le Bas-Rhin et la Haute-Savoie n'y affectent que 0,01 F, la Loire et le Maine-et-Loire 0,002 F et l'Isère 0,003 F. On comprend dans ces conditions que la diffusion du livre soit mal assurée dans les zones rurales alors qu'une aide départementale substantielle aux bibliothèques centrales de prêt permettrait d'améliorer notablement la situation.

Les monuments historiques :

Le département se contente souvent d'ajouter une participation aux efforts menés par l'Etat ou les communes : le Vaucluse vient en tête avec 0,81 F, alors que le Bas-Rhin et la Meurthe-et-Moselle ne fournissent que 0,01 F. Les monuments historiques, si fortement enracinés dans leur terroir, devraient pourtant constituer un domaine sûr et privilégié pour l'intervention des conseils généraux.

UNE PROGRESSION DE 78 % EN DEUX ANS

Entre 1965 et 1967, l'effort financier des départements pour les activités culturelles est passé de 0,50 F à 0,89 F par habitant.

L'augmentation la plus significative affecte « l'encouragement aux arts » qui touche à peu près de la même manière tous les départements étudiés. Pour les autres postes, la progression est faible (musées) ou provoquée par une augmentation massive dans un département.

La contribution a diminué pour les monuments historiques, les spectacles, les enseignements artistiques.

En revanche, musées, lecture, encouragement aux arts et archives sont en augmentation.

Les départements les plus « culturels » sont le Vaucluse, qui garde la première place devant les Hautes-Alpes, la Seine et les Bouches-du-Rhône. A l'inverse, la Manche reste en dernière position, précédée par la Loire, la Meurthe-et-Moselle, la Haute-Savoie et la Sarthe.

LES ACTIVITÉS SOCIO-ÉDUCATIVES : STAGNATION

Dans ce secteur, les départements ne semblent pas porter volontiers leurs efforts. La participation financière des conseils généraux aux équipements socio-éducatifs est très modeste (0,07 F en moyenne) et ce poste n'apparaît que dans la moitié des départements étudiés.

Les contributions départementales pour l'ensemble des activités socio-éducatives sont passées de 0,41 F à 0,42 F par habitant, soit une stagnation en valeur absolue, mais une diminution importante en valeur relative (de 23,3 % à 16,9 %).

Les dépenses consacrées aux colonies de vacances absorbent la majeure partie du poste socio-éducatif, notamment dans les départements qui les accueillent. Cela peut s'expliquer par l'incidence économique des colonies de vacances dans les départements où elles s'installent.

LES FÊTES

Elles occupent une place relativement importante. Cette rubrique recouvre souvent des dépenses correspondant à des banquets ou vins d'honneur offerts par le conseil général.

Sans méconnaître le caractère « culturel » de certaines fêtes, on peut s'étonner que ce secteur occupe dans le budget une place comparable à celle des sports ou des activités socio-éducatives et qu'il ait augmenté entre 1965 et 1967.

POUR UNE POLITIQUE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE ?

La contribution du département consiste donc essentiellement à soutenir, faiblement, des initiatives prises par d'autres agents. Les subventions, minimes, sont dispersées entre de très nombreux bénéficiaires. Le conseil général n'est presque jamais promoteur d'idées nouvelles.

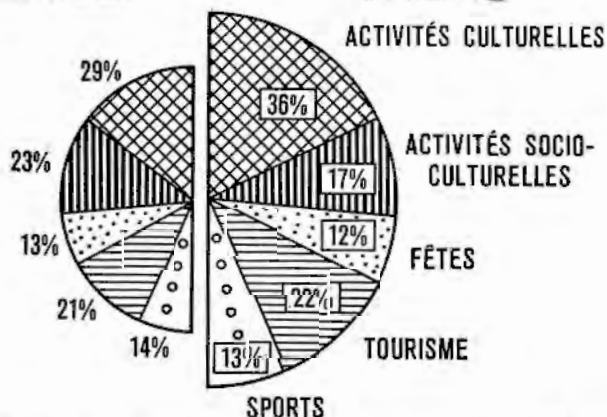
Ses contributions sont actuellement affectées pour l'essentiel aux communes les moins démunies.

C'est que nulle part, semble-t-il, n'existe la conscience de ce que pourraient être les tâches propres du département dans le domaine culturel. Des objectifs spécifiques aux départements pourraient pourtant être aisément trouvés : intégration économique et sociale des monuments historiques, soutien à la création, par exemple. Un des principaux objectifs que devrait poursuivre le département en matière culturelle serait d'apporter un soutien technique et financier aux petites communes, particulièrement dans un cadre intercommunal.

La prise de conscience de ce qui pourrait être une politique culturelle départementale permettrait une nouvelle répartition interne des postes culturels, mais elle conduirait peut-être aussi à une remise en cause de la répartition générale des dépenses du département.

1965 : 85,5 millions
de francs

1967 : 123 millions
de francs



Evolution des dépenses culturelles entre 1965 et 1967.

IV. - LES DÉPENSES « CULTURELLES » DES COMMUNES REPRÉSENTENT 3,1 % DE LEUR BUDGET

Les collectivités locales sont sans doute les mieux placées, parmi les collectivités publiques, pour répondre aux besoins culturels (2).

Des statistiques établies par le Ministère des Finances en 1966 apportent des indications intéressantes sur l'importance du budget culturel des communes et de la « politique » qu'elles mènent en fonction de leur population.

UN SECTEUR MARGINAL : 3,1 % DES DÉPENSES

1. Les dépenses de culture et de loisir ne représentent qu'une faible part des budgets municipaux (de 0,7 % à 4,8 % en 1966 selon la population des villes, la moyenne se situant à 3,1 %). Elles viennent loin derrière les dépenses de voirie, d'enseignement, de police et d'assurances.

2. Les communes urbaines se différencient beaucoup plus par la structure de leur budget culturel que par l'importance relative de ce budget dans le total des dépenses municipales.

UNE ANOMALIE : PARIS, AVEC 0,7 % DES DÉPENSES

La ville de Paris fait exception puisque le poste « culturel » ne s'inscrit que pour 0,7 % de son budget total. Cette anomalie s'explique en partie par le fait que les activités culturelles liées au statut de capitale sont financées essentiellement par l'Etat et également par le soutien relativement faible que la ville de Paris accorde aux activités de quartier.

3. La part culturelle des budgets municipaux croît parallèlement avec la population. Au cours des dernières années, les dépenses de culture et de loisir ont augmenté, dans la plupart des communes, plus rapidement que les autres dépenses (3,1 % en moyenne en 1966 contre 2,4 % en 1962).

Les petites communes (5.000 et 10.000 habitants) et les très grandes villes (plus de 200.000 habitants) semblent avoir progressé moins vite que les communes de catégories intermédiaires.

Pour les petites villes, cette constatation semble se justifier par des problèmes financiers particulièrement ardues et par le fait que certaines activités culturelles ne peuvent être réalisées qu'à partir d'un certain seuil de population.

Pour les grandes villes, la relative stagnation s'explique par la mise en place antérieure d'une infrastructure assez complète.

LA CULTURE « NOBLE » RESTE L'APANAGE DES GRANDES VILLES

La répartition de l'effort culturel municipal varie considérablement selon les caractéristiques socio-démographiques.

Une étude du Conseil social et culturel de la Moselle montre notamment que :

- dans les communes rurales, l'action culturelle orientée sur les relations sociales et la vie locale est prédominante. Cette forme d'action diminue ensuite, en valeur relative, à mesure que la population augmente. Ce poste absorbe 85,9 % du budget dans les communes de moins de 500 habitants et à 12,2 % dans celles comptant de 10.000 à 50.000 habitants. Metz, pour sa part, n'y consacre que 3,1 % ;

- le soutien aux activités sportives n'occupe une place importante (de 31,5 % à 44,3 %) qu'à partir des communes de 1.000 habitants jusqu'aux villes de 50.000 habitants ;

- l'action culturelle au sens restreint n'apparaît de façon significative qu'à partir d'un seuil plus élevé : Metz : 79 % ; communes de 10.000 à 50.000 habitants : 31,8 % ; communes de 500 à 2.000 habitants : 7,2 %.

Les villes de 5.000 à 10.000 habitants consacrent une grande part de leur budget spécifique aux centres culturels alors que cette part décroît au bénéfice des bibliothèques dès que l'on passe aux tranches supérieures de population.

De même, à partir du seuil de 50.000 habitants, le budget bibliothèque diminue légèrement en valeur relative au profit des

dépenses en faveur des beaux-arts et surtout des spectacles (dont 93 % pour le théâtre). Ces deux derniers postes représentent plus de la moitié du budget spécifique des villes de plus de 100.000 habitants.

Le poste « musique » s'inscrit quant à lui, pour une part relativement constante des budgets culturels municipaux.

DES POLITIQUES TRÈS TYPÉES

Les politiques culturelles s'avèrent très typées d'une commune à l'autre.

Des facteurs particuliers peuvent intervenir pour expliquer certaines subventions ou certains équipements mais ces facteurs apparaissent beaucoup plus comme des canaux par lesquels s'exerce la politique locale d'action culturelle que comme des éléments explicatifs de cette politique.

Quant aux contraintes extérieures (financières en particulier) elles permettent d'expliquer davantage la dimension de l'effort culturel des villes que la répartition de cet effort.

ÉVOLUTION DE 1963 A 1966

Selon la F.N.C.C.C. (1), les postes des budgets culturels municipaux ont évolué entre 1963 et 1966 de la manière suivante (2) :

Centres culturels ..	+ 628 %
Beaux-arts	+ 105 %
Musique	+ 87 %
Bibliothèques	+ 70 %

Ces chiffres ne doivent pas faire illusion : l'augmentation porte sur des domaines (centres culturels et socio-culturels) qui n'étaient pratiquement pas financés il y a quelques années.

(1) Fédération nationale des centres culturels communaux.

(2) Ces pourcentages ont été calculés en francs courants. Une partie de l'augmentation est donc absorbée par la hausse des prix survenue durant la période considérée.

Par ailleurs, l'étude détaillée des comptes culturels de six grandes villes montre que la majeure partie des dépenses de culture et de loisir de ces villes est en fait incompressible, qu'elle se rapporte soit à des subventions régulières dont il est très difficile de diminuer le taux, soit à la gestion d'équipements qui entraîne d'importants frais fixes.

Ces charges fixes n'ont pas un caractère purement technique mais également un aspect social difficile à négliger. L'ouverture d'une maison de la culture ne peut pas entraîner la fermeture du théâtre municipal ; sans mécontenter une partie de la population.

DEUX OBSTACLES A LA « VÉRITÉ DES BUDGETS »

Le plan comptable actuel, en vigueur depuis quelques années, donne aux communes un cadre budgétaire plus rigoureux qu'autrefois ; cependant une certaine confusion demeure au sein des différents postes « culturels ».

- Certains sous-chapitres recouvrent des actions très différentes. Dans le poste « fêtes et cérémonies », par exemple, la subvention à un Festival d'art sacré peut avoisiner la distribution du chocolat aux enfants des écoles à l'occasion du 14 juillet. Au chapitre « autres œuvres sociales » se trouvent englobées à la fois des subventions pour les maisons de jeunes et... pour les cantines scolaires.

- L'effort d'investissement des villes reste très difficile à apprécier. D'une part, les dépenses varient considérablement d'une année à l'autre ; d'autre part, elles sont, pour de nombreux postes, plus que couvertes par des subventions ou des emprunts à l'extérieur.

Si l'analyse financière reste la méthode la plus simple pour apprécier l'effort des communes, il est difficile de discerner l'importance de cet effort sur les seules données budgétaires. En effet, certaines municipalités nomment « culturelles » des actions qui n'en sont pas (à des fins de prestige), d'autres au contraire peuvent camoufler leurs interventions pour des raisons de prudence.

C'est pourquoi la lecture directe des documents municipaux n'est pas suffisante.

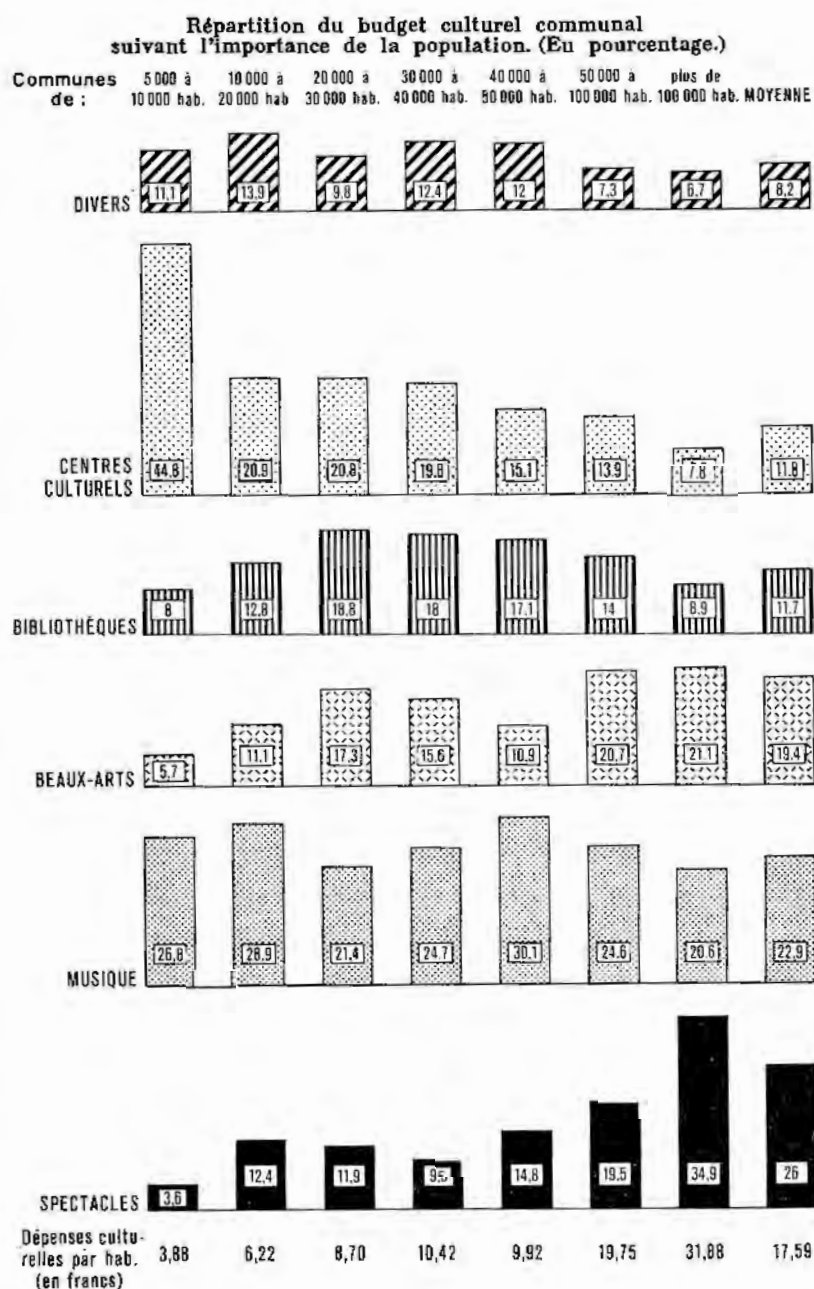
UN INSTRUMENT UTILE DE CLARIFICATION

Un instrument comptable est mis au point par l'Office social et culturel de Rennes, à la demande du Service des études du Ministère des Affaires culturelles. En 1967, M. Verpraet a dressé une nomenclature des dépenses et recettes et a établi des grilles qui ont permis l'étude du budget culturel de six grandes villes françaises.

- Deux autres enquêtes avaient été menées en 1963 et 1966 par M. Raclot sous l'égide de la F.N.C.C.C. Les données portent sur des échantillons plus vastes, elles ont cependant deux limites : seule l'analyse des dépenses culturelles spécifiques a été faite — et ceci à une époque où de nombreuses communes n'étaient pas encore soumises au plan comptable.

- La troisième source est fournie par les « statistiques des comptes des départements et communes » établies par le Ministère des Finances. Elles donnent par catégorie de population le montant des dépenses de fonctionnement affecté aux sports, à la jeunesse et aux beaux-arts. Elles sont trop globales mais ont l'avantage de porter sur toutes les communes de plus de 5.000 habitants.

- Le caractère fragmentaire et incomplet de ces sources montre l'intérêt de l'analyse comptable pour connaître « la politique culturelle municipale ». Mais cet instrument n'aura de valeur que s'il est utilisé largement par les communes. Dans ce but, un ouvrage de vulgarisation sera publié prochainement.



V. - LES COMITÉS D'ENTREPRISE ET L'ACTION CULTURELLE

Le fait que dans les sociétés industrielles les entreprises détiennent le pouvoir économique en même temps qu'elles regroupent les travailleurs, conduit les animateurs de la vie culturelle à se tourner vers elles pour en faire des agents du développement. En Pologne, en Yougoslavie, par exemple, les entreprises jouent un rôle culturel au moins comparable à celui des collectivités locales. Que peut-on attendre de l'entreprise en France, où la gestion des « œuvres sociales » et des « institutions culturelles » est confiée aux comités d'entreprise depuis 1945 ?

D'observations menées systématiquement pour répondre à cette question, on peut retenir aujourd'hui que :

- les moyens financiers des comités d'entreprise sont plus limités qu'on ne le croit, sauf dans un très petit nombre d'entreprises (aéronautique, par exemple) ;
- les activités « loisirs-culture » ne représentent que le cinquième des dépenses mais sont dignes d'intérêt ;
- des résultats importants pourraient être atteints, mais seulement au prix d'une action très délibérée de l'Etat.

130 MILLIONS POUR LA CULTURE ET LES LOISIRS

Les comités ayant au moins une activité embryonnaire sont au nombre de 4.700. Légalement, ils devraient exister dans 25.000 établissements. Ils touchent 2 millions de salariés sur les 5 millions travaillant dans des établissements industriels et commerciaux assujettis à la législation. Ils reçoivent une subvention patronale proportionnelle aux salaires versés dans l'entreprise.

La subvention totale versée en 1965 a été de 686 millions de francs dont 19 % aux activités de loisirs et de culture, c'est-à-dire 131 millions de francs (*). Cette somme est sans doute restée inférieure à 200 millions en 1970.

Tranches d'effectifs	Nombre d'établiss. industr. et commerc. (**)	Proportion de comités	Nombre de comités	Nombre de salariés ayant un comité	Moyenne de la subvention reçue par rapport à la masse des salaires
51 à 100	12.944	10 %	1.294	91.000	0,5 %
101 à 200	6.621	20 »	1.324	185.000	0,5 »
201 à 500	3.809	30 »	1.143	346.000	0,66 »
501 à 1.000	1.034	50 »	517	354.000	0,98 »
1.001 à 2.000	397	60 »	238	326.000	1,68 »
plus de 2.000	175	100 »	175	706.000	2,3 »
Total	24.980		4.691	2.008.000	

On constate que plus l'entreprise a un effectif important, plus la subvention augmente en pourcentage et plus le comité d'entreprise est actif. Mais les moyennes nationales sous-entendent de très grandes inégalités.

(*) Source : enquête réalisée par l'ADELS en 1966 à la demande du Service des études et recherches du Ministère des Affaires culturelles avec le concours du Ministère du Travail.

BIBLIOTHÈQUES, SPORTS, FÊTES PRÉDOMINANT

La bibliothèque est l'activité culturelle la plus ancienne et la plus fréquente. Elle est très appréciée des salariés. Son importance est inégale : elle peut être une simple armoire dans le service social ou une bibliothèque de 50.000 livres comme chez Renault. Les discothèques sont en développement. L'activité des billetteries s'étend également. Les expositions se multiplient.

Actuellement, l'essentiel de l'effort des entreprises porte cependant sur le loisir et non sur la culture. Les activités proprement culturelles ne rencontrent qu'une audience limitée.

LE SECTEUR LE PLUS DYNAMIQUE : LES VACANCES

Les vacances sont considérées par les travailleurs comme une période privilégiée. On constate que les « habitudes culturelles » prises à l'occasion des vacances s'enracinent et provoquent une demande pendant l'année.

Cette activité qui date des années 1953-1954 existe dans 20 à 25 % des entreprises, en particulier dans celles de plus de 1.000 salariés. C'est le principal secteur en développement, la demande est croissante. La part du budget est encore faible mais la majorité des responsables souhaite son extension.

LES ANIMATEURS : BESOINS DE FORMATION ET DE RECYCLAGE

Les animateurs sont, en majorité, bénévoles ; ils n'ont pas de formation spécialisée en dehors de la formation syndicale. L'animation n'est pas encore considérée comme un métier. Le concours d'organismes culturels extérieurs à l'entreprise est encore rare mais largement souhaité par les responsables.

Les congés-éducation (loi du 23-7-1957) et les congés cadres-jeunesse (loi du 29-12-1961) devraient favoriser l'action culturelle dans le cadre

de l'entreprise : ils permettent l'organisation de stages à plein temps, non imputés sur les loisirs des travailleurs. Mais ces deux lois sont insuffisamment connues et appliquées.

ACTIVITES CULTURELLES DANS LES ETABLISSEMENTS DE PLUS DE 200 SALARIES

- dans un établissement sur deux : bibliothèques, activités sportives, fêtes ;
- dans un établissement sur trois : organisation de sorties culturelles ou touristiques ;
- dans un établissement sur quatre : organisation de vacances adultes, clubs, photo et cinéma.

OUVERTURE SUR LA CITE

Alors que les travailleurs souhaitent trouver les activités culturelles dans leur milieu résidentiel (lieu de détente, de loisir et de regroupement familial), les comités d'entreprise, jusqu'à présent, tendent à les maintenir autour de l'entreprise, qui a l'inconvénient d'être le lieu des contraintes professionnelles.

Pourtant une tendance vers les associations inter-entreprises et la collaboration avec les activités locales ou municipales apparaît, surtout lorsque les comités d'entreprise ont une participation active à la gestion et à l'orientation.

L'OPINION DES SYNDICALISTES

Certains responsables ne séparent pas l'action culturelle de l'activité syndicale et de la lutte des classes, d'autres la considèrent davantage comme un instrument de formation et de développement de l'individu et comme un contre-poids au marché commercial du loisir ; ils souhaitent réduire le secteur social au profit du secteur culturel qui est pour eux prioritaire. Pour tous, les activités culturelles sont précieuses en ce qu'elles offrent un contact permanent avec l'ensemble des salariés.

Les enquêteurs ont demandé aux responsables quels choix ils feraient dans l'hypothèse « fictive » où la subvention patronale serait augmentée de 20 %. Entre les cinq secteurs suivants : activités culturelles, santé, facilités matérielles, aide sociale, activités en faveur de la jeunesse, les activités culturelles viennent en premier pour les secrétaires de comités d'entreprise et en second pour les syndicalistes et animateurs.

Cependant, il ne faut pas en déduire immédiatement que les activités vouées au plus grand développement sont strictement culturelles : les responsables ont conscience des « freins à la culture » ressentis par les travailleurs et sont parfois découragés de leur passivité. Aussi les responsables les plus proches des travailleurs maintiennent-ils souvent des activités traditionnelles (arbres de Noël, fêtes...) parce qu'elles sont populaires.

L'OPINION DES TRAVAILLEURS

En fait, les salariés attendent surtout du comité d'entreprise des services, des avantages sociaux et des réductions de prix. Ils apprécient les activités culturelles pour les raisons suivantes :

proximité du lieu de travail, avantages financiers, possibilité de nouer des relations, souci d'une information culturelle non reçue à l'école ou chez eux, désir de s'élever... Les « freins » à leur participation sont : le manque de temps, l'individualisme, l'indifférence culturelle, la mauvaise information, le désir de se couper de l'entreprise dès le travail terminé et le sentiment d'infériorité ressenti devant un modèle culturel de style bourgeois.

D'IMPORTANTES PRÉALABLES BLOQUENT LE SYSTÈME

Les activités « culturelles » posent des problèmes mal ou non résolus. L'animation reste élémentaire, la législation est insuffisante et peu respectée, la subvention est souvent faible.

D'après les enquêtes, une attitude nouvelle du patronat et de l'Etat est indispensable : reconnaissance des comités d'entreprise dans les faits et pas seulement au niveau de l'institution, augmentation et normalisation des ressources (notamment un pourcentage fixe de la subvention).

UNE ÉVOLUTION PSYCHOLOGIQUE EST NÉCESSAIRE

Il faut aussi dépasser l'opposition « loisirs-culture », développer l'information, s'adapter aux temps libres (pause, cantine, etc.), élargir le champ de l'éducation permanente, multiplier les congés culturels, encourager la collaboration entre les comités d'entreprise et les organismes compétents spécialisés.

ROLES POSSIBLES DES COMITÉS D'ENTREPRISE

Le comité d'entreprise ne saurait avoir l'ambition de répondre à tous les besoins culturels des travailleurs mais il semble qu'il doive fonder son action sur quelques activités privilégiées sur le lien de travail, sur une politique d'information et de diffusion et sur la création de relais vers l'extérieur.

Certains responsables estiment qu'ils doivent repenser leur action en fonction de l'évolution de la condition ouvrière, de l'essor des nouvelles techniques, de la civilisation de consommation et des « loisirs », de l'accélération de l'urbanisation et des nouvelles institutions socio-culturelles.

Il ne faut pas minimiser le potentiel que représentent les comités d'entreprise. Même si leur budget est faible, les réalisations parfois maladroites, on ne doit pas oublier qu'ils peuvent « provoquer » vers les activités culturelles une partie de la population qui, sans eux, a de grandes chances d'en rester éloignée.

BIBLIOGRAPHIE RÉCENTE

« Rôle des comités d'entreprise, propositions pour l'action », janvier 1969, N° 93-94 de « Correspondance municipale », 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6°).

« La C.G.T. et la culture », Centre confédéral d'éducation ouvrière.

« Actualité de l'action sociale et culturelle des comités d'entreprise », par A. Gentil dans « Syndicalisme » (C.F.D.T.) 15 et 30 janvier 1970.

« L'entreprise et son comité d'entreprise : un agent de l'offre de biens et services de loisirs », par B. Miège, thèse à paraître aux Editions Cujas.

VI. - LES DÉPENSES « CULTURELLES » DES PARTICULIERS REPRÉSENTENT 2,6 % DE LEUR BUDGET

Si les dépenses culturelles des ménages constituent en 1965, comme on l'a vu, 83 % de l'ensemble des dépenses culturelles de la nation, elles ne représentent que 2,6 % du budget global des ménages. Le tableau ci-contre montre qu'elles sont cependant en constante augmentation.

LES DÉPENSES DES PARTICULIERS CONCERNENT SURTOUT LES BIENS CONSOMMÉS « A DOMICILE »

Dépenses de culture et loisirs (source : CREDOC) (1)	Année 1965 (en millions de F)	Pourcentage retenu (2)	Consommation culturelle des ménages en 1965 (en millions de F)
I. — Biens d'équipement			
Récepteurs de radio	534	60	320
Téléviseurs	2.238	60	1.343
Appareils de reproduction et d'enregistrement de sons (électrophones, magnétophones...)	600	100	600
Instruments de musique	28	100	28
Appareils de photo	294	100	294
Appareils de cinéma	142	100	142
Total			2.727
II. — Spectacles			
Cinéma	880	100	880
Théâtres et concerts	216	100	216
Autres spectacles (fêtes foraines, sons et lumières, music-hall, musées et monuments...)	322	100	322
Redevance O.R.T.F.	823	60	494
Total			1.912
III. — Editions et travaux artistiques			
Journaux et périodiques	3.054	20	611
Livres	1.416	86	1.218
Disques	407	100	407
Travaux photo	675	100	675
Total			2.911
Total général			7.550

L'essentiel des dépenses culturelles des particuliers est consacré à l'achat de biens d'équipement ou « supports » individuels (journaux, livres ou disques). En effet, les dépenses culturelles tendent nettement à se répartir entre deux modes principaux de consommation :

— les consommations à domicile ou liées à la vie familiale (pratiquement l'ensemble des postes I et III, ainsi que la redevance O.R.T.F.), soit 81 % de l'ensemble ;

— les consommations hors domicile (mais qui n'ont pas toutes un caractère collectif) soit 19 % de l'ensemble.

Si l'on ajoute que certaines des consommations hors domicile (le cinéma notamment) diminuent sinon en valeur, du moins en volume d'année en année, il est clair que les particuliers semblent être de moins en moins tributaires de supports culturels pour lesquels l'heure et le lieu sont imposés, et désirent disposer de moyens leur permettant de composer leurs programmes à domicile.

(1) L'évaluation des dépenses culturelles des particuliers (« les ménages », selon la terminologie de la comptabilité économique nationale) a été effectuée à partir des enquêtes générales de consommation publiées par le Centre de recherches et de documentation sur la consommation. Ces enquêtes portant sur l'ensemble des consommations (alimentation, habillement, loisirs, etc.) ne peuvent appréhender avec détail la consommation culturelle : ou ne s'étonnera donc pas que les résultats exposés dans le tableau ci-contre, regroupent dans un même poste des consommations de nature différente (ainsi le poste « autres spectacles ») ou en négligent d'autres d'un montant faible, difficiles à cerner dans des enquêtes par sondage (cotisations à des associations culturelles, à des centres culturels, enseignements artistiques privés, etc.).

(2) Les pourcentages qui figurent dans le tableau ci-contre ont été retenus du fait que seule une certaine partie des dépenses a été considérée comme « culturelle » ; ce choix, effectué conjointement par le Service des études et recherches et le Centre de recherches et de documentation sur la consommation correspond, rappelons-le, à une conception du champ du secteur culturel qui englobe essentiellement les activités artistiques et les activités socio-culturelles. Il ne s'agit donc que d'une hypothèse parmi d'autres hypothèses envisageables : les renseignements communiqués dans les numéros successifs de « Développement culturel » permettent d'ailleurs de procéder facilement à des regroupements différents (voir *Développement culturel* n° 5, note p. 2).

Sont concernés en fait trois séries de postes :

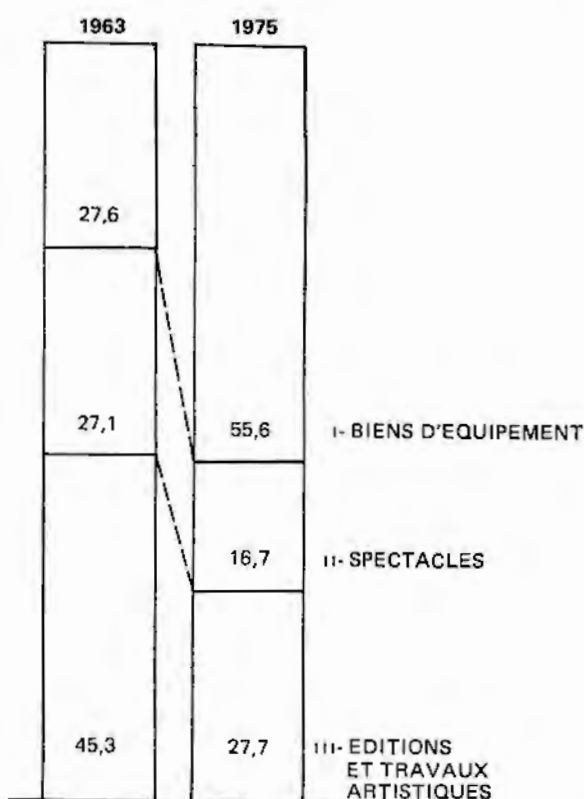
- les journaux et périodiques : la surface rédactionnelle des journaux et périodiques consacrée à la culture a été estimée à 20 % de la surface totale.
- les livres : n'ont pas été pris en considération les livres scolaires.
- le secteur de la radio-télévision, dont on a exclu les fonctions d'information et d'éducation.

LES DÉPENSES CULTURELLES DES PARTICULIERS S'ACCROISSENT RAPIDEMENT

Les dépenses de culture et de loisirs des ménages français croissent rapidement depuis une quinzaine d'années. Seules, les dépenses consacrées à l'hygiène et à la santé, aux transports et aux télécommunications augmentent encore plus vite.

Une récente étude du C.R.E.D.O.C. apporte à ce sujet des informations intéressantes (1). Mais si l'on conteste l'intérêt de certains regroupements ou de certaines rubriques, on ne peut manquer d'être frappé par des tendances significatives :

- la croissance accélérée des dépenses d'équipement ; ceci tend à confirmer la thèse selon laquelle les loisirs se développent de plus en plus soit dans le cadre familial grâce à l'utilisation d'appareils électroniques, soit dans des espaces verts en fin de semaine ou pendant les vacances ;



Evolution de la structure du poste de la consommation des ménages concernant « la culture, les loisirs et les distractions » (en pourcentage).

- la progression lente des journaux et périodiques, et un peu plus rapide du livre ;
- la chute de la fréquentation des cinémas, la relative stabilité de celles des théâtres et des concerts.

Il semble bien que l'évolution constatée depuis dix ans doive se poursuivre.

Il ne faudrait pas, cependant, tirer de ces statistiques des conclusions hâtives. En effet, les renseignements fournis sont souvent globaux : par exemple, les tendances générales relevées pour le cinéma et le livre ne mettent pas en relief la progression du cinéma d'art et d'essai ou du livre de poche.

De même, la croissance rapide de certaines dépenses ne doit pas dissimuler qu'elles n'occupent qu'une place secondaire dans le poste « culture, loisirs, distractions » de la consommation des ménages.

Faut-il rappeler, enfin, que dans le domaine culturel, la « consommation » ne se mesure pas seulement en termes économiques et statistiques ?

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MENAGES

Poste « culture, loisirs, distractions »
Indice en volume (base 100 = 1959).

	1962	1968	1975 (perspectives)
I. — Biens d'équipement			
a) TV, radio, électrophone, magnétophone	194,1	389,2	587,7
dont :			
- téléviseurs	218,1	476,7	765,1
- appareils électroniques de reproduction et d'enregistrement de sons	176,2	491,7	1521,8
- appareils de photo et cinéma	206,7	338,8	493,2
b) Tourisme, sport	169,1	309,5	471,4
dont :			
- tentes de camping	210,9	498,4	1662,0
- articles de sport	166,3	341,9	824,7
II. — Spectacles			
Spectacles et jeux de hasard	121,2	148,7	190,2
dont :			
- cinéma	98,1	70,8	36,4
- théâtre et concerts	95,4	93,9	106,0
- autres spectacles	132,1	167,2	223,3
- PMU	184,3	396,1	676,0
III. — Editions et travaux artistiques			
dont :			
- journaux et périodiques ..	107,1	130,6	154,5
- livres	131,9	217,1	309,0
- instruments de musique et disques	145,9	301,6	445,8
Ensemble			
Indice en volume global ..	124,5	182,6	248,9

(1) « Dépenses de culture - loisirs - 1959-1968 - Perspectives 1975 », étude effectuée en 1969 par le Centre de recherches et de documentation sur la consommation (CREDOC) à la demande de l'intergroupe loisirs du Commissariat général du Plan.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire - 75 - Paris-7^e

PRIX : 5 F

AM. 393

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 8 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 8

avril 1971

REPÈRES

les musées français

82% des français ne sont pas entrés dans un musée en 1967⁽¹⁾

Le public des musées est "cultivé" et jeune

78 % des visiteurs ont une formation secondaire ou supérieure.

40 % des visiteurs sont âgés de 15 à 25 ans (2)

Les visites scolaires ont triplé leurs effectifs en 10 ans : 60.000 enfants en 1960, 180.000 en 1969.

880 musées en France dont 31 musées nationaux⁽³⁾

a) Les 31 musées nationaux reçoivent environ 6 millions de visiteurs chaque année (visites payantes et gratuites réunies)

Le Louvre et le Château de Versailles : plus de 1.800.000 visiteurs chacun, dont 70% d'étrangers. Le Jeu de Paume et le Grand Trianon : 200.000 à 250.000 visiteurs. Le Château de Fontainebleau : 400.000 à 500.000 visiteurs. Une dizaine de musées accueillent plus de 30.000 visiteurs. Les autres reçoivent moins de 30.000 personnes.

b) Les autres établissements "musées classés et contrôlés" reçoivent plus de 4.500.000 visiteurs chaque année.

170 conservateurs

Le personnel scientifique et pédagogique chargé d'animer les musées français (nationaux et classés) ne dépasse pas 200 personnes. L'effectif d'un musée français est en général cinq fois moindre que celui d'un musée équivalent d'Allemagne de l'Ouest. Le seul musée de l'Ermitage à Leningrad compte 200 diplômés de l'enseignement supérieur.

47 millions de francs

En 1970 la direction des musées a eu un budget de 47,5 millions de francs pour les musées nationaux dont :

23.000.000 F : personnel

16.000.000 F : investissement

7.000.000 F : fonctionnement

1.500.000 F : action éducative et culturelle

La fréquentation des expositions constitue un premier pas vers le musée

Une politique active attire un public nouveau : 137 expositions ont été réalisées depuis 10 ans - 1 million de visiteurs par an en moyenne - Leur public est plus jeune et de catégories socio-professionnelles plus larges que le public habituel des musées.

L'Etat consacre environ 1 million de francs par an à ces expositions. L'essentiel des frais est couvert par les diverses recettes dont le droit d'entrée constitue l'essentiel

SOMMAIRE

1. REPÈRES
Les musées français
2. DOSSIER
Cinéma en 1970
3. BIBLIOGRAPHIE
Repères bibliographiques
sur les musées

(1) Enquête INSEE 1969

(2) Enquête de Pierre Bourdieu sur les publics des musées dans plusieurs pays d'Europe publiée sous le titre "L'Amour de l'art". Ed. de Minuit - 2ème éd. 1969

(3) Les musées nationaux sont les musées gérés directement par le Ministère des affaires culturelles. Les musées classés et contrôlés, dont l'Etat n'a que la tutelle, appartiennent, soit à des collectivités publiques (départements, communes), soit à des personnes morales de droit privé (sociétés savantes par exemple).

le cinéma en 1970

18,3% des français vont au cinéma au moins une fois par mois

Voir des films est la pratique "culturelle" la plus répandue : 48% des français âgés de plus de 15 ans sont allés au cinéma au moins une fois depuis un an

Une majorité jeune et célibataire

Les spectateurs qui vont au cinéma au moins une fois par mois - 43 % en moyenne (2) - sont en majorité des jeunes et plutôt du sexe masculin : 48 % des hommes contre 38 % des femmes ; 60 % des 15 à 24 ans contre 18 % des 35 à 49 ans.

63 % des spectateurs "réguliers" ou "assez réguliers" sont célibataires et 27 % sont mariés.

La catégorie socio-professionnelle intervient peu, cependant on observe une plus grande fréquentation dans les familles d'industriels, de gros commerçants, de cadres supérieurs ou profession libérale.

Le rythme de fréquentation croît avec le niveau d'études

29 % des spectateurs de niveau d'études primaires vont régulièrement au cinéma, contre 50 % pour ceux qui ont un niveau secondaire, et 54 % pour ceux qui ont poursuivi des études supérieures.

Le cinéma et les autres "sorties"

La majorité des spectateurs qui estiment "sortir beaucoup ou assez" vont au cinéma au moins une fois par mois (60 %) la proportion d'entre eux qui vont au cinéma chaque semaine n'atteignant que 18 %.

Par ailleurs l'enquête de l'INSEE sur "les comportements de loisirs des français", réalisée au cours du dernier trimestre de 1967, fait ressortir que 69,8 % des adultes sortent moins d'une fois par mois le soir, que ce soit pour assister à un spectacle, participer à une réunion ou aller chez des parents ou amis : 17 % sortent au moins une fois par semaine, 13,2 % une à deux fois par mois, 17,8 % plus rarement et 52,6 % jamais ou presque jamais.

70 % des spectateurs vont au cinéma pendant le week-end

35 % y vont de préférence le samedi soir, ce pourcentage passé à 47 % pour les spectateurs habitant une petite ville de province et pour les jeunes de 25 à 34 ans. Les jeunes de 15 à 19 ans y vont plutôt le dimanche après-midi (19 %). Les spectateurs de 35 à 50 ans y vont plutôt en semaine (35 %).

Les salles d'exclusivité sont fréquentées plus particulièrement par les spectateurs de 20 à 24 ans et par les femmes de 25 à 34 ans. En revanche, les salles de quartiers sont fréquentées par les jeunes de 15 à 19 ans.

Une baisse très nette de la fréquentation depuis deux ans

45 % des spectateurs ont conscience d'aller moins souvent au cinéma depuis deux ans, 28 %, plus souvent ; 26 % aussi souvent.

Cette désaffection se manifeste autant chez ceux qui déclarent sortir beaucoup que chez ceux qui "sortent" peu.

Cependant 58 % des interviewés estiment ne pas aller au cinéma aussi souvent qu'ils le souhaiteraient.

Les obstacles qu'avancent les enquêtés à la fréquentation sont pour 35 % le fait que "le cinéma revient cher" ; 25 % estiment avoir trop de travail ou évoquent le fait d'avoir de jeunes enfants, 16 % déclarent que peu de films leur conviennent, 14 % sont gênés par l'éloignement des salles, 8 % par des horaires trop tardifs.

Le choix du film est très antérieur au choix du moment pour aller au cinéma

Trois spectateurs sur quatre savent d'avance le film qu'ils souhaitent voir quand ils décident d'aller au cinéma.

Pour les enquêteurs les problèmes de la fréquentation se posent donc en terme d'information sur les films.

(1) Enquête publiée par le Centre d'études des supports de publicité en 1969.

(2) Le Centre national de la cinématographie vient de publier une enquête par sondage effectué par l'Institut français d'opinion publique sur la fréquentation et l'image du cinéma en 1970. L'enquête porte sur les personnes âgées de 15 à 49 ans, habitant dans une ville de plus de 10.000 habitants et qui sont allés au cinéma au moins une fois depuis un an : ce sont elles qui constituent les "spectateurs" dont il est question dans le présent dossier. L'essentiel de l'étude est publié par le C.N.C. 12, rue de Lubeck, Paris 16ème.

DOSSIER

Le choix du spectateur est guidé d'abord par la presse puis par la télévision enfin par les conversations avec l'entourage et par la lecture des affiches.

Les analyses selon l'habitat, le sexe, l'âge et le niveau d'études permettent d'observer l'importance, en tant que moyen d'information :

- de l'affichage, pour les jeunes ;
- des conversations avec l'entourage, pour les jeunes encore, mais aussi pour les femmes et dans l'agglomération parisienne ;
- de la publicité-presse chez les parisiens ;
- des critiques dans la presse, pour la clientèle adulte, et les spectateurs de niveau d'études supérieur.

50 % des spectateurs sont allés voir un film après en avoir vu des passages à la T.V. De même 20 % n'y sont pas allés car ce qu'ils avaient vu ou entendu à la T.V. leur avait enlevé tout envie d'y aller.

Cette influence est d'autant plus nette que la fréquentation du cinéma est régulière.

Un spectateur sur cinq considère la conversation avec l'entourage comme sa meilleure source d'information.

Huit sur dix des spectateurs interrogés possèdent la télévision ; ce fait a peu d'incidence sur la fréquentation du cinéma.

40 % des spectateurs possédant la T.V. vont au cinéma une fois par mois contre 46 % pour ceux qui n'en possèdent pas.

La différence s'accroît si l'on considère une fréquentation plus régulière : 17 % de ceux qui ne possèdent pas de T.V. vont au cinéma au moins une fois par semaine contre 9 % pour les possesseurs.

Le tableau ci-dessous montre que près de la moitié de ceux qui vont au cinéma moins souvent regardent aussi moins souvent la télévision (20 % sur 42 %) et aussi qu'une certaine corrélation apparaît entre la désaffection pour la télévision et la fréquentation plus régulière du cinéma : 1/3 de ceux qui regardent moins la télévision vont plus au cinéma tandis que 1/6 seulement de ceux qui vont au cinéma moins souvent regardent plus fréquemment la télévision ; il

semble que cette corrélation soit spécialement le fait de la clientèle masculine âgée de 15 à 24 ans.

69 % estiment que le cinéma change les idées, fait oublier les soucis alors que 26 % seulement le pensent pour la télévision.

La production récente jouit d'une image relativement favorable.

Les trois quarts des spectateurs jugent intéressants ou variés les films actuels. 50 % les jugent meilleurs qu'en 1960 - 17 % les estiment moins bons, 29 % équivalents.

La majorité de la clientèle est attachée à la première partie du programme.

71 % veulent voir un complément au "grand film" 19 % ne s'intéressent pas aux courts métrages.

Confort et proximité sont deux facteurs importants de la fréquentation.

53 % souhaitent la reconstruction et la modernisation des salles actuelles et 34 % la construction de nouvelles salles, les anciennes étant laissées telles qu'elles sont ;

68 % souhaitent la multiplication et la survivance des cinémas de quartier et 24 % le regroupement des salles en "quartiers des cinémas" ;

59 % sont favorables à la construction de salles à l'intérieur ou à côté des grands centres commerciaux et 30 % sont défavorables.

Deuxième salle pour les enfants.

La création dans certains cinémas d'une deuxième salle pour les enfants où ceux-ci pourraient voir des films adaptés à leur âge pendant que leurs parents assisteraient à côté, à un film pour adultes, est souhaitée par 83 % des spectateurs.

RELATION ENTRE L'EVOLUTION DE LA FREQUENTATION CINEMATOGRAPHIQUE ET CELLE DE L'AUDIENCE TELEVISION

(% sur l'ensemble des spectateurs possédant la télévision depuis au moins 2 ans)

PAR RAPPORT A IL Y A 2 ANS :	REGARDENT LA TELEVISION :				Total (1)
	plus souvent	aussi souvent	moins souvent	ne se prononcent pas	
	%	%	%	%	%
Vont au cinéma					
plus souvent	7	6	15	(*)	29
aussi souvent	4	14	10	(*)	28
moins souvent	7	15	20	(*)	42
ne se prononcent pas	—	(*)	1	(*)	1
Total (1)	18	35	46*	1	100

(1) Total de ceux qui possèdent la télévision depuis au moins deux ans

(*) Résultat inférieur à 0,5 %

repères bibliographiques sur les musées

BAZIN (Germain) - Le temps des musées - Bruxelles, Deser, 1967 (collection: l'Art témoin)

BERGER (René) - La place et le rôle de l'art dans l'éducation comme mode d'épanouissement personnel, comme expression et dépassement d'une certaine angoisse collective, comme voie d'accès à des valeurs plus universelles.

Document de travail préparé à l'occasion du colloque sur "L'éducation et le développement de l'homme", Paris, Unesco, 16-20 février 1970, 15 p. dactylographiées.

BOURDIEU (Pierre) et DARBEL (Alain) - L'amour de l'art-Paris, Editions de Minuit, 1969, 2^e Ed. 247 p.

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN - Commission des affaires culturelles - Rapport du groupe "Musées" - Mars 1971, 135 p. dactylographiées. Les Musées en France. Bilan du Vème Plan et objectifs et moyens du VIème Plan.

HOOG (Michel) - L'Art d'aujourd'hui et son public - Paris, Ed. ouvrières, 1967 - 127 p. (coll. Vivre son temps)

LESCURE (Jean) - L'Etat et les problèmes de la peinture ou les rapports des pouvoirs publics avec les artistes, les galeries et les collectionneurs.-Paris, Ministère des affaires culturelles, 1969, 28 p. dactylographiées.

MOULIN (Raymonde) - Le marché de la peinture en France - Paris, Ed. de Minuit, 1967 - 610 p. (thèse de doctorat)

The museum of the 1970 s - Interplay, contacts, communication by E. Hofven, H. Hvarfner, S. Rentzhov and S. Zachrisson - Stockholm, 1970, 132 p. *Le Musée des dix prochaines années. Interaction, contacts, communication.*

ZETTERBERG (Hans) - Museums and adult education. For the international council of museums.- London, 1968, 89 p.

Attitudes du public à l'égard de l'art moderne. *Museum*, Vol. XX, n° 3-4, 1969 - 29 p. Historique, méthodologie et résultats d'une enquête effectuée à Toronto (Canada)

Bilan des expositions organisées en France en 1967 et 1968 - *Notes d'information du Ministère des affaires culturelles*, n° 5, 3ème trimestre 1969, 4 p.

Le Centre national d'Art contemporain - Notes d'information du Ministère des affaires culturelles, n° 9 et 10, 3ème trimestre 1970, 4 p.

Les entrées payantes dans les musées nationaux en 1967, 1968 et 1969.- *Musées et collections publiques de France*, n° 111, Février 1970.

GABUS (Jean) - Le musée dans l'entreprise - *Museum*, Vol. XXII, n° 2, 1969, 8 p. Expérience en Suisse.

GAUDIBERT (Pierre) - musée d'art moderne, animation et contestation.- *Revue d'Esthétique*, T. XXIII, fasc. III et IV, Juillet-Décembre 1970. - pp. 279 - 290.

GILBERT (P.) - Le musée et l'art d'enseigner - *Museum*, Vol. XX, 1967, p. 291.

HUYGHE (René) - L'art et le monde moderne - *La Revue de Paris*, Février 1970, 6 p.

Le musée et le monde contemporain - *Les nouvelles de l'ICOM*, Vol. 23, n° 1, 2, 3, 4, 1970. Musée traditionnel et musée créateur. Fonction éducative du musée et nouveau public.

Musées et jeunes d'âge scolaire. Supplément - *Musées et collections publiques de France*, n° 111, Février 1970.

Museums and exhibitions. In : the state and culture in Sweden, Stockholm, Swedish Institute in cooperation - Swedish National Commission for Unesco, 1970, pp. 102. - 121.

Musées et expositions en Suède. Budget et fréquentation.

NETTER (Marc) - Le prêt des œuvres d'art - *Cahiers pédagogiques*, n° 72, Janvier 1968.

OURSSEL (H.) - Du grenier au musée par l'école.- *Cahiers pédagogiques*, n° 72, Janvier 1968.

ROO (P. de) - Les services éducatifs - *Museum*, Vol. XX, 1967, p. 269. Comment le public peut se servir du musée comme instrument de travail et de culture.

SEVCUK (V.A.) - Expositions itinérantes et museobus en Ukraine - *Museum*, Vol. XIX, 1966, pp. 157 - 159.

WIECEK (Adam) - L'action éducative au musée silésien de Wroclaw - *Museum*, Vol. XIX, 1966, pp. 48 - 51.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 9

mai - juin 1971

REPÈRES

VI^e Plan

Des structures nouvelles
pour une action culturelle nouvelle

(Propositions de la Commission des affaires culturelles (1))

Un Conseil du développement culturel

Rassemblant scientifiques, philosophes, artistes, sociologues, syndicalistes, industriels, représentants des collectivités locales, spécialistes de l'aménagement de l'espace, de l'animation socio-culturelle, des mass-média, etc., ce conseil sera chargé de proposer au Gouvernement les voies stratégiques de l'action culturelle. Il pourra être saisi pour avis par le Premier Ministre et, selon la Commission, il établira chaque année un rapport soumis au Parlement.

Un comité interministériel du développement culturel

Ce comité réunira sous la présidence du Premier Ministre les représentants des ministères concernés par le développement culturel en vue de faire passer dans les faits les propositions du Conseil ou celles qui émaneront de l'un ou l'autre des partenaires de la politique culturelle.

Un fonds d'intervention culturelle (F. I. C.)

Inscrit pour la première fois au budget de 1971, ce fonds, comparable au F.I.A.T. pour l'aménagement du territoire, est interministériel. Il est destiné à subventionner des programmes d'action culturelle de caractère expérimental et à effet « multiplicateur » qui requièrent l'intervention concertée de plusieurs ministères ou services dans les domaines de l'animation, de l'information ou de la diffusion culturelles.

Une fondation nationale pour la création artistique

Destinée à développer l'aide à la création artistique et à briser l'isolement des créateurs, une fondation nationale pour la création artistique, actuellement à l'étude, pourrait assurer la gestion des crédits d'achat d'œuvres d'art contemporain, de la Caisse des lettres, du Centre d'art contempo-

rain prévu au plateau Beaubourg. Elle serait financée par le prélèvement d'un pourcentage sur les commandes immobilières publiques et par des fonds privés.

Politique nouvelle de l'audio-visuel

Une charte (2) définit les relations de l'O.R.T.F. et du Ministère des affaires culturelles. Mais au delà de la télévision, la transformation des moyens de communication et de diffusion (magnétoscopes, cassettes, vidéodisques, télédistribution par câble, etc...) implique la définition d'une politique française de l'audiovisuel qui devra être prise en charge par une instance de réflexion, de coordination et de promotion.

Animation et équipements culturels polyvalents

Dans la perspective de l'éducation permanente, les tâches d'animation ne peuvent plus supporter les cloisonnements administratifs qui les caractérisaient jusqu'à présent. Le souci de la polyvalence et de l'intégration des équipements doit être prolongé par celui de la coordination des animateurs et des équipements concourant à l'action culturelle, en particulier les établissements scolaires, et ceci dans le cadre de districts culturels analogues aux districts scolaires.

Deux milliards pour cinq ans

Action culturelle et expérimentation (déclaration de priorité)	200
Protection du patrimoine	1141
Musées	200
Musique	137
Enseign. artistiques et de l'architecture ...	200
Théâtre	57
Cinéma	25
Création plastique	40
	2000

(1) Commissariat général du Plan, Extraits du rapport général, Paris, avril 1971.

(2) Charte signée le 26 mars 1971.

VI^e Plan de développement économique et social

(Extrait ⁽¹⁾ du projet soumis par le Gouvernement

au Conseil économique et social, p. 56 à 58)

Le développement culturel.

Au cours du VI^e Plan, le développement culturel sera conçu sous l'angle de la cohérence. Écartant le dirigisme et l'esprit de système, ses responsables devront prévoir la coordination d'expériences diverses mais susceptibles d'être harmonisées. Le but poursuivi est d'aider nos contemporains à percevoir la culture, non plus comme un puzzle mais comme un ensemble organique, non plus comme un phénomène à part mais comme l'élément central de l'activité humaine, non plus comme un luxe mais comme l'expression d'un besoin essentiel.

La culture aide l'homme à se mieux découvrir par son propre dépassement. L'enrichissement intellectuel, moral, spirituel qu'elle apporte profite à l'individu pris en lui-même aussi bien que dans ses rapports avec la société. Car il ne s'agit pas seulement d'accroître le savoir ni d'affiner l'approche esthétique ; il s'agit, par la culture, de transformer en profondeur la relation de l'homme avec les milieux où se développe son existence, ceux par exemple du travail, de l'habitat, de l'environnement ; il s'agit grâce à elle de préserver la liberté, en une conjoncture historique menaçante, tant pour l'autonomie de l'individu que pour l'harmonie dans la société.

De tels buts ne peuvent être atteints que si le rôle de l'Etat est défini dans un double esprit de modestie et d'efficacité. Répudiant toute prétention dogmatique, il devra assumer une fonction d'incitation.

Pour ce faire, il a certes besoin de voir augmenter les moyens matériels de son action. Au-dessous d'un certain seuil, il devient impossible de prétendre soutenir ou encourager l'initiative culturelle individuelle ou collective.

Ces moyens matériels, au demeurant nécessairement limités, devront être mis au service d'une action globale qu'il reviendra à l'Etat de définir avec les différents partenaires publics et privés. La politique culturelle s'attachera à maintenir un équilibre vivant et souple entre les fonctions d'animation, de conservation, de diffusion. Elle devra être articulée d'une manière plus précise et plus solide avec la politique de l'éducation. Car l'approche de l'art, les facultés créatrices personnelles s'éveillent à l'école. Et les insuffisances de notre système éducatif sur ce point expliquent dans une large mesure la persistance de l'inégalité devant la culture. A ce titre, il est indispensable que soit poursuivie et considérablement développée la politique d'éducation musicale en cours, qui a permis de jeter les fondements d'une coopération entre le Ministère des affaires culturelles et celui de l'éducation nationale. Mais il faut aussi que cette expérience soit étendue à d'autres domaines comme l'architecture, les arts plastiques, le théâtre, le cinéma.

Pour préparer la mise en œuvre de ces orientations fondamentales, qui élargissent la mission du

Ministère des affaires culturelles et lui imposent de susciter les actions, les expérimentations les plus diverses, et de coordonner les activités culturelles de l'Etat, diverses mesures d'ordre institutionnel doivent au préalable être prises.

Un Comité consultatif de développement culturel, de caractère interministériel, sera chargé de conseiller le Gouvernement sur la définition d'une politique de développement culturel.

Le Comité interministériel pour l'action culturelle et le Fonds d'intervention culturelle mettront en œuvre au niveau national les actions impliquant le concours de divers services publics. Le Fonds d'intervention culturelle engagera des programmes d'action culturelle de caractère expérimental et non répétitif qui requièrent l'intervention concertée de plusieurs ministères ou services, dans les domaines de l'expérimentation, de l'animation ou de la diffusion culturelle.

L'intervention de ces instances dans les actions culturelles conduira à renforcer la concertation avec les collectivités locales et le secteur privé. Par ailleurs, l'exercice par le Ministère des affaires culturelles des responsabilités que lui confère son rôle, notamment dans les organismes nouveaux, rendra nécessaire l'adaptation de ses moyens d'action.

La priorité accordée aux actions culturelles globales se traduira par l'affectation de 200 millions d'autorisations de programme aux investissements qui y contribuent : maison de la culture, équipements polyvalents (2), équipements intégrés (3), études de prototypes expérimentaux dans le domaine audio-visuel et architectural, fonds d'équipement culturel.

L'animation.

Au-delà des collectivités publiques, la vie sociale résulte du fonctionnement de multiples collectivités, librement formées en vue du développement (4) de certaines activités culturelles, sportives, socio-éducatives. Il convient de faciliter l'exercice de ce type d'actions collectives et le développement des associations qui donnent à une société son dynamisme et sa créativité.

1. Du point de vue des équipements, les maîtres d'ouvrage des équipements publics s'inspireront des critères de proximité et de participation des usagers, de

(1) Publié à la Documentation française, 29, quai Voltaire, Paris 7^e.

(2) L'équipement polyvalent s'oppose à l'équipement spécialisé. Celui-ci ne peut servir qu'à un type d'activité (exemple : courts de tennis). Celui-là peut être utilisé pour des activités de natures différentes (exemple : gymnase servant de salle de concert).

(3) L'équipement intégré est un équipement qui rassemble en un même lieu, plusieurs types d'équipements (exemple : C. E. S., bibliothèque, maison de jeunes, centre de formation professionnelle, complexe sportif, etc.). Chacun de ces équipements peut être lui-même polyvalent ou spécialisé.

(4) Cf. annexe C 4 « Les activités sportives et socio-éducatives ».

plein emploi et de meilleur emploi, et expérimenteront des conceptions techniques et architecturales dans un esprit de recherche.

— En vue de satisfaire au critère de proximité, une certaine démultiplication des équipements est souhaitable afin de mieux répondre aux besoins de la population desservie. Il s'agit par exemple de la diversification des relais culturels, notamment dans les centres d'animation culturelle, et de la multiplication des micro-équipements socio-éducatifs.

— La participation des usagers suppose une action de sensibilisation et d'information préalable à l'implantation d'un équipement. Quand la collectivité d'accueil est déjà constituée, des opérations de préfiguration ou de préanimation permettront d'associer les usagers à la conception et à la gestion de l'équipement futur et de l'insérer dans un milieu vivant. Lorsque le public concerné n'existe que potentiellement, comme c'est le cas pour les villes nouvelles, le recours à des enquêtes systématiques sur les besoins de la population facilitera le choix du type d'équipement et du type d'animation qui lui convient le mieux.

— Le plein emploi et le meilleur emploi des équipements existants nécessitent l'ouverture des équipements traditionnellement réservés à un seul public ou à une seule classe d'âge. Il s'agit au premier chef du plein emploi des locaux scolaires à des fins d'éducation permanente ou d'activités socio-éducatives, en vue duquel seront étudiées des mesures législatives et réglementaires (notamment refonte de la loi de 1937) et une campagne d'information auprès du corps enseignant. Quant aux équipements sportifs, implantés à proximité des établissements scolaires, ils seront ouverts à l'ensemble de la population. Le jumelage des équipements sportifs et des équipements socio-éducatifs sera par ailleurs encouragé dans la mesure où leur clientèle est bien souvent identique.

— Des solutions nouvelles de caractère expérimental seront développées sur le plan de la conception générale et de l'architecture, en vue notamment de la polyvalence, de la complémentarité et de l'intégration des équipements ; ces expériences qui ont des limites, du fait en particulier des exigences spécifiques de certains équipements, feront l'objet d'études et de contrôle des avantages et des inconvénients. Dans le domaine culturel, des programmes d'investissements concertés seront mis en œuvre, compte tenu des particularités de chaque équipement et des différences techniques à respecter. Au niveau des petites villes ou des Z. U. P., la réalisation d'équipements polyvalents devrait devenir la règle, règle qui s'accompagnera d'incitation financière de la part de l'Etat.

Des expériences d'équipements intégrés, notamment dans les villes nouvelles, seront menées, en accord avec les collectivités locales, par la concertation entre les différentes parties prenantes.

2. Afin d'accroître le nombre des animateurs et d'améliorer leur formation initiale et permanente, un effort tout particulier sera entrepris. La diversité des institutions de formation reflète la pluralité nécessaire des types d'animateurs ; qu'il s'agisse de professionnels d'une technique qui sert de support à une action d'animation (médiauteurs culturels, animateurs sportifs), ou de spécialistes de la communication et de la participation au sein de collectivités au travers de plusieurs techniques qui sont alors des instruments au service de l'action d'animation (animateurs socio-éducatifs), ou encore de responsables divers dont le métier en contact permanent avec le public requiert une ouverture sur l'animation (enseignants par exemple).

Selon les cas, pour ces différentes catégories, une formation d'animateurs, spécifique ou complémentaire d'une formation spécifique, est nécessaire.

Au cours du VI^e Plan par ailleurs, le statut et les conditions d'exercice de la fonction d'animateur seront précisés.

3. Une dizaine d'opérations pilotes d'animation concertée, de caractère global, seront lancées en vue de satisfaire simultanément et solidairement les principaux besoins de la population concernée. Des contrats d'animation concertée seront envisagés entre l'Etat et les organismes para-étatiques ou les collectivités locales, d'une part, les divers groupements susceptibles de participer à une même opération ou série d'opérations au bénéfice d'une population déterminée, d'autre part.

L'information économique et sociale.

Dans la recherche d'un développement plus harmonieux, l'information économique et sociale a un rôle central à jouer : condition d'un bon fonctionnement de l'économie, auxiliaire indispensable d'une politique efficace de l'éducation, préalable nécessaire à la mise en œuvre de la recherche, elle est un élément important d'une politique de la culture conçue au sens large (5). Il s'agit de doter non seulement, bien entendu, les responsables des décisions économiques (administrations, entreprises, etc.), mais, au-delà, tous les Français, des moyens leur permettant de se situer dans le monde contemporain, d'en comprendre les déterminants, de percevoir la portée des décisions qui y sont prises et d'exercer leurs responsabilités. Le Gouvernement a donc décidé de mettre en place au cours du VI^e Plan les bases d'une politique d'ensemble de l'information économique et sociale et de mettre en œuvre des actions prioritaires sur les trois fronts de cette politique : production, diffusion, utilisation de l'information.

(5) Cf. annexe A 5 « L'information économique ».

Prospective et développement culturel

- BLOCH-LAINE (F.) - Bâtir des utopies concrètes. - *Projet*, n° 45, mai 1970.
- CAZES (B.) - Les rapports entre rationalisation des choix budgétaires et planification nationale. - *Analyse et prévision*, T. n° 1 - 2, juillet - août 1970, pp. 427 - 431.
- CERTEAU (M. de) - La prise de parole : pour une nouvelle culture. - Paris, Desclée de Brouwer, 1968, 167 p.
- C. O. F. R. O. R. - La nouvelle technologie audiovisuelle : prospective technique et projections économiques, novembre 1970, 71 p. - annexes. Etude réalisée à la demande de la D.G.R.S.T.
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN - GROUPE D'ÉTUDES PROSPECTIVES DU VI^e PLAN - Document préparatoire à la deuxième phase des travaux, avril 1970, 92 p.
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN - Les transformations du mode de vie. Mobilité et coûts de l'adaptation - Temps et espaces de loisirs. Problèmes du troisième âge. - Libr. A. Colin, 1970, 233 p.
- DELORS (Jacques) - Prévision à long terme en Europe. - Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1970, 41 p. dactylographiées.
- DOMENACH (J. M.) - Note sur le bon usage de l'avenir. Définition et buts de la prévision. - *Esprit*, n° 2, février 1966.
- DUBOIS-DUMÉE (Jean-Pierre) - La télévision au futur. - *Le Cri du monde*, n° 46, sept. 70. - pp. 32-42.
- Etudes prospectives en Europe - Italie, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suisse, Fondation européenne de la culture, Belgique, Norvège, France, Royaume-Uni, Danemark, Suède, Organisations internationales non gouvernementales. Conseil de l'Europe, 1968 - 1970.
- FOURASTIE (J.) - La civilisation de 1975 - P. U. F., 1967. - (Collection que sais-je ?).
- FRAISSE (R.) - Problèmes du temps libre et des loisirs de 1970 à 1975 - février 1967, 18 p. dactylographiées. Document de travail publié par le groupe « Temps et espace de loisirs » du Commissariat général du Plan.
- GIRARD (A.) - Télévision et développement culturel : après la télévision. - Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1971. - 8 p. dactylographiées.
- FRIEDMANN (Georges) - La puissance et la sagesse. - Paris, Gallimard, 1970.
- GROUPE 1985. - Réflexions pour 1985. - Paris, la Documentation française, 1964.
- L'homme encombré. - *Prospectives*, n° 15, 1969, 152 p.
- La futurologie. - *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXI, n° 4, 1969. - pp. 551 - 629.
- I. A. U. R. P. - Essais prospectifs sur les loisirs et la culture en l'an 2000. - 37 p. dactylographiées. Document de travail publié par le groupe « Temps et espace de loisirs » du Commissariat général du Plan.
- THOMSON C. S. F., COLLÈGE DE PROSPECTIVE - Incidence des moyens technologiques nouveaux sur le développement culturel. 1971, 150 p.
- JOUVENEL (Bertrand de) - Arcadie. Essais sur le mieux-vivre. - Paris, S. E. D. E. I. S., 1968. - 388 p. (collection Futuribles).
- KAHN (H.) - WEINER (A. J.) - The year 2000. - LaFont, (1968).
- MAC LUHAN. - Mutations 1990. - Paris, Name, 1970, 109 p.
- MATALON (B.) - Prévisions sociologiques à long terme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Centre d'études et de recherches sur l'aménagement urbain - Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, 1968, 2 fascicules dactylographiés.
- MENKE-GLUCKERT (P.) - L'Avenir entre planification et utopie. - *Analyse et prévision*, t. X, n° 1 - 2, juillet - août 1970. - pp. 433-435.
- MICHAEL (Donald M.) - « U.S.A. 1985 » - Economie et humanisme - Les Editions ouvrières, 1968, 216 p.
- PUCHEU (R.) - Du devenir de la vie sociale. - Commissariat général du Plan, 15 novembre 1968, 35 p. dactylographiées.
- RICHTA - La civilisation au carrefour. - Ed. Anthropos, 1969. 398 p.
- RIESMAN (D.) - La foule solitaire. - Paris, Arthaud, 1964, 383 p. (coll. Notre temps).
- TOFFLER (Alvin) - Le choc du futur. - Paris, Denoël, 1971.
- VIANNAY (Ph.) - RICOEUR (P.) - Exposés au groupe central de prospective du Commissariat général du Plan. Extrait du compte rendu de la réunion du 25 novembre 1969, 35 p. dactylographiées.
- VIEILLE (Paul) - Les enfants et l'an 2000. - 2000 nos 11, 12, 13, 14 décembre 1968 à octobre 1969.
- WRIGHT (Ch.) - La méthode prospective aux Etats-Unis. - *Prospective*, n° 12, 1965.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 10

septembre - octobre 1971

REPÈRES

L'Équipement audio-visuel des ménages

% DES FOYERS POSSÉDANT	Un poste de télévision		Un poste de radio à transistors		Un électro- phone	Un magné- tophone		Un magné- tophone à bobines	Un magné- tophone à cassettes
Année	1963	1969	1963	1969	1969	1963	1969	1969	1969
ALLEMAGNE	41	82	12	46	47	8	23	18	7
BELGIQUE	37	70	18	48	31	3	18	15	4
FRANCE	27	69	30	72	40	2	9	6	4
GRANDE BRETAGNE	82	92	32	67	52	9	22	19	3
HOLLANDE	50	88	16	50	59	9	18	14	4
ITALIE	29	69	11	34	35	3	9	8	1
LUXEMBOURG	21	64	23	56	41	6	15	13	3

SOMMAIRE

- 1 - REPÈRES
L'équipement audio-visuel des
ménages.
- 2 - DOSSIER
Techniques audio-visuelles
1970-1985.
- 3 - BIBLIOGRAPHIE
Télévision et culture.

En France en 1970

25 millions de postes de radio
10 millions de téléviseurs
7 millions d'électrophones
3 millions de magnétophones
40 % de voitures équipées d'auto-radio

Source : Thomson C. S. F. Collège de Prospective. - Incidence des
moyens technologiques nouveaux sur le développement
culturel (étude réalisée à la demande du Service des études
et recherches du ministère des Affaires culturelles).

TECHNIQUES AUDIOVISUELLES 1970 - 1985

DANS UN CONTEXTE	QUI UTILISE ?			
	INDIVIDU	MENAGE	GROUPE	COLLECTIVITE
INDIVIDUEL	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lecteur de cassettes préenregistrées - magnétophone à cassettes <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - téléviseur portatif ultra plat alimenté par un vidéo disque (80) ou un disque holographique(1) vidéo couleur (85) 	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - électrophone (mono et stéréophonique) - chaîne HI-FI stéréophonique - magnétophone (cassettes ou bande mono et stéréophonique) <p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installation HI-FI multistéréophonique : 4 à 8 haut-parleurs - vidéo-disque NB (3) - magnétoscope NB et couleurs à vidéo-cassettes préenregistrées - télécinéma NB et Super-8 <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - magnétophones à bande 1/2 pouce et caméra NB - télécinéma NB et couleurs à film (vidéo ou holographique) à déroulement continu - disque holographique vidéo couleur - grand écran mural à haute définition — (si la définition des disques vidéo ou des télécinémas à déroulement continu le permet) 	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - magnétophone à bande semi-professionnel avec régie et montage - télécinéma NB Super-8 ou 16 mm avec projection grand écran (*) <p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - magnétoscopes NB et couleurs à bande 1/2 pouce (éventuellement 1 pouce), caméra NB avec régie et montage, caméra couleurs (80) - télécinéma NB et couleurs à film (vidéo ou holographique) à déroulement continu — avec projection grand écran (*) <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créativité aidée par ordinateur - dispositifs d'effets spéciaux par transposition électronique (électronique au service de la création artistique) <p>Plausible en 1985 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dispositifs complexes d'effets spéciaux par transposition électronique 	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - télévision en circuit fermé avec caméras NB ou couleur et régie - télécinéma 16 ou 35 mm avec projection par Eidophore(5), ou grand écran haute définition (80) - télécinéma à film (vidéo ou holographique) à déroulement continu - réseau de télédistribution par câbles de programmes internes <p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créativité aidée par ordinateur - dispositifs d'effets spéciaux par transposition électronique <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dispositifs complexes d'effets spéciaux par transposition électronique
LOCAL		<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - télévision par télédistribution sur réseau local de câbles <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - grand écran mural à haute définition alimenté par un réseau de télédistribution <p>Plausible en 1985 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - grand écran mural en couleurs alimenté par un réseau de télédistribution - créativité aidée par ordinateur via un terminal domestique(4) 	<p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régie de production de programmes locaux pour télédistribution par réseau local de câbles avec caméras NB — et magnétoscopes fixes ou portables, caméras couleurs (80) - créativité aidée par ordinateur <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travail interactif entre groupes via un réseau local de câbles 	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - télédistribution par réseau local de câbles, de programmes autonomes (avec équipement de génération : caméras NB et couleurs, télécinémas divers) <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - télédistribution par réseau local de câbles dans une optique d'interaction avec les groupes et les ménages
REGIONAL ou NATIONAL	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - récepteur radio à transistor - auto-radio - auto-radio modulation de fréquence et HI-FI (2) - téléviseur portatif transistorisé <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - téléviseur portatif ultra plat 	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - récepteur radio à transistor - récepteur haute fidélité à modulation de fréquence (incorporée ou non à chaîne HI-FI) - téléviseurs NB et couleurs <p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - téléviseurs à magnétoscope incorporé pour enregistrement des programmes nationaux <p>Plausible en 1985 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créativité aidée par ordinateur via un terminal domestique 	<p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créativité aidée par ordinateur <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travail interactif entre groupes via le réseau téléphonique national 	<p>Existe actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - génération de programmes par une organisation nationale ou par des stations régionales : caméras professionnelles NB et couleur, télécinémas 35 (et 16) mm, dispositifs d'effets spéciaux par transposition électronique (plausible en 1975), dispositifs complexes d'effets spéciaux par transposition électronique (plausible en 1980) - réception du réseau national pour rediffusion par télédistribution dans un réseau local de câbles.
INTERNATIONAL		<p>Plausible en 1985 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception directe de télévision par satellite 	<p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception de télévision par satellite pour utilisation directe 	<p>Plausible en 1975 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception de télévision par satellites pour rediffusion par des stations régionales <p>Plausible en 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception de télévision par satellites pour rediffusion par télédistribution dans un réseau local de câbles

Notes : (1) - Procédé d'enregistrement sur bande ou sur disque consistant à transcrire une image de couleur sous forme de signes en relief. Une telle image peut être reproduite par simple pressage.

(2) - HI-FI : haute fidélité.

(3) - N.B. : noir et blanc.

(4) - Réseau de télédistribution relié à un ordinateur permettant la créativité individuelle.

(5) - Eidophore : grand écran mural.

(*) - Projection grand écran par :

— tube de projection NB actuel

— versions futures à possibilités couleur (plausible en 1980)

Source : Thomson C.S.F. Collège de Prospective. Incidence des moyens technologiques nouveaux sur le développement culturel, 1971, 150 p. (étude réalisée à la demande du service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles). Les dates mentionnées ne désignent pas le moment où les matériels décrits seront techniquement disponibles, mais l'époque à laquelle leur arrivée sur le marché « grand public » est économiquement plausible.

Télévision et Culture

- APPIA (Henry) - CASSEN (Bernard) - Presse, radio et télévision en Grande-Bretagne. - Paris, A. Colin, 1969, 416 p.
- CAZENEUVE (Jean) - Les pouvoirs de la télévision - Paris, Gallimard, 1970, 383 p.
- CAZENEUVE (Jean) - L'avenir sur les ondes - Communication et langages, n° 6, juin 1970, 7 p.
- CAZENEUVE (Jean) - La télévision maîtrisée - La Nef, n° 37, avril-août 1969, pp. 43-57.
- CESAREO (Giovanni) - Anatomia del potere televisivo - Milan, F. Angeli, 1970, 156 p.
- COLLET (Jean) - La télévision pour quoi faire ? - Vivante éducation, n° 205, janvier 1969.
- CROZIER (Michel) - Télévision et développement culturel - Communications, 1966, n° 7, pp. 11-26.
- DELUELLE-VOSSWINKEL (Nicole) - COENEN (Jacques) sous la direction de Jean MORSA - Télévision et famille en milieu urbain - Enquête effectuée à la demande du service d'étude de la R. T. B., Bruxelles, Institut de sociologie, 1965, 161 p., ronéot.
- DILIGENT (André) - CHEVALLIER (Jacques) - L'O.R.T.F. et ses problèmes - Droit social n° 12, décembre 1970, 144 p.
- DUBOIS-DUMÉE (Jean-Pierre) - La télévision au futur - Le Cri du Monde, n° 46, septembre 1970, pp. 32-42.
- Les enquêtes budget-temps et la connaissance du comportement du public en matière de radio-télévision - Etudes de radio-télévision, Cahiers R. T. B., 1965, nos 11-12, pp. 2-83.
- FRY (Northrop) - La culture face aux media - Paris, Ed. Mame, 1969, 116 p.
- FULCHIGNONI (Enrico) - La civilisation de l'image - Paris, Payot, 1969, 304 p.
- GIRARD (A.) - Télévision et développement culturel : après la télévision - Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1971, 8 p. dact.
- GRITTI (Jules) - Culture et techniques de masse - Paris, Casterman, 1967, 117 p.
- MAC LUHAN - Pour comprendre les media - Paris, Mame, 1968, 390 p.
- MELON-MARTINEZ (E.) - La télévision dans la famille et la société moderne - Paris, Ed. Sociales françaises, 1969, 207 p.
- PIRLOT (Jacqueline) - GREGORIO (Christiane de) - Les parents, les éducateurs et la télévision - Bruxelles, R. T. B., s. d., 24 p. bibliographie.
- Politique, culture, télévision - La nouvelle critique, n° 44, mai 1971, pp. 50-54.
- PRINI (Pietro) - L'influence de la télévision sur la sub-culture de la jeunesse - La Table Ronde, n° 251-252, décembre - janvier 1968-1969, pp. 184-190.
- Rapport de la Commission d'étude du statut de l'O.R.T.F. - (Rapport Paye), Paris, 30 juin 1970, 299 p.
- SKORNIA (Harry) - Televisione e società in U.S.A. - Turin, ERI, 1969, 256 p.
- SOUCHON (Michel) - Les adolescents et la télévision - Paris, Ed. ouvrières, 1969, 280 p.
- SOUCHON (Michel) - La télévision au service de la culture - Etudes, juillet-août 1966, pp. 18-30.
- Télévision et culture - Colloque international organisé par l'Institut des Emissions françaises de la Radiodiffusion-Télévision belge, Bruxelles, 26-29 novembre 1969 - Cahiers R. T. B. 1970, n° 17, 366 p.
- Télévision et éducation
- Télévision, culture et société - n° 18, mai 1966, 68 p.
- Télévision et développement culturel - n° 19, mars 1967, 78 p.
- Mass media et développement - n° 24, juin 1970,
- THIBAU (Jacques) - Une télévision pour tous les français - Paris, Ed. du Seuil, 1970, 288 p.
- THOMSON C. S. F., COLLEGE DE PROSPECTIVE - Incidence des moyens technologiques nouveaux sur le développement culturel - 1971, 150 p.
- THOVERON (Gabriel) - Radio et télévision dans la vie quotidienne - Bruxelles, Centre national d'études des techniques de diffusion collective, Institut de sociologie, 1971.
- TOUSSAINT (Nadine) - La consommation de presse, de radio et de télévision en France. 1950-1965 - Thèse, Faculté de droit de Paris, novembre 1970, 320 p. bibliographie, (à paraître à la Documentation française).
- UNESCO - Essais sur les mass-media et la culture - Paris, 1971, 119 p. (articles de P. SCHAEFFER, E. MORIN, S. HALL, T. CHERIAA, J. TOEPLITZ, L. PICO-ESTRADAET, D. HOPEN, R. T. AFFLECK).
- WANGERMEER (M. R.) - La télévision, les techniques nouvelles de diffusion et de développement culturel - Strasbourg, Conseil de l'Europe, Juin, 1971, 29 p., bibliographie.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 11

novembre - décembre 1971

DOSSIER

Le budget du ministère des Affaires culturelles depuis 1960

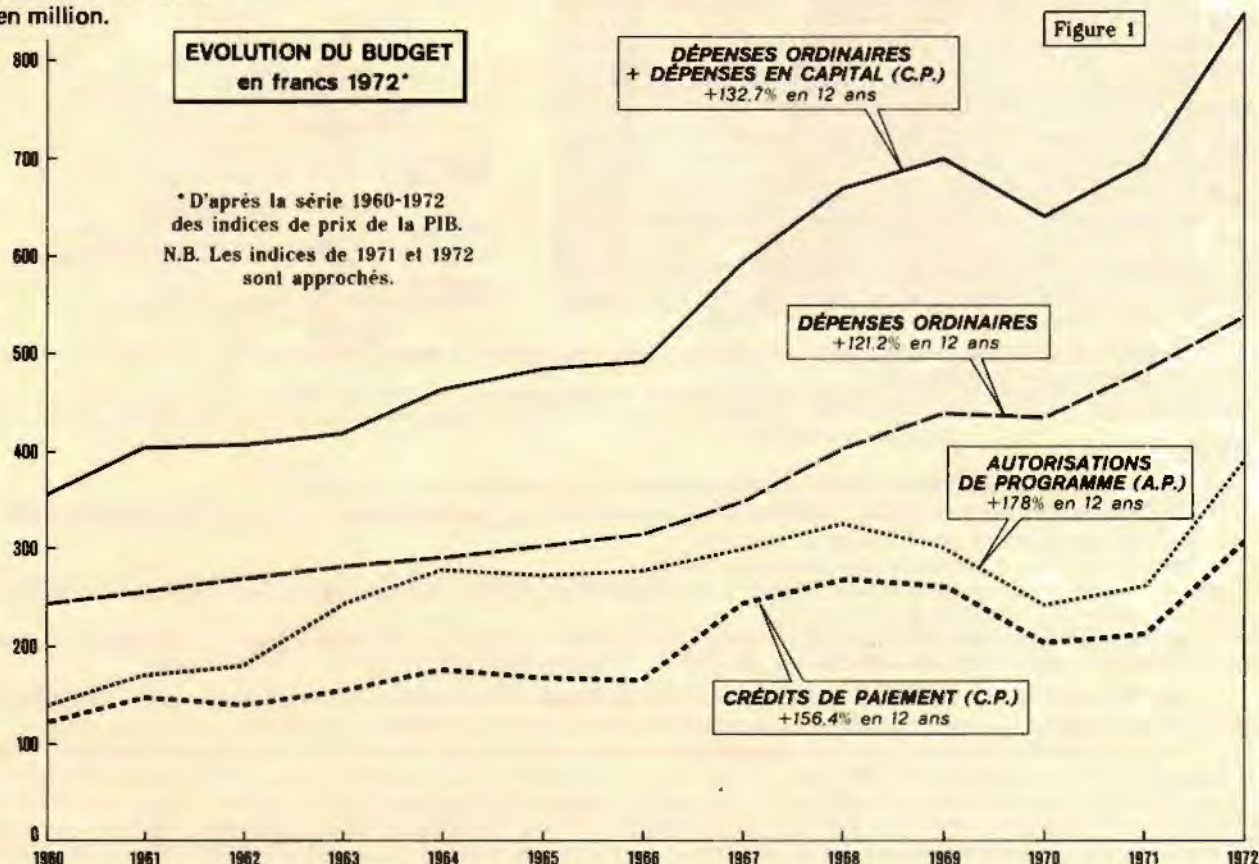
Le budget du ministère des Affaires culturelles : 0,46 % du budget de l'Etat en 1972.

Avec un pourcentage de 0,46 % du budget de l'Etat, le projet de budget du ministère des Affaires culturelles pour 1972 est le plus élevé qu'il ait connu. En effet, au cours des onze dernières années, ce pourcentage a varié entre deux limites, la plus basse se situant en 1966 avec 0,35 %, la plus haute en 1968 avec 0,43 % du budget de l'Etat.

Ramené en francs constants 1972, ce qui permet des comparaisons significatives (cf. figure 1), le budget des Affaires culturelles accuse, surtout depuis 1966, une nette tendance à la hausse avec toutefois une retombée en 1970 et 1971.

De 1960 à 1966, le budget des Affaires culturelles a suivi la croissance du budget national. De 1966 à 1969, sa croissance a été plus rapide. En 1970, il rejoint la tendance du budget général pour décoller à nouveau en 1971.

en million.



Evolution en francs courants du budget des Affaires culturelles.

base : 1972

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972 (2)
Affaires culturelles (1)	223	255	266	299	333	343	361	460	542	610	587	669	847
Evolution annuelle (en pourcentage)		+	+	+	+	+	+	+	+	+	-	+	+
		14,3	4,3	12,4	11,3	3,0	13,9	27,4	17,8	12,5	3,8	14,03	26,6
Affaires culturelles/Etat en pourcentage	0,384	0,405	0,380	0,384	0,385	0,371	0,357	0,405	0,435	0,420	0,380	0,4021	0,462

Pour mémoire, il est intéressant de signaler la part du budget des Beaux-Arts et des Archives dans le budget de l'Etat avant chacune des deux dernières guerres mondiales (3) 1909 : 0,46 %, 1938 : 0,32 %.

Budget de fonctionnement : une croissance régulière.

Mise à part une légère régression en 1970, la part consacrée aux dépenses ordinaires dans le budget des Affaires culturelles connaît une croissance assez régulière (figure 1). En francs 1972, on peut évaluer cette augmentation à 121 % par rapport à l'année 1960 alors que le personnel a augmenté en douze ans de 72 %. Il faut préciser cependant que la part des dépenses en personnel dans le budget des Affaires culturelles est relativement réduite par rapport à d'autres budgets, puisqu'elle ne constitue que 40 % des dépenses ordinaires. Il en résulte que le montant des crédits de fonctionnement de ce budget est relativement peu sensible à l'incidence des mesures de revalorisation des traitements.

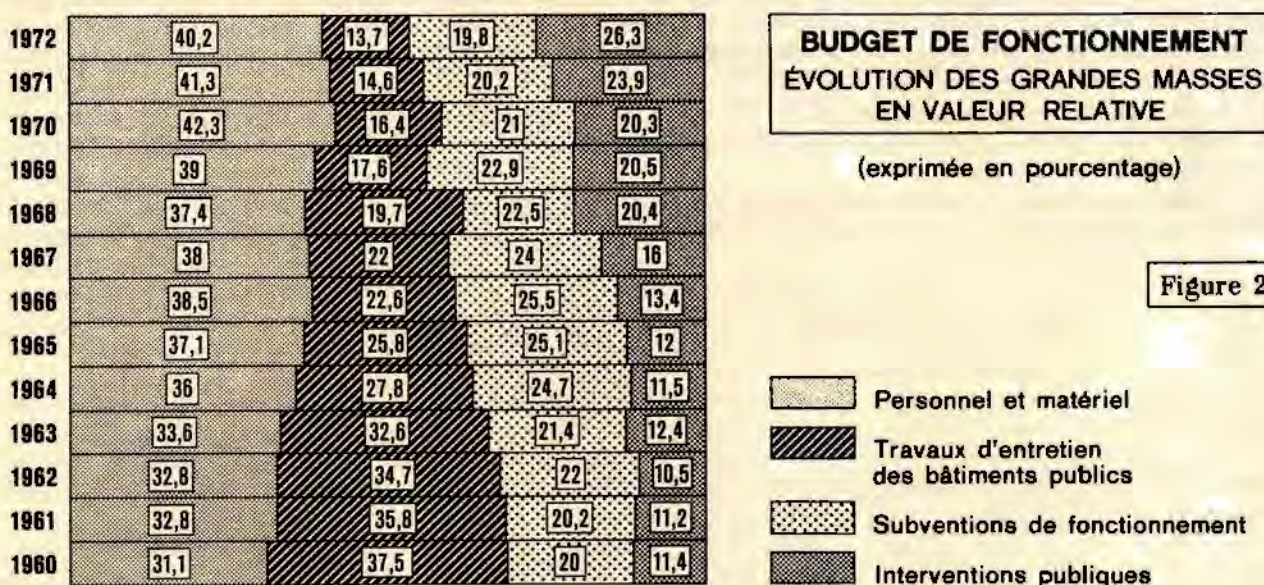


Figure 2

(1) En millions de francs : budget de fonctionnement + crédits de paiement du budget d'équipement.

(2) Projet de budget 1972.

(3) D'après M. GARDAZ. La planification des équipements culturels ; l'exécution du IV^e Plan. Thèse de droit, Paris 1968.

Définitions.

Le budget du ministère des Affaires culturelles distingue deux sortes de dépenses :

Les DEPENSES ORDINAIRES, qui correspondent au budget de fonctionnement comprennent essentiellement :

- les dépenses de personnel et de matériel ;
- les travaux d'entretien des bâtiments publics ;
- les subventions de fonctionnement à des organismes publics (théâtres nationaux, Réunion des théâtres lyriques nationaux par exemple) ;
- les interventions publiques en faveur d'organisations municipales ou privées (action culturelle et maison de la culture, activités théâtrales, musicales, lyriques, etc...).

Les DEPENSES EN CAPITAL qui correspondent au budget d'équipement, se répartissent entre les investissements exécutés par l'Etat et les subventions d'équipement accordées par l'Etat.

Du fait que ces dépenses couvrent des opérations bien circonscrites (la construction, le gros entretien ou la transformation d'un équipement) elles sont engagées pour une ou plusieurs années, mais ne sont pas renouvelables. Toutefois, il faut opérer une distinction entre les crédits engagés pour des équipements donnés, crédits qui peuvent être étalés sur plusieurs années (ce sont les AUTORISATIONS DE PROGRAMME) et les crédits destinés à couvrir les engagements des années précédentes et, en partie, ceux de l'année en cours (ce sont les CREDITS DE PAIEMENT).

Une étude plus approfondie du budget de fonctionnement permet de distinguer quatre grandes masses budgétaire : le personnel, le matériel et le fonctionnement des services ; les travaux d'entretien (1), les subventions de fonctionnement et les interventions publiques (figure 2).

Le personnel et le matériel.

Si la part des dépenses ordinaires consacrée au personnel et au matériel a augmenté de 10 % entre 1960 et 1969 pour se stabiliser autour de 40 %, par contre, les effectifs ont connu à partir de

Année	Nombre d'emplois	Augmentation (en %)
1960	3986	
1961	4193	+ 5,2
1962	4286	+ 2,2
1963	4340	+ 1,2
1964	4452	+ 2,6
1965	4490	+ 0,9
1966	4714	+ 5
1967	4930	+ 4,6
1968	5483	+ 11,2
1969	6224	+ 13,5
1970	6321	+ 0,7
1971	6485	+ 2,5
1972	6859	+ 5,7

1968 une assez forte croissance : soit de 1960 à 1972 une augmentation de 72 % des effectifs et une moyenne annuelle d'augmentation de 4,6 %.

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR SERVICE, EN 1971
(en pourcentage)

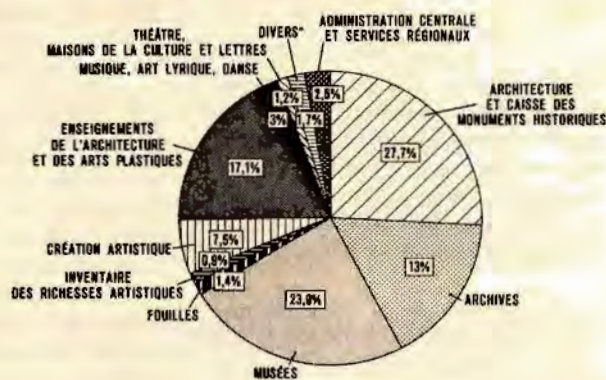


Figure 3

* Cabinet du Ministre, Etudes et Recherches, Expositions internationales et échanges culturels, Service intérieur et reprographie

NOTA : Les services chargés de la protection du patrimoine historique et artistique représentant environ 67 % du personnel du ministère des Affaires culturelles, Le Centre national de la cinématographie, organisme sous tutelle n'est pas inclus dans ce graphique.

« Subventions de fonctionnement » et « interventions publiques »

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET INTERVENTIONS PUBLIQUES
RÉPARTITION PAR SERVICE
(en pourcentage)

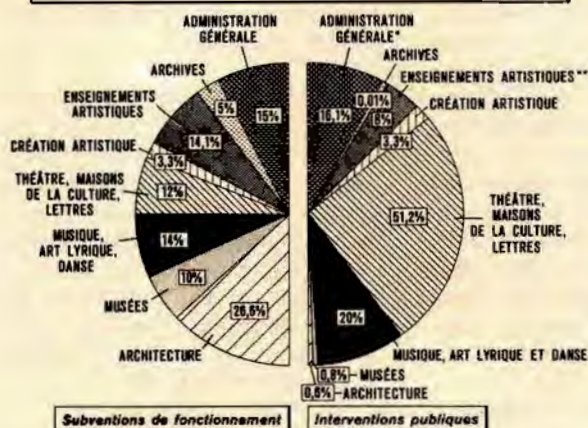


Figure 4

* Manifestations d'art, expositions et échanges culturels, activités cinématographiques. Fonds d'intervention culturelle (F.I.C.), achats d'œuvres d'art.

** Bourses

Budget d'équipement : une croissance irrégulière.

La figure 1 met en évidence l'irrégularité du rythme d'accroissement des autorisations de programme. Après une augmentation à peu près constante jusqu'en 1968, la courbe accuse une chute importante qui trouve son plus bas niveau en 1970 et amorce ensuite une assez forte progression.

Le budget de 1972 est marqué par une forte augmentation des autorisations de programme, (en hausse de 54,4 % par rapport à 1971), et des crédits de paiement⁵ (+ 51,2).

1) Le poste « travaux d'entretien » concerne les petits travaux réalisés dans les bâtiments civils, les palais nationaux et résidences présidentielles, les immeubles diplomatiques, consulaires, les monuments et les sites. La diminution en valeur relative s'explique par un certain nombre de transferts de crédits des chapitres y afférents à d'autres chapitres du budget.

Une politique culturelle pour le Royaume-Uni

Le levain du développement.

Tout à fait brusquement, dans le monde entier, les gouvernements se mettent à élaborer des politiques visant à remodeler l'environnement et à insuffler une nouvelle vie aux arts. Pour assurer l'harmonie sociale, ces gouvernements essayent d'élever la qualité de la vie...

... La qualité de la vie exige que nous agissions en faveur de ce qui met l'individu à même de mieux se comprendre et de mieux comprendre la société dans laquelle il vit et en faveur de ce qui suscite en lui le désir et la faculté d'utiliser à plein ses capacités. Nous savons que l'art peut faire cela quand les circonstances s'y prêtent, mais nous n'irons pas très loin tant que les responsables de l'industrie et de l'enseignement ne s'appuieront pas sur les mêmes principes que ceux qui ont la charge des arts.

... Pour élever la qualité de la vie en Grande-Bretagne, il nous faut mettre en œuvre simultanément plusieurs politiques étroitement liées : des départements ministériels tel que l'Intérieur, l'Éducation, le Travail, les P. T. T., et l'Office chargé des arts n'ont encore jamais pensé qu'ils devaient avoir une stratégie sociale commune. Il y a peut-être là, pourtant, la clé d'une société plus confiante et plus créative pour les années 70...

culture et jeunesse.

... Les jeunes nous font savoir que ni leur travail ni leurs loisirs ne signifient grand chose pour eux. Ils cherchent des plaisirs immédiats, au lieu d'aider la collectivité à penser et à préparer l'avenir. Ils sont désespérément vagues et généralement en désaccord entre eux tant sur les obstacles que sur les possibilités. Leur mécontentement, par contre, est assez réel. Contraire-

ment à ce qui se passait bien souvent pour leurs parents, les enfants ont appris depuis la guerre à avoir confiance en leurs capacités. C'est un heureux changement ; mais quand ces enfants entrent dans la vie active, si les ambitions que l'on a éveillées en eux et dont ils sentent l'aiguillon ne trouvent guère de possibilités ou ne trouvent aucune possibilité de se réaliser, ils se sentent floués et certains veulent se venger de la société. Il faut que leur travail et leurs loisirs leur offrent suffisamment de possibilités de développer leurs propres capacités de création. Si l'on prenait des mesures énergiques pour mettre des activités artistiques à leur portée, on les aiderait certainement, mais ces mesures auraient un effet beaucoup plus important si en même temps on améliorait les conditions à l'intérieur de l'usine en se montrant également résolu à élever la qualité de la vie...

insérer l'artiste dans la société

... Il n'appartient pas au Gouvernement d'influer sur la nature des œuvres qui sont créées, jouées, écrites ou exposées, mais il doit maintenir l'équilibre entre de nouvelles subventions destinées à favoriser les plus hautes formes de l'art et les dépenses que nécessite la diffusion des œuvres dans un public plus vaste. Je veux faire les deux, et le faire réellement bien, mais aucun ministre n'a assez d'argent pour tout...

... Le Gouvernement doit veiller à ce que l'écart ne s'agrandisse pas entre la rémunération de l'artiste et celle de l'ouvrier. Pour maintenir l'activité artistique à son niveau actuel, il faudra davantage d'argent...

... Notre politique doit être engagée à fond sur les moyens de communication entre les artistes et le grand public. La télévision est-elle

une aide ou un obstacle à notre compréhension de la réalité de la condition humaine ? Nous savons déjà que la télévision peut créer une forme d'art aussi pleine de sens et d'émotion que n'importe laquelle des distractions qui ont été découvertes jusqu'à présent. Ce qu'il faut maintenant, c'est une coopération étroite et enthousiaste entre artistes et technologues afin d'amener à maturité ce stupéfiant moyen de communication.

une nouvelle stratégie.

... Partout les musées, qu'ils soient grands ou petits, sont de plus en plus fréquentés. A notre époque de changement, il faut se féliciter d'une prospérité aussi assurée, car les musées font apercevoir à leur public la vérité suivante, qui est un facteur de stabilité : le présent a ses racines dans le passé et dans le passé les hommes ont créé des chefs-d'œuvre, ils en créeront encore, et ces chefs-d'œuvre nous rendent ou renforcent notre confiance dans la nature humaine...

... A l'étranger, on tend de plus en plus à les grouper avec d'autres centres d'activités artistiques ou récréatives : bibliothèques, salle de concert pouvant aussi servir de salle de réunion, piscine, café ou restaurant. J'aimerais voir ce genre de regroupement ici, à condition que chacun de ces équipements se développe selon les désirs exprimés par la population locale...

... Pour progresser vers une société où la qualité de la vie comptera autant que la croissance économique, il faut une nouvelle stratégie sociale. C'est pourquoi la politique doit se transformer et les gouvernements doivent aller au-delà de la satisfaction des besoins matériels et se préoccuper de plus en plus de l'âme et de l'imagination de tous les membres de la collectivité.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{re}. - Téléphone : 231.05.41

n° 12

février - mars 1972

REPÈRES

radio et culture

23.000 heures de programmes.

Les trois chaînes nationales (France-Inter, France-Musique et France-Culture) fabriquent chaque année 23.000 heures de programmes, les stations régionales 13.000 heures pour dix millions d'auditeurs « fidèles » et dix millions d'auditeurs « occasionnels ». On peut estimer à 500.000 les auditeurs de France-Musique et à 350.000 ceux de France-Culture qui diffuse cependant 6.550 heures de programmes par an.

Les stations d'outre-mer diffusent 43.000 heures de programmes par an. 70 % des émissions envoyées dans ces pays sont prélevées sur les programmes de France-Culture, ce qui augmente considérablement l'audience de cette chaîne.

**Musique : 50 millions de francs,
9.000 heures par an,
80 commandes originales,
74 créations, 575 musiciens.**

328 concerts (publics ou non) de musique symphonique, dont 57 créations ; 350 concerts de musique de chambre dont 15 créations ; 98 concerts lyriques dont 2 créations ; 12 créations d'œuvres chorales.

L'Office dispose de 5 grands orchestres, 2 formations de musique de chambre, et 120 choristes, soit 575 musiciens en tout.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.
Radio et culture
2. DOSSIER.
La nouvelle société suédoise et la culture

Littérature et Théâtre : 850 œuvres nouvelles en 1969.

400 livres nouveaux, dont 150 lus en partie au micro, ont été présentés. 150 auteurs ont parlé sur l'antenne. 405 émissions dramatiques dont 237 créations ont été réalisées (250 pour France-Culture, 155 pour France-Inter et Inter-Variétés). En 1970, 456 manuscrits d'œuvres dramatiques ont été achetés.

Un budget de 158 millions pour 1971.

Emissions de musique : 40,9 millions (25,8 %)
» artistiques : 29,7 millions (18,8 %)
» de variétés : 16,2 millions (10,2 %)
» d'information : 15,5 millions (9,8 %)
Frais communs : 59,1 millions (35,4 %).

Sur les 50 millions du budget de production 1971, 29 millions seront distribués sous forme de cachets artistiques (ce chiffre ne comprend pas le salaire des musiciens).

O. R. T. F. + postes périphériques : 36 millions d'auditeurs.

90 % des ménages possèdent un récepteur, 72 % l'utilisent tous les jours.

La radiodiffusion en Grande-Bretagne.

La B. B. C. est également un foyer important de la vie musicale : la moitié des musiciens professionnels anglais sont employés par elle, les cachets versés annuellement dépassent 32 millions de francs. Elle diffuse 6.500 heures de musique.

Dans le domaine théâtral, la B. B. C. crée chaque année 300 nouvelles pièces radiophoniques, adapte 500 pièces de théâtre et 50 romans.

Sources : Conférence du Directeur-général de l'O. R. T. F. aux "Ambassadeurs" le 18 mai 1971, enquête sur les temps de loisirs publiée par l'I. N. S. E. E. en 1969 et rapport d'activité de l'O. R. T. F., 1970.

la nouvelle société suédoise et la culture

De 1950 à 1970, le budget culturel de l'Etat suédois est passé de 30 à 277 millions (de francs 1970), soit une augmentation d'environ 900 % ; il représente actuellement 0,6 % du budget total (1).

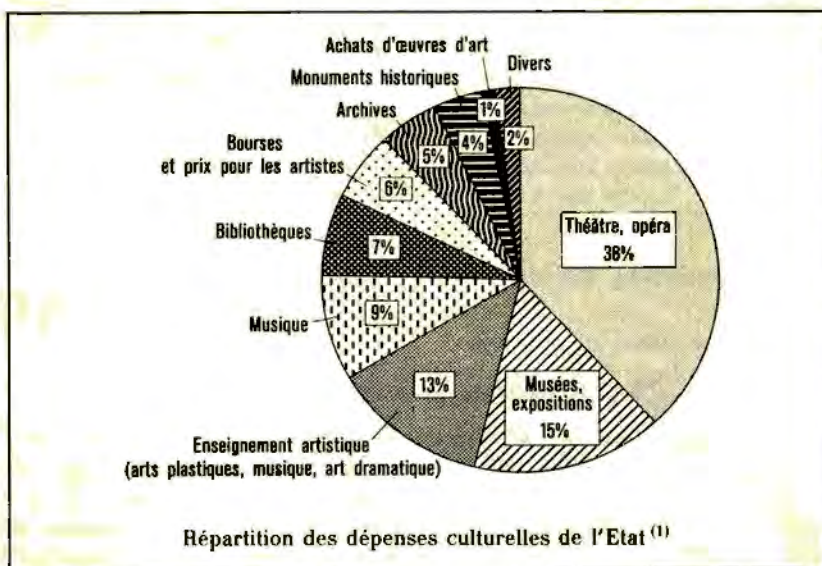
Démarrage d'une politique culturelle

Ce sont les années 60 qui marquent pour la Suède le véritable départ d'une politique culturelle : augmentation considérable de l'aide aux artistes, doublement des commandes et achats d'œuvres d'art par l'Etat, accroissement massif des subventions, notamment en vue de la mobilité des compagnies théâtrales, des orchestres, des troupes de ballet et des expositions, et réforme des enseignements artistiques.

En 1963, un *Département des Affaires culturelles* est créé à l'intérieur du ministère de l'Education et prend dans sa compétence : arts plastiques, littérature, musique, théâtre, cinéma, bibliothèques, enseignement artistique, éducation populaire et jeunesse. Il comprend dix-sept fonctionnaires : la gestion est en effet extrêmement décentralisée et confiée à des comités qui reçoivent du Parlement le budget propre à leur secteur.

Le cinéma et la radio-télévision n'entrent pas dans les responsabilités de ce département : la politique cinématographique est assurée par l'*Institut suédois du film*, organisme privé représentant les diverses professions du cinéma et avec lequel l'Etat a passé une convention en 1963 ; la radiodiffusion (et télévision) suédoise est une société largement indépendante de l'Etat. Le Gouvernement nomme cependant quatre des huit membres du conseil d'administration de l'*Institut du film* et six des onze membres du conseil d'administration de la Radiodiffusion suédoise.

Le renouveau de la politique culturelle dans les années 60 a été marqué par la multiplication d'enquêtes sur



les comportements du public, la situation matérielle des créateurs, le fonctionnement des institutions culturelles et les dépenses culturelles des différents agents dans la nation. En 1969, la Suède se dote d'un *Conseil national pour les Affaires culturelles* qui est chargé de définir la politique culturelle pour les années 70. Il est nommé pour trois ans et composé de quatorze membres dont six représentent les divers secteurs culturels. Il se réunit une fois par mois, est assisté par une équipe de cinq fonctionnaires et commande des études. Il publiera en 1972 un rapport que le Ministre présentera au Parlement après avoir recueilli l'avis de plusieurs centaines d'organisations publiques et privées. Ce rapport définit deux finalités pour une politique de la culture : améliorer l'environnement de la vie quotidienne et égaliser les chances de participation à la vie culturelle. Deux objectifs instrumentaux pour les années 1970 : intégrer les équipements et les activités au niveau local, différencier les types d'action culturelle compte tenu des différents publics.

Les communes dépensent plus que l'Etat pour la culture

Si la part des régions (comtés) dans les dépenses culturelles est relativement faible (11,7 millions de francs en 1969) et concerne surtout les monuments historiques et les bibliothèques, par contre les communes consacrent une part importante de leur budget à la culture. Leur apport financier (331,7 millions de francs) dépasse celui de l'Etat.

Répartition des dépenses culturelles des communes (en %)

SECTEURS	Municipalités de 10 à 80.000 h. (pour cent)	Municipalités de 80 à 110.000 h. (pour cent)	Stockholm Göteborg Malmö (pour cent)
Bibliothèques....	45,57	40,64	32,25
Ecoles musique..	19,06	9,81	6,19
Concerts	2,79	9,32	7,65
Théâtres.....	2,52	11,12	19,69
Cercles d'études	15,30	12,98	6,16
Divers	14,80	16,19	28,08

(1) Source : Bengt Söderbergh - la culture et l'Etat - Paris, Seghers, 1971, p. 18 dont sont tirés la plupart des éléments du présent dossier.

En moyenne, les municipalités de Stockholm (1.000.000 d'habitants), Göteborg (500.000 habitants) et Malmö (300.000 habitants) dépensent chaque année 67 F par habitant et les autres municipalités 50 F. Paris, on s'en souvient, dépense sous les mêmes rubriques 20 F par habitant.

L'essentiel de cet effort, surtout dans les petites communes, va aux bibliothèques, qui constituent l'équipement culturel de base : les municipalités des grandes villes privilégient ensuite les institutions culturelles traditionnelles (théâtre, opéra, salles de concerts) tandis que les plus petites accordent la priorité aux écoles de musique gratuites et aux cercles d'études.

Cinquante mille travailleurs culturels

D'après une étude publiée en 1967 sur les « travailleurs culturels », leur nombre s'élève à cinquante mille (dont moins de la moitié à plein temps) répartis comme suit :

Beaux-arts	16.000
Littérature	7.000
Musique	20.000
Arts scéniques	2.000
Autres activités	5.000

Cette évaluation englobait toutes sortes d'agents tels que personnel des musées, professeurs ou architectes pour les beaux arts ; bibliothécaires, éditeurs et libraires pour la littérature. Il est aussi possible en Suède, pour obtenir un recensement plus exact de se référer au nombre d'adhérents des diverses organisations professionnelles, comme l'Association des écrivains de Suède, l'Organisation nationale des artistes, etc... On arrive alors à l'effectif beaucoup plus réduit de douze mille :

Beaux-arts	3.000 adhérents
(4 organisations)	
Littérature	2.000
(4 organisations)	
Musique	5.000
(4 organisations)	
Arts du spectacle	2.000
(4 organisations)	

Une enquête de 1968 établit que le traitement mensuel moyen dans l'enseignement secondaire, après cinq à dix ans de service, était de 3.750 F, celle d'un petit cadre, dans l'industrie de 2.600 F, tandis qu'un acteur du même âge ne gagnait en moyenne que 2.350 F et un choriste ou un membre du corps de ballet 2.000 F. Notons par comparaison que le salaire d'un ouvrier était alors en moyenne de 2.000 F. De nouvelles études sont en cours pour mieux déterminer les moyens d'existence des « travailleurs culturels ».

Aides aux créateurs

Les « grandes bourses de travail » de 16.000 F par an, dont la durée peut aller jusqu'à cinq années consécutives, sont attribuées non pas par l'Etat mais par les organisations professionnelles. En 1970, cinquante-trois écrivains, cent vingt peintres et sculpteurs, douze compositeurs, et soixante artistes du spectacle, cinéastes compris, ont reçu de telles bourses. Prix, bourses de voyage ou d'entretien ont totalisé 9 millions de francs, soit 60 % de plus que l'année précédente.

Deux autres formes d'aide financière sont originales : la première concerne les écrivains, qui reçoivent de l'Etat une somme proportionnelle au nombre d'emprunts de leurs livres dans les bibliothèques publiques. La deuxième assure à un certain nombre d'artistes de valeur (cent vingt à l'heure actuelle) un salaire minimal garanti de 32.000 F par an, afin de leur permettre de se consacrer à plein temps à leur art. Les revenus qu'ils tirent de leur travail viennent en déduction de cette somme, et pour certains, la garantie n'est que nominale. Mais on ne saurait sous-estimer la grande impression de sécurité ainsi apportée (vieillesse, crises d'improductivité).

Il est également question d'une aide à la recherche s'inspirant de l'aide à la recherche scientifique, qui serait accordée pour une période donnée sur présentation d'un projet.

Pour la décoration des monuments publics (écoles, hôpitaux, bâtiments de l'administration et de la défense nationale), la Suède met chaque année une somme (2,67 millions

de F en 1970-71) à la disposition du Conseil national des arts composé de sept membres nommés par le Gouvernement, dont quatre sur proposition de l'Académie des beaux arts et de l'Association nationale des artistes. Depuis 1961, l'Etat consent aussi des prêts pour l'embellissement des immeubles d'habitation (jusqu'à 6,5 F par m² de surface habitée), mais cette facilité n'est guère utilisée. Un petit nombre de communes consacrent des sommes variables (généralement 1%) à la décoration des bâtiments et lieux publics (Stockholm y consacre 2%, ce qui représente environ 3,2 millions de F par an).

Formation d'animateurs de l'audio-visuel

Les formations artistiques classiques durent en général cinq ans. Les élèves sont soumis au régime commun des étudiants, c'est-à-dire qu'ils peuvent recevoir une allocation sous forme d'une bourse ou d'un prêt qu'ils rembourseront sans intérêt au cours de leur vie active. En 1970, cette aide aux étudiants se répartissait ainsi entre les diverses disciplines :

SECTEURS	Nombre d'élèves	Aide de l'Etat en millions de francs
Beaux-arts, architecture	1090	11,6
Musique	830	6,6
Théâtre, opéra	150	1,4
Danse	50	0,5

Depuis l'automne 1970, l'Ecole de cinéma s'est transformée pour accueillir non seulement les élèves cinéastes, mais aussi tous ceux qui se préparent à l'animation des groupes par la photo, le son, la télévision, le théâtre, la danse et le mime. L'apprentissage est collectif : il réunit artistes et techniciens dans la fabrication de programmes qui sont testés auprès de divers publics : il dure deux ans. Des sessions de recyclage, en deux mois, sont destinées aux professionnels du spectacle, aux pédagogues, aux bibliothécaires. Le principe de ce nouvel institut est de viser, au delà de l'égalité de l'accès à la consumma-

tion culturelle, l'égalité de tous dans l'usage des moyens d'expression nouveaux. Les locaux sont situés dans une zone qui comprend aussi la cinémathèque, une grande école d'artisanat et la Maison de la télévision. Le budget de 1971 est de 7 millions de francs.

Priorité à la décentralisation

Au cours des cinq dernières années, l'effort de l'Etat suédois s'est principalement porté sur la décentralisation grâce aux « trois grands » qui sont :

L'Agence nationale du théâtre, chargée de produire des programmes qui circulent à travers tout le pays et d'organiser les tournées de l'Opéra royal et du Théâtre royal dramatique ainsi que des troupes étrangères. L'Agence dispose d'une subvention de 2,67 millions de F de l'Etat ; la participation des collectivités locales s'élève à environ 320.000 F. Elle a soixante-quinze permanents.

L'Institut national des concerts joue un rôle analogue pour la musique. Il s'agit d'une fondation dont les buts sont d'organiser des tournées de solistes ou d'ensembles dans tout le pays, de susciter la création d'orchestres locaux et d'aider à la formation musicale : il a jusqu'à présent axé son effort sur les écoles ; trois mille trois cents concerts ont été organisés par ses soins en 1970. L'Institut a reçu 12,4 millions de F de subvention de l'Etat en 1970.

Le Centre suédois des expositions itinérantes est né du constat, par une Commission spéciale, que le public des musées était resté inchangé alors que leur coût avait

doublé en cinq ans. La Commission décida de présenter des expositions plus différenciées, d'informer mieux le public, notamment sur ses lieux de travail, et d'agir auprès des écoles. En 1970, il a organisé deux cents expositions. Le thème de ces expositions n'est pas seulement artistique, mais touche à tous les domaines : pollution, urbanisme, problèmes sociaux. Plus de mille lieux sont touchés chaque année grâce à la collaboration des institutions locales (bibliothèques, écoles, musées, groupements populaires) et à la coopération du Centre avec les autres « grands » (théâtre et concerts).

En 1970, le Centre, qui n'est pas un organisme d'Etat, mais une fédération d'associations d'éducation populaire a reçu de l'Etat environ 5 millions de F ; il dispose de cinquante employés à plein temps, de 2.000 m² d'ateliers, et du rez-de-chaussée du Ministère pour montrer, louer ou vendre ses nouvelles expositions.

Les bibliothèques sont des centres culturels

L'aide des autorités publiques au livre est accordée par priorité aux bibliothèques qui constituent l'équipement culturel communal par excellence. Chaque année, soixante millions de volumes y sont empruntés. Les bibliothèques populaires (généralement communales) possèdent environ vingt-trois millions de volumes, soit presque trois livres par habitant (1,5 en France) et y consacrent environ 195 millions de F soit 25 F par habitant (5,3 en France). L'Etat, pour sa part, verse aux biblio-

thèques qui se modernisent près de 7 millions de F sous forme de « subventions de développement », non répétitives.

Ces bibliothèques ne font pas que prêter des livres : on y trouve disques, œuvres d'art à emprunter, livres et journaux enregistrés sur bandes magnétiques pour les aveugles et les personnes âgées, salles d'exposition et de cinéma, « coins » spéciaux pour les enfants. On y vend des livres, des œuvres d'art, des reproductions, des disques, des diapositives. On y donne concerts et séances de cinéma.

L'éducation permanente

L'activité culturelle suédoise est dominée par l'organisation de très nombreux cercles d'étude (environ cent cinquante mille sont en activité chaque année et comptent un million cinq cent mille adhérents pour un total de trente trois millions d'heures de cours, soit une moyenne par élève de 22 heures de cours par an). Les cours portent sur la littérature, l'art, la musique, le théâtre, le cinéma, les langues, mais aussi l'économie, les sciences humaines, les sciences politiques, les techniques, etc... En 1970-71, l'Etat a accordé près de 105 millions de francs de subventions à ces cercles d'études. De nombreuses conférences, des cours par correspondance, des stages, des groupes de loisirs pour les jeunes complètent cette action culturelle qu'organisent treize grandes fédérations d'éducation populaire regroupées au sein de la Confédération des organisations d'éducation populaire.

Dans les numéros 5 et 6 de notre bulletin, nous avons publié la synthèse des études réalisées sur les dépenses culturelles de l'Etat et des départements. Les rapports complets viennent de paraître sous le titre :

" COMPTES CULTURELS DE LA NATION "

Tome I - dépenses des administrations centrales (200 p., 18 F)

Tome II - dépenses des départements (120 p., 10 F)

Collection Travaux et recherches - La Documentation française 29-31, quai Voltaire, Paris - 7^e

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 2 rue Montpensier, Paris 1^{re}. • Téléphone : 231.05.41

N° 13

mai - juin 1972

REPERES

les français et l'art contemporain ⁽¹⁾

Un Français sur deux a une opinion favorable à l'égard des artistes.

23 % pensent que l'artiste moderne est quelqu'un qui a un don particulier ; 17 % que c'est un travailleur comme les autres et 11 % qu'il est à sa manière un chercheur ; 12 % seulement pensent qu'il « se moque du public et profite de la bêtise des gens ».

Un Français sur deux estime que l'art moderne fera partie dans l'avenir du patrimoine national de la France.

46 % des adultes approuvent l'acquisition par l'Etat d'œuvres d'artistes vivants ; 35 % y sont hostiles, cette dernière opinion étant surtout le fait des petits commerçants et artisans, des agriculteurs et des ouvriers.

En général, les appréciations positives à l'égard de l'art moderne l'emportent sur les appréciations négatives dans toutes les catégories sociales, mais surtout chez les plus jeunes.

Sept Français adultes sur dix n'ont jamais visité d'exposition d'art moderne.

Ce sont les cadres supérieurs qui y sont allés le plus souvent et les classes populaires qui n'y sont, dans la plus grande proportion, jamais allées.

Un adulte sur deux affirme que c'est la curiosité qui l'a attiré à l'exposition ; 10 % seulement y sont allés en visite organisée. Pour ceux qui n'y sont jamais allés, les raisons invoquées sont le manque d'intérêt (44 %), le manque de disponibilité (39 %), l'absence de manifestations (19 %) ou le manque d'information (10 %).

A l'âge de 14 ans, un enfant sur deux n'est jamais entré dans un musée, alors que 85 % sont déjà allés au cinéma. A l'âge de 8 ans, 18 % seulement sont allés au musée contre 53 % pour le cinéma. C'est surtout grâce à la famille que s'est fait ce contact avec les œuvres d'art, mais on constate que plus le niveau socio-professionnel des parents est modeste, plus l'enfant reçoit son apprentissage culturel de l'école et non de la famille.

Quatre Français sur dix se déclarent incompétents en matière d'art moderne.

5 % affirment aimer « beaucoup » l'art moderne ; 29 % ne l'aiment pas ; 19 % sont intéressés par lui, mais affirment ne l'aimer que modérément ; 43 % approuvent l'opinion : « je ne sais pas si j'aime l'art moderne, car je ne le connais pas bien » ; 4 % sont sans opinion. L'aveu d'ignorance est surtout le fait des hommes, des plus de 65 ans et des classes moyennes et ouvrières ; 43 % des cadres supérieurs affirment n'aimer que modérément l'art contemporain et 30 % d'entre eux avouent ne rien connaître en ce domaine.

Le rôle attendu à l'école.

Deux mères sur trois estiment insuffisante la formation culturelle reçue à l'école et plus de trois sur quatre déclarent attacher de l'importance à cette formation. Ce sont les cadres supérieurs, les cadres moyens et les ouvriers qui l'estiment le plus nécessaire, les petits commerçants et les agriculteurs qui l'estiment en majorité « suffisante ».

Sources : Sondage SOFRES (novembre 1971) sur « les Français et Picasso » ; sondage IFOP (avril 1972) sur l'expérience et la formation culturelles des enfants de 8 à 14 ans ; sondage SOFRES (avril 1972) sur « les Français et l'art moderne ». Sondages effectués pour le compte du Ministère des affaires culturelles.

Prospective et développement culturel

Sur le thème « Prospective du développement culturel », un colloque européen a réuni du 7 au 11 avril en France, au Centre du futur qui est installé dans les Salines royales d'Arc et Senans (Doubs) une vingtaine de participants, futurologues, et chercheurs de diverses disciplines venus d'une dizaine de pays (1). L'objectif était de proposer à l'attention des ministres de la culture qui se réuniront à Helsinki en juin 1972, les fondements de stratégies de la culture. Il ne s'agissait donc pas d'un symposium supplémentaire sur « Qu'est-ce que la culture ? » mais d'une action destinée à faire partie de stratégies de développement.

Le développement culturel apparaît en effet de plus en plus comme l'une des composantes majeures du développement général. Or, l'action menée par les Etats dans le domaine culturel repose encore le plus souvent sur des habitudes héritées du passé et sur des conceptions subjectives et partielles de la culture. Elle ne trouve pas encore à s'appuyer sur un ensemble de finalités précises qui pourraient être tirées de l'évolution prévisible de nos sociétés et faire l'objet d'un consensus.

Ce sont ces finalités que le Colloque d'Arc et Senans s'est proposé de mettre en lumière. On trouvera dans le présent dossier quelques extraits de la Déclaration finale.

I. LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL : QUEL FUTUR ?

Le développement industriel épuise la nature et se retourne contre l'homme. La prise de conscience de ce qu'il coûte à la Société et les sous-produits négatifs qu'il engendre font qu'on s'interroge partout sur son futur.

S'il ne peut être question d'arrêter la croissance économique (ne serait-ce qu'en raison de la situation du tiers monde), il est indispensable qu'un sursaut — de nature culturelle — conduise à transformer une croissance quantitative en amélioration qualitative du niveau de la vie.

Dès lors, l'action culturelle est celle qui permet de penser différemment la société et qui prépare chacun à être responsable de l'évolution possible de celle-ci, à faire face aux crises, à maîtriser et non à subir son destin. Toute politique culturelle a une dimension éthique qui lui est essentielle.

II. UN DIAGNOSTIC DE CRISE

La réalité culturelle telle qu'elle est vécue aujourd'hui par la grande majorité de la population dépasse de beaucoup l'art et les humanités classiques. Parler aujourd'hui de culture signifie parler des systèmes scolaires, de grands moyens de communication de masse, des industries culturelles (du journal au livre, du disque à la vidéo-cassette, du cinéma et de la publicité à l'habitat et la mode). On ne

peut donc s'en tenir à une démocratisation de la culture qui vise à étendre à tous la diffusion et la consommation des beaux-arts.

L'art et ses institutions, la diffusion de la culture établie sont étrangers aussi bien à la majorité des populations qu'aux groupes marginaux et aux nouvelles structures sociales (jeunes, immigrants, etc.). La culture académique tend à dégénérer. Inauthentique, elle devient marginale et va jusqu'à favoriser certaines formes de nihilisme.

Les industries culturelles sont déterminées par la logique du marché et du profit : elles modèlent un milieu et engendrent des pratiques dont on ne peut accepter le développement sans contrôle.

Les moyens de communication de masse soumettent l'environnement humain à un arrosage indifférencié d'informations provoquant une sursaturation. L'individu n'est pas armé pour y faire face. De sujet actif d'opinion, il devient un simple objet pour l'information.

La frustration du pouvoir de s'exprimer donne lieu à un manque que les idéologies actuelles ne sont pas en mesure de combler : ce qui se dit ne correspond plus à ce qui se passe. Aussi voit-on apparaître un certain nombre de phénomènes positifs ou négatifs : le recours à de nouvelles formes d'expression ou d'évasion, la culture sauvage, de nouvelles formes de mysticisme, la résurgence de la magie, les drogues, etc.

III. POLITIQUES CULTURELLES NOUVELLES

La crise de la culture est un indice de la crise de la société : si la politique culturelle à elle seule ne peut avoir l'ambition de résoudre la crise générale, elle doit aider chacun à lui faire face et peut permettre à la société de la gérer. Il convient de reconnaître à l'homme le droit d'être auteur de modes de vie et de pratiques sociales qui aient signification.

A cette fin, il faut ménager les conditions de la créativité où qu'elles se situent, reconnaître la diversité culturelle en garantissant l'existence et le développement des milieux les plus faibles.

Des actions immédiates s'imposent déjà :

- disjoindre les organisations de communications de masse du pouvoir politique et des pouvoirs économiques (monopoles, etc.) ;

- définir et appliquer une politique à l'égard des industries culturelles ;

- réaliser les conditions d'une « démocratie culturelle » comportant, dans une perspective de décentralisation et de pluralisme, l'intervention directe des intéressés ;

- promouvoir un système différencié « d'ateliers culturels » et de « laboratoires sociaux » ou de tous autres équipements qui permettent l'apprentissage et l'emploi des technologies nouvelles se prêtant aux échanges interpersonnels ;

- instaurer des relations plus directement articulées entre les institutions culturelles et les forces économiques et sociales.

IV. UN RENVERSEMENT DANS L'ORIENTATION

Les possibilités techniques dont la société dispose désormais exigent et permettent un renversement dans l'orientation des politiques :

1. Substituer à la passivité de la consommation la créativité de l'individu ;

2. Faire place à une responsabilité de l'homme là où prévaut la contrainte des technologies ;

3. Ne plus se limiter à la démocratisation de la culture d'héritage ou d'élite et promouvoir une diversité d'expressions culturelles fondée sur un pluralisme social ;

4. Donner la priorité à la restauration de l'accord entre l'homme et son milieu.

5. Passer d'un système culturel qui ne vise qu'à reproduire l'état de fait actuel pour s'orienter vers la protection — y compris aux niveaux politique et technique — des groupes et des personnes dont les facultés créatrices constituent le meilleur moyen de faire face aux situations provoquées par le choc du futur.

"vivre quotidiennement sa vie culturelle" par Jacques DUHAMEL

« L'histoire a connu des périodes, que l'on a pu appeler des périodes classiques, où les choses se mettaient en ordre ; nous vivons une période qu'en d'autres temps on aurait appelée « romantique », baroque, où les choses se mettent non pas en ordre mais en question. Loin d'en être désespérés et de nous en irriter, nous devons au contraire accepter ce fait, car cette « quête », avec la part de recherche d'absolu qu'elle comporte, est enrichissante. »

Depuis quelques années, nous voyons les savants, d'abord, les techniciens ensuite, puis les économistes... et même les financiers conduits comme par force, par une démarche expérimentale et rationnelle, à reconnaître que le développement scientifique et technique, ainsi que le développement économique, sont sur le point de se retourner contre eux-mêmes — c'est-à-dire contre nous s'ils ne sont pas accompagnés et finalisés par une notion globale du développement, c'est-à-dire en clair, par le développement culturel.

Ils s'aperçoivent qu'il faut non seulement que l'homme ait plus mais qu'il soit plus.

Ainsi, les stratégies qu'appelle la considération scientifique du futur ne peuvent plus être seulement économiques et techniques, mais elles débouchent nécessairement, et dès aujourd'hui, sur des politiques culturelles.

La condition première du travail d'élaboration de finalités communes, de priorités fondamentales et de stratégies de développement est de situer la culture dans la société et non en soi. Il faut analyser rigoureusement les lieux où elle vit, les contraintes dont elle est entourée, afin de dégager non pas des vœux pieux mais des opérations possibles, des options réelles. Car la culture c'est, avant tout, faire qu'une journée de travail devienne une journée de vie !

Or, le travail a changé profondément de nature. Il s'est rationalisé, émietté ; il dépend davantage d'un savoir appris, moins d'un geste, d'un tour de main transmis. — Corrélatif-

ment, l'habitat n'est plus la construction faite par une famille pour une famille. L'urbanisation éloigne l'individu de ses racines et de ses traditions tandis que les produits qu'il consomme ne sortent plus de ses mains mais sont, au contraire, conditionnés par des usines souvent lointaines. Quant à son imagination, elle est soumise à une sorte de bombardement quotidien, où l'information et la fiction mélangées font de l'individu un spectateur « stupéfait ».

En face de ces « tendances lourdes », une action d'ordre culturel est clairement celle qui permet à chaque individu de développer sa capacité de se situer soi-même dans son temps et dans son monde, de juger, de choisir, de s'exprimer et de communiquer, de renouer avec son patrimoine tout en accédant au patrimoine de l'humanité. C'est aussi celle qui permet à la société tout entière de prendre conscience des crises qui la menacent, qui la rend capable de les affronter en renforçant dans chacun de ses membres le

sens de sa responsabilité.

La notion d'une culture de consommation, arrosée d'en haut, paraît dès lors insuffisante et dangereuse, et il convient d'y substituer la notion d'une culture active, responsable, participante et créatrice. Au lieu de diffuser seulement, de reproduire par des moyens rénovés des contenus anciens, l'action culturelle est celle qui « rend possible », qui ouvre les voies, qui donne sa chance à tout ce qui naît, à tout ce qui prend vie. Elle reconnaît la diversité des lieux où cette vie demande à s'exprimer, trouve sa richesse même dans cette diversité, dans cette pluralité — à la fois de langages qui se perdent, de langages qui naissent, de dialogues qui se cherchent, de communications qui veulent s'établir.

Voilà l'objectif : donner à chacun sa chance de vivre quotidiennement sa vie culturelle et de lire dans sa propre existence ce qui fait son sens, de trouver dans la culture la libération de sa personne en même temps que la faculté d'imaginer et de créer.»

PRÉSIDENT : Mr Henri JANNE

PARTICIPANTS : Mrs Kerstin ANER — Mr René BERGER. — Mr Hubert BROCHIER. — Mr Michel de CERTEAU. — Mr Augustin GIRARD. — Mme Jennie LEE. — M. Yrjö LITTUNEN. — M. Abraham MOLES. — M. Jesus MONEO. — M. Edgar MORIN. — M. C.A. Van PEURSEN. — M. Georg PICT. — M. Emmanuel POUCHPA DASS. — M. Pierre RICHES. — M. Lionel de ROULET. — M. Craig SINCLAIR. — M. Paolo TERNI. — M. Umberto TERRACINI. — M. Alvin TOFFLER. —

(Extraits du compte rendu de l'intervention de M. Duhamel, ministre des Affaires culturelles).

études européennes de politique culturelle

Instruments d'analyse du développement culturel

• Dépenses culturelles des Etats

La France, les Pays-Bas et la Suède participent actuellement à une étude sur l'élaboration des « comptes culturels nationaux ». Plusieurs documents préparatoires ont été rédigés.

• *Note méthodologique sur l'établissement des comptes culturels*. CCC/EES (69) 59, par A. Lefebvre.

• *Réactions des Etats membres à la note méthodologique sur l'établissement des comptes culturels*. Résumé par A. Girard, directeur du projet et B. Miège. CCC/EES (71) 33.

• « *Chiffres et culture* », par A. Girard. CCC/EES (71) 99.

• *Les comptes culturels nationaux*, compte rendu de la réunion d'experts du 10-12 mai 1971. CCC/EES (71) 86.

• *Comptes culturels nationaux : premier essai de synthèse des études française, néerlandaise et suédoise*, par le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles.

• Budgets et politiques culturelles des villes d'Europe

Onze villes d'Europe participent à cette étude qui se réalisera sur trois ans. Actuellement, des documents méthodologiques sont publiés :

• *La politique culturelle des collectivités locales*, par M. Imbert. 1970. CCC/EES (70) 56.

• *Etude expérimentale du développement culturel des villes européennes*, par B. Duval et A. Lefebvre, 1971. CCC/EES (70) 74.

• *Mise en œuvre et coordination de l'étude expérimentale du développement culturel des villes européennes*. CCC/EES (71) 124.

• *Monographies des villes* : Bologne (Italie), Turnhout (Belgique), Exeter (Royaume-Uni), Stavanger (Norvège), Orebro (Suède), La Chaux-de-Fonds (Suisse).

• Statistique culturelle

• *Etude méthodologique sur l'établissement de statistiques culturelles et leur présentation*. CCC/EES (71) 96.

• Etude des besoins et aspirations culturelles

• *Bibliographie des travaux belges et français 1960-1971*, par P. Moulinier, 450 ouvrages répertoriés. CCC/EES (71) 123.

Animation et équipements culturels

• *Symposium sur les équipements socio-culturels* (Rotterdam, 5-9 octobre 1970, 13 pays représentés). Un rapport préparatoire décrivant un nombre important d'équipements, notamment en Grande-Bretagne, a été publié (273 p.). Le rapport final a paru sous le titre : « *Les équipements et la démocratie culturelle* », 45 p.

Formation des animateurs

• « *Les formateurs* », chapitre du document « *Education permanente, fondements d'une politique éducative intégrée* ». CCC/EP (71) 1.

• *Création de nouveaux types de formation adaptés aux besoins de la société*. CCC/ESR (70) 71.

• *Le métier de formateur*. CCC/EES (71) 29.

Education artistique à l'école

• *La place des arts dans les programmes scolaires*. DECS/EGT (70) 88.

• *La créativité à l'école et les activités artistiques*. Symposium du 4-8 octobre 1971. DECS/EGT (71) 82, 90, 95, 101, 102, 120. CCC/EGT (71) 15, 45.

Nouveaux moyens audio-visuels et développement culturel

• *La télévision, les techniques nouvelles de diffusion et le développement culturel*. Rapport de synthèse par M. Wangermée, directeur du projet. CCC/EES (72) 44.

• *Evolution générale des moyens traditionnels de communication de masse*, par U. Magnus, Université de Hambourg.

• *La prévision en technologie culturelle*, par Louis Gérardin et Augustin Girard, Paris.

• *A propos d'un satellite européen. Problèmes et perspectives*, par M. Bezençon, Président de l'Union Européenne de Radio-diffusion, Berne.

• *Les satellites de diffusion en Europe*, par E.W. Ploman, International Broadcast Institute, Londres.

• *Usages culturels d'un satellite avec stations réceptrices*, par R. Lefranc, Office français des techniques modernes d'éducation, Paris.

• *La télédistribution dans le monde d'aujourd'hui*, par G. Thoveron, Université libre de Bruxelles.

• *Perspectives d'évolution de la télédistribution*, par J.-L. Rodriguez Fragnas et J. Garcia Jimenez, Radiotélévision espagnole, Madrid.

• *Les cassettes audio-visuelles : perspectives en Europe*, par le Dr L. Beretta Anguissola, Directeur général adjoint de la R.A.I., Rome.

• *La vidéo-cassette*, par J.-C. Batz, Directeur du Centre d'étude du cinéma, de la radio-télévision et du théâtre à l'Université libre de Bruxelles.

Bibliographie

• *Le développement culturel et les équipements culturels en France*, par le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles et C. Guinchat, 1969. CCC/EES (69) 62.

• *Le développement culturel et les équipements culturels en Belgique*, 1970. CCC/EES (70) 89.

• *Cultural development and cultural facilities in United Kingdom*, 1970. CCC/EES (70) 96.

(1) Les travaux signalés dans la présente liste sont publiés par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, peuvent être obtenus sur demande adressée au Service des Etudes, 3, rue de Valois, Paris-1^{er} ; nous espérons pouvoir signaler dans notre prochain numéro les études faites à la demande de l'UNESCO.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 3, rue de Valois, Paris 1^{er}. - Téléphone : 231.05.41

n° 14

août - septembre 1972

REPÈRES

l'activité des théâtres et des maisons de la culture

480 salles de spectacles en France

Cette estimation reste approximative, car certains équipements tels que des salles de casino, voire des cinémas ou des gymnases accueillent des représentations théâtrales plusieurs fois par an et peuvent entrer dans cette catégorie. Une cinquantaine de théâtres privés fonctionnent à Paris, représentant 26.000 places, en dehors des quatre théâtres qui sont subventionnés par l'Etat (1).

En banlieue et en province environ 420 salles de spectacles, de plus de 500 places, sont en grande majorité municipales et donnent occasionnellement des représentations théâtrales. On ajoutera à ces chiffres les neuf maisons de la culture d'Amiens, Bourges, Châlon-sur-Saône, Firminy, Grenoble, Le Havre, Reims, Rennes et Nevers.

Les 19 troupes de la décentralisation dramatique ont donné en 1970-1971 environ 3.725 représentations (2).

La fréquentation des théâtres, des centres dramatiques et des maisons de la culture

Saisons	Théâtres nationaux	Théâtres privés parisiens	Centres dramatiques et troupes permanentes
1964-65	1.202.443	3.610.842	1.270.221
1965-66	1.066.495	3.574.883	1.407.582
1966-67	968.177	3.373.564	1.427.129
1967-68	804.516	3.332.208	1.430.770
1968-69	690.227	2.869.583	1.458.383
1969-70	689.555	2.931.888	1.388.197
1970-71	568.368	3.097.372	1.535.466

(1) Théâtres subventionnés par l'Etat à Paris : Comédie française, Théâtre national populaire, Théâtre national de l'Odéon et le Théâtre de l'est parisien (centre dramatique national).

(2) Ces statistiques ne prennent pas en compte le Théâtre des amandiers de Nanterre et le Théâtre de la commune d'Aubervilliers devenus centres dramatiques le 1^{er} janvier 1971.

Source : Direction du théâtre, des maisons de la culture et des lettres.

Quant aux maisons de la culture, citons quelques exemples pour les trois saisons 1968-69, 1969-70 1970 - 1971 (nombre de spectateurs payants).

SAISONS	Amiens	Bourges	Firminy	Reims	Grenoble	Rennes
1968-69	63.844	39.246	10.052	16.057	129.802	56.939
1969-70	74.447	45.642	7.842	51.282	134.447	117.057
1970-71	81.507	43.643	6.535	60.540	111.339	116.253

Dans les maisons de la culture ayant des adhérents, la proportion de ceux-ci parmi les spectateurs est de l'ordre de 78 %.

Les manifestations théâtrales sont l'essentiel des spectacles programmés par les maisons de la culture

ANNÉES	1965-66	1966-67	1967-68	1968-69	1970-71
Théâtre	316	398	402	501	508
Musique	73	113	96	126	146
Danse	17	42	34	52	62
Variétés	46	68	44	64	124
Cinéma	358	331	224	333	621
Enfants	64	28	69	197	140
Conférences.	101	106	112	76	66
TOTAL ..	975	1.086	981	1.349	1.667

Action directe de l'Etat : 79 millions de francs

L'aide financière directe de l'Etat en 1972 se répartit ainsi :

Théâtres nationaux	32.136.000 F
Décentralisation dramatique	28.076.000 F
Aide aux animateurs	6.800.000 F
Aide à la création dramatique	750.000 F
Théâtre privé	900.000 F
Théâtre des nations	900.000 F
Formation des professionnels	2.850.000 F
Aide à l'équipement (théâtres municipaux, décentralisation, animateurs) ...	6.500.000 F
TOTAL	78.912.000 F

cinq livres sur la politique culturelle

L'année 1972 a vu paraître cinq ouvrages sur la politique culturelle.

Ce fait nouveau mérite d'être signalé et bien que ces livres aient des caractères très différents, il nous a semblé utile de les présenter ensemble.

L'Action culturelle et le budget municipal

par Jean Verpraet et Alain Lefebvre

Cet ouvrage qui reprend diverses études effectuées à la demande du Service des études et recherches du Ministère des affaires culturelles ou directement par certains de ses membres, se veut d'abord un guide pratique pour les élus et les animateurs culturels.

C'est pourquoi sa partie centrale est constituée par l'exposé d'une méthode d'analyse des budgets municipaux. L'intérêt de cette méthode, qui a été testée par les auteurs sur une dizaine de communes, est de permettre à des élus, à des animateurs, à des gestionnaires de services culturels ou à des responsables d'associations de connaître avec précision l'effort culturel de leur ville, aussi bien dans sa globalité que d'un point de vue sectoriel (coût des diverses actions par habitant ou par bénéficiaire ; importance de l'équipement par rapport au fonctionnement ; évolution dans le temps ; importance respective des diverses catégories d'interventions communales, etc...). Son emploi est de nature à faire progresser de façon décisive la connaissance des aspects financiers des politiques communales : on sait en effet que les évaluations actuelles restent très approximatives, en raison essentiellement de l'inadaptation des documents comptables aux exigences de l'action culturelle (non-comptabilisation de dépenses culturelles recensées dans d'autres postes

du budget ; typologie d'activités conçue de façon purement administrative).

Mais Jean Verpraet et Alain Lefebvre ne se contentent pas de présenter une grille d'analyse financière. Ils s'attachent également, en reprenant de façon synthétique des travaux sociologiques ou des réflexions élaborées à l'occasion de plusieurs colloques (Avignon, Grenoble), à étudier le rôle grandissant des communes dans l'action culturelle : cela les amène, notamment, à citer et à analyser les résultats d'enquêtes sur les interventions culturelles des communes urbaines.

En quoi l'analyse financière des interventions culturelles communales sert-elle l'action ? Sur ce point - et c'est une particularité intéressante de l'ouvrage - les deux auteurs n'apportent pas la même réponse : l'un, Jean Verpraet, s'efforce de montrer (exemples et propositions à l'appui) que l'emploi de cette analyse permet un renouvellement des méthodes de gestion communale et une réactualisation des moyens en fonction des choix politiques ; l'autre, Alain Lefebvre, insiste sur les limites de l'action culturelle municipale, celle-ci n'étant pas « indépendante » des problèmes qui se posent au niveau de l'ensemble de la société et des contradictions qui la traversent.

En résumé, un ouvrage technique, clairement présenté, qui ne se contente pas d'accumuler les « recettes » et resitue l'objet qu'il veut appréhender dans son évolution socio-historique.

Paris, Editions ouvrières, collection « Pouvoir local », 216 p.

Développement culturel Expériences et Politiques

par Augustin Girard

Augustin Girard avertit le lecteur qu'il ne lui propose ni une improvisation d'auteur, ni un ouvrage scientifique : « J'ai voulu simplement rendre accessibles aux responsables - politiques, administratifs ou militants - les travaux et les conclusions de ceux qui réfléchissent depuis dix ans sur le développement culturel dans le monde moderne ».

La vie culturelle n'est plus considérée comme un luxe, « l'ornement de l'abondance », mais elle appartient à la vie de tous et de tous les jours. Or la vie quotidienne est aujourd'hui « décultivante » et le cadre de la vie anticulturel : la société doit les maîtriser, tâche d'autant plus pressante que les loisirs mêmes deviennent une nouvelle aliénation. Certes, l'humanité dispose désormais des moyens audiovisuels, qui lui offrent une chance sans précédent, mais la culture que ces moyens nouveaux dispensent ne sera-t-elle qu'une consommation de plus ? Pas longtemps, pense l'auteur, car le besoin dominant des hommes reste de communiquer.

Pour communiquer il faut un médiateur, faute duquel le contact avec la culture risque fort de demeurer inopérant. « Combien de gardiens de musées, de pompiers de théâtre, après tant d'heures

passées au contact des œuvres, sont « cultivées » ? La démocratisation systématique de la culture a essuyé de nombreux échecs ; elle se heurte à une masse irréductible de « non-usagers », notamment dans les couches populaires : il ne suffit pas de proposer des places de spectacles à prix réduits pour persuader les nouveaux banlieusards d'aller au théâtre, au concert. Toute action culturelle passe obligatoirement par une médiation et c'est l'animateur qui sera le « médiateur » entre les « média », devenus innombrables, et chaque individu dans son apprentissage personnel. Un réseau ramifié de salles polyvalentes vaut dès lors sans doute mieux que quelques monuments spécialisés. Et nous sommes invités à tourner nos regards vers une école qui s'ouvrirait. « L'intégration » des équipements scolaires, sociaux et culturels offre peut-être la solution : c'est l'école utilisée à plein rendement ; ouverte en permanence à tous ceux, grands et petits, qui veulent substituer un monde « vécu » à un monde qui n'est que « représenté ».

Ainsi, la logique de l'ouvrage, dit l'auteur p. 139, est celle-là même qui peut présider à l'élaboration de politiques culturelles modernes. Cette élaboration comporte plusieurs opérations qui découlent les unes des autres : réexamen des finalités de

l'action culturelle, à la lumière de la transformation contemporaine des modes de vie (chap. 1) ; prise de conscience de la vie culturelle, telle qu'elle est réellement vécue par la majeure partie de la population et pas seulement par une élite, et connaissance des principaux pouvoirs qui la régissent, notamment dans le domaine des industries et des entreprises culturelles (chap. 2) ; découverte des médiations nécessaires et des médiateurs efficaces entre les « machines à communiquer » et les hommes (chap. 3) ; rapprochement de l'action culturelle et de l'éducation permanente (chap. 4) ; élargissement de l'action culturelle jusqu'à la maîtrise du cadre de vie (chap. 5) ; soutien des exigences innovatrices de la création (chap. 6) ; introduction de l'esprit scientifique expérimental dans la prise de décision culturelle, grâce à des instruments d'analyse forgés par la communauté internationale (chap. 7) ; rôle, enfin, des pouvoirs publics.

Augustin Girard concrétise sans cesse ces idées, en exemples précis, empruntés aux essais, aux recherches, aux réussites de nombreux pays du monde. Tantôt il nous emmène en Iran et, de là, en Suède pour nous présenter des instances supérieures, des conseils nationaux consacrés aux affaires culturelles ;

tantôt il nous met devant les yeux un graphique de la journée des adultes belges, selon qu'ils sont hommes actifs, femmes actives, ou femmes non-actives, avec le temps consacré aux occupations culturelles par chaque catégorie. Puis il nous conduit à Normandin, bourg canadien de 3.000 habitants, où se poursuit, grâce à la télévision communautaire, une remarquable expérience de formation permanente. Voici, présentés ensemble, un sondage sur les loisirs des habitants de deux villes moyennes de Roumanie et un autre sur les loisirs des Français ; voilà un document détaillé sur une expérience tchécoslovaque de politique culturelle, à laquelle s'emploient 60.000 personnes. Nous pourrions comparer avec un exposé de la formation d'administrateurs culturels au Royaume-Uni. Voilà les dépenses culturelles de la France comparées à celles de la Suède. Et, ainsi, jusqu'à la fin de son livre, qui comporte peu d'« images » mais est copieusement illustré par des faits. On trouve en outre, à la fin de chaque chapitre la bibliographie la plus abondante qui ait paru à ce jour sur le sujet de la politique culturelle.

d'après H. G.

dans « Informations Unesco » n° 625

Paris, Unesco, 156 p.

Pour une politique de la culture

par Pierre Emmanuel, de l'Académie française

Pourquoi Edmond Michelet a-t-il nommé un poète comme président d'une Commission du Plan ? Pierre Emmanuel donne aussitôt sa réponse, qui est aussi la clé de son attitude : il fallait « être le premier homme venu, un premier venu qui croit à l'homme ». Pierre Emmanuel a composé un livre « de circonstance » prolongement personnel et libre du Rapport général de la Commission des affaires culturelles qu'il préside pour développer l'idée d'une politique culturelle qui soit « une dynamique de la communauté ».

Dans la première partie, il décrit le cheminement suivi par la Commission jusqu'à l'élaboration du rapport final. A partir d'une « notion peu familière » - celle de culture -, la Commission est arrivée à un « projet peu bureaucratique » qui se présente comme une *politique globale de la culture* : le développement des activités culturelles est inséparable de l'amélioration continue des conditions de travail, de l'aménagement du cadre de vie, et la culture devient l'option politique majeure : « la forme la plus achevée qu'une époque se donne de soi ». Le Ministère des affaires culturelles est le « garant de la vie culturelle de la Nation ». L'action culturelle est ce qui permet à chacun de développer sa capacité d'être et à tous de transformer les « divisions stériles en tensions créatrices ».

« Réinventer l'humanisme » - L'auteur s'appuyant sur trois lettres de lecteurs parues dans le *Monde*, fait des variations sur le mot culture avant de préciser que celle-ci doit être mue par une idée directrice : « réintégrer l'homme ». Par quel moyen ? Par la « participation » qui est « l'expérience d'une œuvre commune » ; par une « décolonisation » qui permette à la sensibilité et à l'imagination de reprendre leurs droits sur la toute-puissante raison...

L'auteur éclaire ce combat de la raison contre la raison en prenant deux exemples : l'enseignement et les mass-média. A ses yeux, l'Ecole est une structure pesante, incapable de se transformer par elle-même. Il faut donc lui opposer - et imposer - une « école ouverte » qui soit un *cœur* plutôt qu'un *cerveau*, qui soit « décentralisée, capable d'initiative locale et par dessus tout, plus mobile », qui soit à certains moments « la maison de tous ». Quant aux mass-média, dont la puissance de possession ne cesse de croître, qui sont, comme l'affirme Mac-Luhan, des prolongements de notre corps, partie intégrante de l'homme, il faut « les exercer sur le plan psychique en les intégrant à celui de l'esprit ».

Paris, Ed. du Seuil, 207 p.

Action culturelle

Intégration

et / ou

Subversion

par Pierre Gaudibert

Comme les ouvrages précédents, le livre de Pierre Gaudibert vient à son heure : dans un format réduit, utilisant une présentation claire, l'auteur a su mettre à la disposition des praticiens de l'action culturelle, un résumé des principaux acquis de la pensée marxiste sur la culture, ainsi qu'une synthèse des débats actuels visant à caractériser cette nouvelle action « publique » qu'est l'action culturelle.

Revenir sur les discussions qui ont émaillé l'histoire du mouvement ouvrier peut a priori sembler anachronique : fort actuelles cependant sont les pages que Pierre Gaudibert consacre au différent entre Lénine et le Proletkult, aux thèses de Reich, au visage de la politique culturelle du P. C. F. autour de 1936 et aux oppositions de gauche qu'il entraîna, ainsi qu'au concept d'hégémonie mis en avant par Gramsci (l'hégémonie de la classe au pouvoir ne consiste pas uniquement en une « domination directe », par la force, des classes exploitées, mais aussi en une « direction pédagogique », ce qui suppose une adhésion active, et une organisation visant à obtenir le consentement des exploités), et aux travaux d'Althusser sur les questions idéologiques. Depuis mai 1968, ces questions préoccupent les animateurs permanents et bénévoles sous une forme ou sous une autre.

Une même volonté de clarification se marque dans les passages concernant l'analyse des idéologies impli-

cites ou explicites de l'action culturelle : le « consensus culturel », les « besoins culturels », « l'innocence culturelle », la « démocratisation culturelle », le « populisme culturel », le « salut culturel » et la « religion culturelle ». Le militant culturel qu'est Pierre Gaudibert ne manque pas l'occasion, citations et faits à l'appui, de dénoncer « ces déclarations émouvantes, ces vœux pieux, tout cet arôme spirituel qui parfume le branle-bas des pratiques culturelles... » (p. 11), et dont l'objet, pour lui, est d'occulter les effets de la lutte des classes. Certes, le reproche pourrait lui être fait d'avoir juxtaposé toute une série d'observations plus que d'avoir réellement élaboré une analyse, historiquement située, des idéologies de la culture. Mais, pour autant, certaines notations n'en sont pas moins pertinentes et ont le mérite de troubler la « belle harmonie » qui règne dans certains milieux culturels, où le discours sur les valeurs éternelles tient lieu de réflexion.

Ayant caractérisé l'action culturelle comme un appareil idéologique d'Etat, Pierre Gaudibert est amené, dans la suite de son ouvrage, à préciser les effets et les formes de la lutte de classes (lutte aussi bien idéologique que politique) à l'intérieur de cet appareil. Ce faisant, il s'attache, en utilisant notamment divers travaux de recherche, souvent peu connus, à analyser les conflits au sein de la bourgeoisie, ceux qui ont opposé des animateurs à des municipalités, le rôle impor-

tant de l'action culturelle vis-à-vis des classes moyennes ou des jeunes, l'action ambiguë des avant-gardes artistiques, etc... Il n'est pas sûr cependant que cette partie de son livre soit pleinement comprise de ses lecteurs. En plusieurs occasions (peut-être est-ce en raison du manque de recherches détaillées sur ces questions ?), Pierre Gaudibert affirme plus qu'il ne prouve. Pourquoi l'idéologie dominante est-elle, en définitive, toujours réalisée dans l'appareil culturel ? Est-ce uniquement parce que la classe dominante tient « les cordons de la bourse » ? Si l'on admet que les idéologies ont une « existence matérielle », n'est-ce pas à ce niveau qu'il aurait fallu chercher des preuves (notamment en analysant la configuration des équipements, la nature des programmes culturels, les horaires, les modalités de la participation) ?

En conclusion, Pierre Gaudibert pose une question à laquelle il n'apporte pas de réponse définitive : « Si l'action culturelle est bien... une entreprise d'intégration à l'hégémonie bourgeoise, peut-elle également de la part de ceux qui refusent le système en place, être l'occasion d'une désagrégation de la culture dominante, s'articulant à un projet révolutionnaire ? » Le débat, selon l'auteur, ne fait que commencer ; mais, pour lui, il sera primordial dans les années à venir.

Vie culturelle et pouvoirs publics

Tableau de l'activité
du ministère des Affaires
culturelles

SOMMAIRE

1. Institutions administratives, supports de l'action culturelle

1. L'Etat : responsabilités unifiées ou partage des pouvoirs
2. Autres promoteurs du développement culturel
3. Une nouvelle stratégie

2. La politique culturelle et ses mécanismes

1. La planification
2. Inventaire, Archives
3. L'environnement construit
4. Les arts plastiques
5. Les spectacles vivants
6. Les média
7. Animation culturelle et expérimentation

3. L'Etat initiateur

1. Recherche et politique culturelle
2. L'informatique au service de la politique culturelle
3. Les recherches techniques
4. Créativité, création, innovation

.... Quelle est en définitive la responsabilité de l'Etat en matière culturelle et dans quel esprit doit-il l'assumer ?

La culture n'est pas un « service public » comme les autres. Elle n'est pas affaire de prestations uniformisées à servir aux habitants d'un pays comme on leur fournit le gaz ou l'électricité. La culture, c'est une aventure proposée aux hommes, c'est une communication offerte pour une communion souhaitée.

A l'Etat de procurer à tous la possibilité d'un épanouissement culturel dont il ne saurait dicter les voies et moyens. S'il doit lui-même gérer un patrimoine devenu richesse collective et qui va du répertoire de la Comédie française aux chefs-d'œuvre du Louvre (en passant par les trésors des archives et la chaîne des cathédrales), il doit aussi et tout autant faire accéder non pas une élite mais la grande masse à la possession consciente de ce patrimoine. Mais il doit aussi favoriser la création et permettre la formation la meilleure de ceux qui, demain, feront la culture de l'avenir....

.... Ce livre est un instantané, une prise de vue en un moment

bien précis - l'hiver 71 - 72 - de la vie culturelle du pays, à travers le prisme de la responsabilité des pouvoirs publics dans le domaine culturel. Il a de ce fait le caractère un peu flou, désordonné, d'une image immédiate qui cherche à rendre compte de la vie en train de se faire....

.... L'impression dominante qui devrait en résulter pour le lecteur est celle d'un fourmillement d'initiatives et de réalisations, celle aussi d'une transformation en profondeur : l'ordinateur au musée, le théâtre dans la rue, la peinture classique sur le petit écran, l'intégration de la culture à l'école, la grande sculpture devant une façade d'H. L. M., tout ceci était-il imaginable il y a seulement dix ans ? Comment imaginer que cette transformation inouïe se fasse sans difficultés, sans erreurs, sans passion ? L'essentiel est qu'elle se fasse et qu'il se trouve, dans le Ministère, dans les villes, chez les artistes, des hommes pour y croire, et pour braver les incompréhensions, les scepticismes, les sectarismes de toute nature, et que cela se fasse dans une atmosphère de liberté....

*(extraits de la préface
par Jacques Duhamel)*

quelques articles parus en 1971 sur l'animation et l'action culturelle ⁽¹⁾

L'animation socio-culturelle. - *Cahiers JEB*, T. 15, n° 3, sept. 1971, 101 p.

L'animation culturelle : quelques approches — L'animation socio-culturelle : une meilleure communication entre les individus — L'animation culturelle, action privilégiée — L'animation : un besoin qui se cherche — Animation engagée et éducation nouvelle — Raisons et caractéristiques de l'animation socio-culturelle — L'animateur culturel face au pouvoir politique — Animation et Maisons de la culture — Organisations volontaires et animation socio-culturelle — Bibliographie.

BELLOIN (Gérard) - L'ordre moral, la politique culturelle, le pouvoir - *La Nouvelle critique* n° 42, mars 1971, 6 p.

Une des dimensions de la liberté de création — Une série de faits récents — Leurs conséquences — Des raisons politiques — Des propositions inquiétantes — « Réorganisation » et préoccupations idéologiques — Maîtriser la révolution de l'audio-visuel — Pour la liberté de création.

BESSE (Guy) - Signaux pour la culture - *La Nouvelle critique*, n° 40, janv. 1971, 5 p.

Le révolutionnaire n'est pas un thaumaturge — Culture et politique — Le langage de l'artiste — La suffisance, redoutable défaut — Confrontation des hommes et des écoles.

BONZON (Philippe) - La recherche culturelle - *ATAC - Information*, n° 33, juin - sept. 1971, 3 p.

Ouverture de la Maison de la culture de Nevers — Action culturelle : recherche, publicité, besoins culturels, la nouvelle alliance.

CHABAN-DELMAS (Jacques) - Jalons vers une nouvelle société - *Revue des 2 Mondes* n° 1, janv. 1971, 11 p.

La décentralisation — Les relations du travail — Le développement culturel.

COSTER (Michel de) - L'acculturation, *Diogenes*, n° 73, janv. - mars 1971, 18 p.

Essai de définition — Le caractère bilatéral de l'acculturation — Aspects pathologiques de l'acculturation — L'emprunt dans le processus d'acculturation — Aspects méthodologiques de l'acculturation.

Deux regards sur l'« Image-action de la société » d'Alfred Willemer. - *Revue française de sociologie*, n° XII-1, janv. - mars 1971.

La « politisation culturelle », ouverture ou confusion par Antoine RAYBAUD, 8 p.

Un objet ambigu, une méthode contestable, par Claude DUBAR, 2 p.

DROUET (Jacques) - L'expérience d'Yerres : la culture en libre-service - *Preuves*, n° 7, 3^e trim. 1971, 13 p.

Traduire en actes les idées les plus utopiques — Une date de naissance mémorable : mai 1968 — Les activités démarrent avant que les bâtiments ne soient sortis de terre — Concert Messiaen sur fond d'averse sonore — Une opération-vitrine destinée à vendre une idée ? — L'école se protège des perturbations du monde extérieur — A notre époque est-il encore opportun de construire des écoles ? — Les équipements intégrés remettent en question la laïcité — Le rôle des éducateurs n'est plus de fournir le matériel, mais d'aider à dessiner l'architecture — Une culture sans règles et sans hiérarchie — Les Yerres sont-ils abonnés au C. E. C. comme au téléphone ? — Le mot rouge de mai : autogestion.

DUMAZEDIER (Joffre) - Questions pour un éventuel plan européen de développement culturel - *Lo Spettacolo*, n° 4, oct. - déc. 1970.

Critères de la planification — Besoins — Ressources — Le chercheur — L'expert culturel — L'administrateur — L'homme politique.

Le fonds d'intervention culturelle (F. I. C.) - *Notes d'Information du Ministère des Affaires culturelles*, n° 13, 3^e trim. 1971, 4 p.

Objectifs — Modalités d'intervention — Actions engagées au cours de la première tranche 1971 — Perspectives d'avenir.

FONJEP (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation populaire) - Les animateurs du FONJEP - *Temps libre*, n° 26, oct. 1971, 3 p.

Répartition, recensement, implantation des postes du FONJEP — Le FONJEP et la régionalisation — Suggestions pour l'avenir — Mesures financières souhaitées par les associations du FONJEP.

Foyers culturels et maisons de la culture - *Cahiers JEB*, T. 15, n° 1 et 2, juin 1971, 128 p.

Le développement de l'animation culturelle en Wallonie — Maisons de la culture et foyers culturels au service de l'animation — Leur infrastructure — Utilisation des locaux et installations scolaires à des fins étrangères à l'enseignement — Bibliographie.

GIBIAT (Jean-Paul) - L'école et le reste, *L'Éducation*, n° 92, 11 février 1971, 4 p.

Sur un colloque organisé par la Fondation pour le développement culturel sur le thème : « Les avantages des équipements intégrés pour la participation du grand public aux activités éducatives et culturelles » en novembre 1970 à Yerres.

(1) Bibliographie établie à partir du dépouillement de quatre-vingts périodiques français.

GINTIS (Herb) - Contre-culture et militantisme politique, *Les temps modernes*, n° 295, février 1971, 28 p.

Histoire et théorie de l'aliénation — Les besoins et leur médiation culturelle — Stratification et prise de conscience — L'éducation : production d'une force de travail aliénée — Etat et révolution.

GOUTMANN (Marie-Thérèse) - La politique culturelle du pouvoir, *Cahiers du Communisme*, nos 7-8, juillet - août 1971, 10 p.

L'enveloppe idéologique — Des moyens financiers dérisoires — Mainmise du pouvoir et tentative d'intégration — A pas feutrés — Un combat.

GUICHARD (Olivier) - La coopération culturelle franco-allemande et les perspectives européennes. Discours du Ministre de l'Education Nationale à la Conférence permanente des ministres de l'Education des Länder. - *L'Education*, n° 115, 28 oct. 1971, 8 p.

Une réussite exigeante et exemplaire — La civilisation est fille de l'espace — S'approprier le bien commun — La culture passe par le langage — A la crise de la culture, la solution est européenne — L'institution scolaire et universitaire tient une place décisive — Nécessité d'un instrument — Le Centre et la C. E. E. — Une communauté éducative ouverte.

HOGGART (Richard) - Pas d'existence valable sans culture vivante. - *L'Education*, n° 115, 28 oct. 1971, 3 p.

Discours prononcé à l'occasion du 25^e anniversaire de l'Unesco.

IMBERT (Maurice) - L'Environnement dans la préparation du VI^e Plan, *Environnement*, n° 1, fév. 1971, 11 p.

Le VI^e Plan — L'enseignement — Décloisonner l'école — La réforme pédagogique — L'éducation permanente — L'action culturelle — Les loisirs — Environnement et société — L'approche interdisciplinaire — Le champ des possibles — L'architecte — La culture — La pluridisciplinarité.

JACQUIER (Jean-François) - Grands ensembles : l'assistance socio-culturelle en accusation. - *Ere régionale*, n° 12, juin 1971, 2 p.

Une culture sans luxe — Loger et faire vivre.

LANGLOIS (Pierre) - La culture en pantoufles à la portée de tous ? *Pourquoi ?* n° 78, déc. 1971, 10 p.

Dépenses culturelles — Cinéma amateur et cinéma professionnel — Un phénomène rural — Théâtre : pas une question de prix.

Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente : Rapport d'activité. - *Animateur - Informations*, n° 5, juin 1971, 24 p.

Sans morosité — Constance dans les objectifs — Vers les 30.000 associations affiliées — Un pool d'animation des groupements de milieu et des activités — Un institut de formation — Un autre d'information et de documentation — Des services socio-culturels — Un office de coopération et de relations internationales — Pour une politique cohérente de l'action socio-culturelle — Le mouvement en marche — Un centre d'attraction.

MC DERMOTT (Frank) - Le XX^e Siècle devant la culture - A Venise, dans une conférence de l'UNESCO sans précédent, 88 Etats examinent ensemble les problèmes de politiques culturelles - *Le Courrier de l'UNESCO*, janv. 1971, 14 p.

Du droit à la culture aux devoirs des gouvernements — Se nourrir uniquement d'une culture d'emprunt, c'est vivre la vie des autres — Communications de masse et culture de masse.

MADRAL (Philippe) - Où en est le théâtre en 1971 ? *Tendances*, n° 69, fév. 1971, 16 p.

La saison 1967-68 — De Villeurbanne à Avignon — L'après-mai.

Politique culturelle des foyers de jeunes travailleurs. - *Temps libre*, n° 23, 15 fév. 1971, 3 p.

Buts et activités — Difficultés financières.

La politique de la lecture publique - *L'Education*, n° 100, 22 avril 1971, 3 p.

Discours de M. Guichard — La bibliothèque de Massy.

L'animatique, panorama de l'animation sociale, culturelle, commerciale, pastorale, politique. - *Pour*, n° 18/19, mars 1971, tout le numéro, 134 p.

Les genres : Animation culturelle, socio-culturelle, sociale, socio-économique, politique, de formation, pastorale, commerciale.

Les champs : L'entreprise, le centre commercial et socio-commercial, la station touristique, la zone rurale, l'agglomération urbaine, la manifestation, l'animation des jeunes.

Les données : Animation et sciences humaines - Animation et architecture - Animation et management.

Conclusion : vers l'animatique, par M. COULON.

L'animatique, la participation sociale, les acteurs de l'animation. - *Pour*, n° 20, mai 1971, 59 p.

Participation sociale, par M. MEISTER.

Type et facteurs de la participation, dimensions idéologiques, implications pour l'action.

Acteurs de l'animation :

Mouvements et agences d'animation, animateurs militants et spécialistes, formation, diplômes d'Etat.

Pour des équipements éducatifs et culturels intégrés. - *Pour*, nos 23-24, oct. 1971, 128 p.

Equipements intégrés et VI^e plan — Pourquoi des équipements intégrés ? Colloque « équipements intégrés et villes nouvelles » — Problématique de programmation des équipements intégrés — Expériences de : Yerres, Grenoble-Echirolles, Istres, Montreuil-Bellay, Vaudreuil, Evry - Centres socio-culturels de collèges agricoles - L'agora de Dronten.

Pour une politique concertée des équipements socio-éducatifs. - Rapport du groupe de réflexion réuni de mai 1969 à avril 1970 sous la présidence de M. BRICHET. - *Temps libre*, n° 25, 1^{er} juil. 1971, 6 p.

Principes — Participation des usagers — Polyvalence, spécialisation et complémentarité des

équipements — Mobilité et flexibilité — Locaux collectifs résidentiels — Réservation foncière — Actions à mener — Examen critique d'équipements existants.

Rapport de la Commission des Affaires culturelles du 54^e congrès des maires de France (Rapporteur Michel DURAFOUR). - *Départements et communes*, avril 1971, 5 p.

Action culturelle des communes — Les activités culturelles traditionnelles : la lecture, le théâtre et les arts, les musées et la conservation du patrimoine culturel — Les activités culturelles nouvelles : la télévision, les maisons des jeunes et de la culture — Quelques problèmes : les animateurs, l'animation des nouveaux ensembles.

Le rôle de l'action socio-culturelle dans une démocratie, ses limites, ses rapports avec l'action politique et l'action syndicale. Congrès de Bordeaux, juillet 1971. - p. 24, *Animateur - Informations*, n° 7, oct. 1971.

Le rôle des habitants dans leur quartier : l'exemple du 13^e arrondissement à Paris. - *Correspondance municipale*, n° 123, sept. 1971, 44 p.

Situation du 13^e arrondissement — Mutation des emplois — Opérations de rénovation et leurs conséquences sociales — Naissance et évolution d'une association de participation à l'urbanisme : l'A. D. A. 13 — Enquête de nouvelles activités culturelles — Les obstacles à l'action des habitants — Quel pouvoir municipal pour Paris ? Influence du passé sur la formation du nouveau 13^e.

Le VI^e Plan... au service de qui ? Ce qui signifie les choix du Plan Politique culturelle... une véritable peau de chagrin. - *Confronter*, n° 9, avril 1971, 2 p.

VI^e Plan de développement économique et social. (Extraits du rapport soumis par le gouvernement au Conseil économique et social, p. 56 à 59 et 175 à 180) *Notes d'informations du Ministère des Affaires culturelles*, n° 13, 3^e trim. 1971, 8 p.

Développement culturel — Animation — Protection du patrimoine artistique — Formation — Création — Diffusion.

SIOHAN (Robert) - La part de la musique. - *L'Education*, n° 90, 28 janv. 1971, 2 p.

La part de la musique dans les programmes télévisés et sa mission culturelle.

Théâtre et enseignement. L'animation théâtrale, enregistrement d'une soirée-débat, transcription et adaptation de G. Delannoy et C. Dufau. - *Cahiers pédagogiques*, n° 98, mars 1971, 10 p.

L'improvisation et son langage — La querelle des Anciens et des Modernes — Comment utiliser le répertoire classique ? — Pour faire jouer les élèves, former d'abord les maîtres — Le répertoire moderne utilisable — Elargir la participation — La création sauvage — « Il est permis de rêver »...

THIBAUD (Paul) - De l'information à l'action culturelle. - *Esprit*, fév. 1971, 17 p.

Le malaise de la presse d'information — Les sociétés de rédacteurs — Presse de la tête et presse du cœur — L'institutionnalisation — L'initiative culturelle.

TREFFEL (Jacques) - Des centres socio-culturels s'installent dans des établissements scolaires. - *L'Education*, n° 104, mai 1971, 2 p.

Dans des C. E. S. — Dans une cité scolaire.

Vient de paraître :

Aspects de la recherche au ministère des Affaires culturelles

Document établi à l'occasion de la Conférence des ministres de la culture d'Helsinki - juin 1972

Disponible au Service des études et recherches, 6, rue Montpensier, Paris - 1^{er}.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 3, rue de Valois, Paris 1^{re}. - Téléphone : 231.05.41

n° 15

décembre 1972

REPÈRES

le livre en france

En 1970 les 500 maisons françaises d'édition ont publié 21.571 titres et ont atteint un chiffre d'affaires de 2 milliards.

- Ces 21.571 titres ont été tirés à 322,5 millions d'exemplaires. Ils comprennent 10.924 nouveautés tirées à 133 millions d'exemplaires.
- 80 % du chiffre d'affaires est réalisé par 18 % des maisons d'édition et 371 éditeurs déclarent un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 f. Les exportations s'élèvent à 17 % du chiffre d'affaires global hors taxe, c'est-à-dire 335 millions de francs.
- Les salaires distribués s'élèvent à 274 millions de francs et les effectifs à 10.900 personnes.

En 1970, 238 millions de livres vendus.

- 25 % par des ventes directes et 75 % par des libraires.

En 1968, les dépenses globales des ménages pour les achats de livres étaient estimées à 2,1 milliards, soit 0,6 % de l'ensemble des dépenses de consommation.

De 1960 à 1970 ces dépenses ont doublé et la part des dépenses de livres dans l'ensemble du budget a augmenté de 25 % (en francs constants).

Croissance très nette de 1960-1970 dans tous les secteurs.

Le nombre de titres édités est passé de 11.878 en 1960 à 21.511 en 1970, c'est-à-dire une augmentation de 80 %. La production en nombre d'exemplaires atteignait 179 millions en 1960 et 322 millions en 1970, soit une augmentation de 70 %.

Les effectifs en personnel ont augmenté de 50 % : 7.240 personnes en 1960 et 10.900 en 1970.

Le tirage moyen d'un livre reste à 15.000 exemplaires pour les dix dernières années.

Cependant la moitié des français adultes déclarent n'acheter jamais de livres et 9 % seulement sont inscrits dans une bibliothèque.

48 % n'en achètent jamais
1,7 % n'en achètent presque jamais
9,5 % en achètent souvent

27,2 % des adultes soit 54,2 % des acheteurs de livres achètent des livres de poche.

En 1967, les ménages français possédaient un milliard de livres, mais 90 % de ces livres sont possédés par 40 % des ménages.

40 % de la population âgée de plus de 14 ans ne lit jamais
60 % lit au moins un livre par an.

S O M M A I R E

1. REPÈRES.
Le livre en France.
2. DOSSIER.
Cinéma et télévision dans quelques pays d'Europe.
3. BIBLIOGRAPHIE.
Les équipements intégrés.

Cinéma et télévision dans quelques pays d'Europe

Chaque chaîne de télévision en Europe diffuse en moyenne 155 films de long métrage par an.

En 1969 ou 1970, le nombre suivant de films de long métrage a été diffusé par la télévision :

Allemagne fédérale (3 chaînes).....	608
Autriche (2 chaînes).....	480
Belgique (2 chaînes).....	208
Espagne (2 chaînes).....	246
France (2 chaînes).....	378 (1)
Grèce (2 chaînes).....	200
Italie (2 chaînes).....	100
Luxembourg (1 chaîne).....	286
Suisse (Télévision de Genève).....	127

La moyenne étant de 155 films par chaîne, on constate l'importance du cinéma dans les programmes allemand, autrichien et luxembourgeois. Ajoutons que Télé Monté-Carlo diffuse un film chaque soir.

Le nombre de films diffusés a considérablement augmenté en Allemagne fédérale en dix ans : 242 films en 1961 et 608 films en 1970.

En France, 11,25 % du temps d'antenne des deux chaînes est consacré aux films.

Informations 21,13 % du temps d'antenne,
Sports 11,42 %.

Les films projetés sur les deux chaînes françaises sont :

français.....	36,5 %
américains ou anglais.....	55 %
italiens.....	3,2 %
allemands.....	1,3 %
pays de l'Est.....	2,9 %
divers.....	1,1 %

Il est intéressant de noter la proportion des films français et américains diffusés dans d'autres pays :

Pays	Films français	Films américains
Belgique.....	38 %	38 %
Luxembourg....	38,4 %	37 %
Espagne.....	6,5 %	70,7 %
T V de Genève..	38,5 %	chiffre inconnu

(1) 1^{re} chaîne : 180, 2^e chaîne : 198.

Source : Les émissions européennes de télévision sur le cinéma, par Paul Légière, Conseil de l'Europe, 1971.

Les rapports entre le cinéma et la télévision sont généralement réglementés pour parer à la concurrence de la télévision sur le film.

Une solution contractuelle ou tacite est souvent adoptée : les films de long métrage sont télédiffusés après un certain délai d'exploitation cinématographique (3 ans en Belgique, 5 ans en Suisse). Il peut être convenu aussi, comme en Italie, de ne pas diffuser sur les antennes des films de spectacle durant les week-ends (le samedi en France).

Des accords sont parfois signés entre organismes de télévision et organisations professionnelles cinématographiques. Ils tendent à limiter le nombre de films diffusés hebdomadairement (Suisse), à interdire les rediffusions de films pendant les week-ends (Italie), à assurer un délai de protection à l'exploitation cinématographique (Belgique, Suisse), à imposer un quota pour les films nationaux (50 % en Italie), et même à coopérer à la production d'émissions d'information sur le cinéma (Italie).

En France, un accord a été conclu le 14 mars 1972 entre l'O. R. T. F. et le Centre national de la cinématographie (voir encadré).

Les conséquences économiques des accords conclus entre la profession cinématographique et les organismes de télévision sont très instructifs. C'est ainsi qu'en Suisse la baisse de fréquentation cinématographique n'aurait été que de 8 % seulement alors qu'elle atteignait 30 à 40 % dans les pays voisins pendant la même période.

En France par exemple, la fréquentation cinématographique est passée de 355 millions de spectateurs en 1960 à 183 millions en 1970.

ACCORD O. R. T. F. ET CENTRE NATIONAL DU CINEMA

La déclaration commune concernant l'organisation des rapports entre le Cinéma et l'O. R. T. F. signée le 14 mars 1972 par le Ministre des Affaires culturelles et le Directeur général de l'O. R. T. F. marque l'aboutissement de longues et difficiles négociations. Son objectif est l'instauration d'une coopération fructueuse entre le cinéma et la télévision. Aux termes de ces accords, un film sur deux diffusé par l'O. R. T. F. devra être français ; le prix d'achat par l'Office du droit de diffusion des films de long métrage sera régulièrement augmenté ; le temps d'antenne consacré aux films ne devra pas dépasser 10 % du temps total des émissions ; le développement des coproductions permettra à l'O. R. T. F. d'apporter à la production cinématographique une participation financière annuelle intéressante ; l'Office s'engage à apporter une contribution aux ressources du compte de soutien ; enfin des studios communs seront construits à Bry-sur-Marne.

L'Italie par contre, qui diffuse le moins de films de long métrage à la télévision est le pays où la fréquentation cinématographique conserve le plus haut indice de spectateurs malgré une baisse qui coïncide avec l'apparition de la télévision ; il est intéressant de comparer les chiffres français et italiens.

ANNÉE	ITALIE	FRANCE
1950	662 millions	370,7 (2)
1955	819 "	394,9
1960	745 "	352,6
1965	680 "	259,1
1970	525 "	183,1

On constate cependant en Italie une correspondance étroite entre le nombre de récepteurs TV et les recettes cinématographiques dans les différentes régions de ce pays (année 1967) (3). — Voir tableau ci-dessous.

La télévision est souvent un instrument de promotion du cinéma de qualité.

Beaucoup de grands films sont diffusés à la télévision sans présentation particulière. Mais parfois ils sont mis en valeur par le style de l'émission dans laquelle ils s'insèrent (le film d'art et d'essai du lundi et festival

du film en Allemagne, Ciné-club de minuit et 7^e art en Belgique, Au cinéma ce soir en France). Il arrive fréquemment cependant que les films d'accès difficile, notamment les courts métrages, ou les films en version originale sous-titrée, soit diffusés à une heure tardive. En Allemagne fédérale, la troisième chaîne projette davantage que les autres des films éducatifs et culturels et des films d'art et d'essai.

Des films expérimentaux sont parfois projetés en émissions spéciales (Allemagne : *der besondere Film* ; France : productions du Service de la recherche de l'O. R. T. F.). Rares sont les films « sauvages » ou d'amateurs projetés à la télévision (quelques expériences en Allemagne, Italie et Pologne).

La télévision joue un grand rôle d'information sur la production cinématographique en insérant les nouvelles du cinéma dans l'information générale, mais surtout grâce aux magazines spécialisés où sont présentés des extraits de films, des reportages, des interviews, des commentaires critiques, etc... La grande majorité des télévisions européennes produisent des magazines de ce genre, plus ou moins critiques et soucieux d'un enrichissement culturel.

Précisons enfin, qu'en général la télévision scolaire n'accorde aucune place à l'enseignement du cinéma, sauf en Belgique, en Italie et en France où quelques essais timides ont été tentés.

RÉGION ITALIENNE	TELEVISION		RECETTES CINEMATOGRAPHIQUES	
	Récepteurs	%	Recettes en lire	%
Septentrionale.....	4.117.923	54,4 %	91 millions	55 %
Centrale.....	1.602.351	21,1 %	36 millions	22 %
Méridionale.....	1.289.838	17 %	24 millions	15 %
Insulaire.....	567.541	7,5 %	13 millions	8 %
Total.....	7.577.653	100 %	164 millions	100 %

(2) La fréquentation est calculée en année cinématographique pour 1950, 55, 60, 65 et en année civile en 1970.

(3) Voir notre dossier « le cinéma français en 1970 » - Dév. culturel, n° 8.

Les équipements intégrés

- ANOUIL (Gilles) - L'Ecole ouverte sur la vie. - L'expérience menée à Yerres pour jeter un pont entre enfants et adultes - *Réalités*, n° 312, janvier 1972, pp. 40-47.
- Articles de presse parus de 1967 à 1972 sur le centre éducatif et culturel du val d'Yerres. - Yerres, Centre éducatif et culturel, 7 p. ronéo.
- BRASSART (R.) - Equipements intégrés, objectifs, moyens. - Paris, Ministère de l'Education nationale, 1970, 14 p. ronéo.
- Le Centre Educatif et culturel du val d'Yerres. - Yerres, C. E. C. - *Service des relations extérieures*, mars 1970, maquette, 10 p.
- Le Centre éducatif et culturel d'Yerres. - *Dossier pour notre temps*, n° 62, mai 1969, 4 p.
- Le C. E. C. du val d'Yerres. *Notes d'Information du Ministère des Affaires culturelles*, n° 4, 2^e trimestre 1969.
- Le Centre éducatif et culturel d'Yerres. - Extrait de : Etude sur les organismes assurant la coordination des équipements collectifs et de l'animation socio-culturelle dans divers types de circonscriptions territoriales. 1 - Etudes monographiques. - Paris, Ministère de l'équipement et du logement et centre d'études des équipements résidentiels, octobre 1969, 24 p.
- CENTRE DE SOCIOLOGIE EUROPÉENNE. - Rapport sur les élèves du C. E. S. d'Yerres. - Paris, Ministère des Affaires culturelles, Service des études et recherches, 1970, 35 p.
- CHABANNE (Jean) - L'intégration des équipements collectifs en France. - 1972, 127 p., ronéo, bibliographie.
- CHABANNE (Jean) - COUGNOT (Philippe) - Réflexions sur l'intégration des équipements - *Urbanisme* n° 125, 1971, pp. 16-23.
- CHAUCHOY (Jean) - Les équipements publics intégrés dans le VI^e Plan. - *Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment*, n° 49, 5 déc. 1970, pp. 15-18.
- CHAUCHOY (Jean) - L'intégration des équipements collectifs urbains. - *Urbanisme* n° 125, 1971, pp. 13-15.
- COMMISSION DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET SOCIO-ÉDUCATIVES - Rapport du groupe de recherche pour une meilleure utilisation des locaux scolaires, 2 février 1971, 36 p.
- CONSEIL DE L'EUROPE. Comité de l'éducation extra-scolaire. - Education permanente, fondements d'une politique éducative intégrée. - Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1971, 59 p.
- C. R. E. D. O. C. (Centre de recherche et de documentation). - L'implantation du centre éducatif et culturel à Yerres. - Paris, Ministère des Affaires culturelles, Service des études et recherches, 1970, 81 p.
- DROUET (Jacques) - L'expérience d'Yerres : la culture en libre-service. - *Preuve* n° 7, 1971, pp. 74-86.
- L'Education permanente et l'école. - *Cahiers JEB*, n° 1-2, mars-juin 1972, 185 p. bibliographie.
- L'Ecole dans la ville. - Articles de J. Mullene, R. Ueberschlag, J. Ader, A. Catteaux, R. Mallerin, G. Jacquinet, M. Debeauvais. - *Les Amis de Sèvres*, n° 3, 1972, Sèvres, Centre International d'études pédagogiques, 51 p.
- ELIET (Max) - Epernay : un foyer de jeunes travailleurs intégré à une Maison des Jeunes et de la Culture. - *Pas à pas*, n° 14, 1971, pp. 7-8.
- Les Equipements intégrés : L'Ecole ouverte. - Extrait de : Vie culturelle et pouvoirs publics, Paris, la Documentation française, 1972, pp. 206-210.
- FONDATION POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL. - Les équipements intégrés : réflexions à partir des actes des colloques d'octobre et de novembre 1970 à Yerres, rédigées par Nicole Chartier. - à paraître dans *Notes et études documentaires* à la Documentation française.
- FONDATION POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL. - Propositions de programme pour les équipements scolaires sportifs et socio-culturels du centre de quartier d'Elancourt-Maurepas. Paris, décembre 1970, 43 p. tabl., graph.
- GIBIAT (Jean-Paul) - L'Ecole dans la cité. - *L'Education*, n° 85, 1970, pp. 18-20.
- GIBIAT (Jean-Paul) - L'Ecole et le reste. - *L'Education*, n° 92, 1971, pp. 12-15.
- GIRARD (Augustin) - Culture et Education permanente. - Extrait de : Développement culturel : expériences et politiques. Paris, Unesco, 1972, pp. 77-88, bibliographie.
- I. A. U. R. P. (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne). - Equipements culturels et socio-éducatifs. - *Cahiers de l'I. A. U. R. P.* vol. 23, mai 1971, 56 p.
- Pour des équipements éducatifs et culturels intégrés. - *Pour*, n° 23-24, octobre 1971, 128 p.
- SCHBIN (Ionel) - L'espace global polyvalent de Dronten. - Paris, Vincent et Fréal, 1970, 23 p.
- SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA JEUNESSE, AUX SPORTS ET AUX LOISIRS. Direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives, Service des Etudes et actions générales. - Propositions pour une politique concertée des équipements socio-éducatifs. - Paris, 1970, 187 p.
- TEITGEN (Paul) - Note sur les équipements intégrés. - Paris, Ministère des Affaires culturelles, Service des études et recherches, mai 1971, 9 p. dactyl.
- TORAILLE (R.) - Action culturelle à l'intention des milieux scolaires. - juin 1969, 48 p. ronéo-typées, annexes.
- TREFFEL (Jacques) - Des centres socio-culturels s'installent dans des établissements scolaires. - *L'Education*, n° 104, mai 1971, 2 p.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 4, rue d'Aboukir, Paris 2^e. - Téléphone : 231.81.40

n° 16

mars - avril 1973

REPÈRES

la Sacem

30.000 sociétaires

La SACEM ⁽¹⁾ est exclusivement composée d'auteurs (poètes et auteurs de textes d'œuvres musicales), de compositeurs (de la chanson à la « musique sérieuse ») et d'éditeurs. Elle compte actuellement 30.000 sociétaires et enregistre environ 900 adhésions par an.

40.000 œuvres nouvelles par an

Environ trois millions d'œuvres sont protégées par la SACEM. Elle enregistre annuellement 40.000 œuvres nouvelles dont :

- 800 œuvres de musique sérieuse
- 30.000 chansons
- 6.000 œuvres de musique légère
- 420 partitions de musique de films.

1) La Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique est un organisme professionnel d'auteurs créé en 1851 qui ne tient ses droits ni d'un monopole légal, ni d'autre concession qui lui aurait été reconnue par le Gouvernement. Elle fonctionne sous la forme d'une société civile. Ses membres lui font apport du droit d'autoriser et d'interdire l'exécution publique de leurs œuvres ainsi que leur reproduction mécanique visuelle et audio-visuelle.

SOMMAIRE

1. REPÈRES.
La Sacem.
2. DOSSIER.
Deux points de vue sur la politique culturelle.
3. BIBLIOGRAPHIE.
Le Théâtre pour enfants.

200 millions de francs en droits d'auteur

La SACEM intervient chaque fois qu'il y a communication publique d'une œuvre d'un de ses membres. Elle traite ainsi environ un million de programmes par an, représentant 45 millions d'œuvres et passe annuellement :

300.000 contrats avec des organisateurs de spectacles occasionnels et 100.000 contrats avec les organisateurs de spectacles permanents.

Le montant global des redevances en 1970 a atteint 200 millions de francs.

Les droits perçus par la SACEM sont répartis entre les divers ayants droit d'une œuvre à raison de :

en matière d'exécution publique

- 1/3 au compositeur de la musique
- 1/3 à l'auteur des paroles
- 1/3 à l'éditeur de l'œuvre

en matière de droits de reproduction mécanique

- 50 % pour les créateurs intellectuels
- 50 % pour l'éditeur
- ou selon les accords intervenus entre les ayants droits.

La SACEM à l'étranger

La SACEM intervient dans 17 pays étrangers directement et dans les 40 autres pays par l'intermédiaire de sociétés nationales similaires avec lesquelles elle a passé des accords de réciprocité.

Pour 1969, les sommes provenant de sociétés étrangères se sont élevées à 31.021.510 francs. Les sommes adressées par la SACEM à ces sociétés s'élevaient à : 24.506.892. francs.

Source : « Voici la SACEM, Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique, cette inconnue ». SACEM - 1971.

Deux points de vue sur la politique culturelle

Dans le numéro 14, nous avons présenté cinq livres parus en 1972 sur la politique culturelle. Nous complétons aujourd'hui cette présentation.

L'Action culturelle dans la cité

par Francis JEANSON

« Je veux donner d'emblée ce livre pour ce qu'il est : un acte de foi. Le même, très précisément, que celui qui m'a conduit, en avril 1967, à m'engager dans une « action culturelle », dont la pratique m'était tout à fait étrangère ».

Ainsi commence le livre de Francis Jeanson, un philosophe et essayiste, qui de 1967 à 1972 est devenu animateur et formateur culturel à Chalon-sur-Saône et dans toute la région. Son action et sa réflexion ont rencontré à la fois des difficultés locales et un rayonnement national. Depuis son rôle au Comité permanent des directeurs des théâtres populaires et des maisons de la culture, constitué à Villeurbanne en mai-juin 1968 jusqu'à son projet d'un Institut de recherche et de formation culturelle en janvier 1972, une série d'interventions jalonnent cet itinéraire : composant une importante partie de documents, ils viennent faire un contrepoint constant à une réflexion chaleureuse sur le sens et la pratique de l'action culturelle.

C'est bien d'un acte de foi qu'il s'agit, du témoignage d'un individu qui refusant l'impuissance solitaire, veut donner sens à une entreprise qui s'emploie à rejoindre les autres individus pour que tous parviennent à prendre en main « la chose publique ». Telle est la finalité de l'action culturelle, une « pédagogie du civisme », qui s'enracine dans

une cité à l'échelle humaine (de 30.000 à 80.000 habitants) afin qu'elle devienne une communauté de concitoyens. C'est une entreprise de « politisation » au sens large du terme, qui passe par le dialogue sans vouloir gommer les conflits sociaux et politiques traversant la cité.

Chemin faisant, Francis Jeanson, précise sa conception de la culture et de l'héritage culturel (celui-ci n'est pas nié mais doit être interrogé à partir de la pratique du présent) comme celle de la politique (qui ne doit pas rester le monopole de spécialistes et de partis, puisque c'est l'existence sociale, privée, quotidienne de chacun qui est directement concernée).

Une fois les finalités précisées et les malentendus dissipés (ce qui donne lieu à une mise au point face à des critiques qui lui furent faites par Roland Leroy) il peut alors envisager les moyens et modalités de l'action culturelle. La création n'a de sens que si elle est profondément engrenée à l'animation entendue comme une tâche prioritaire pour créer le dialogue et la rencontre entre les hommes, alors que les mass media ne permettent pas paradoxalement de communiquer. Une série de problèmes concrets sont alors abordés avec beaucoup de justesse et de finesse : l'importance et la situation difficile du créateur-animateur, l'animation envisagée comme une création, c'est-à-dire une expression mise rigoureusement en forme, la nécessité d'une équipe d'animation.

Cette dernière pose de multiples questions : le leader, les différences de revenus, la formation ; car finalement, la formation apparaît comme la clef d'une véritable action culturelle et commence par celle des animateurs. D'où la nécessité sans cesse réaffirmée d'un institut

de formation, si la société et les pouvoirs publics veulent réellement multiplier les lieux communs entre des citoyens responsables. Mais il reste l'interrogation face au livre : peut-il y avoir des « lieux communs » dans une société conflictuelle ?.

Paris, Editions du Seuil, 250 p.

Le Développement culturel Obstacles et Suggestions

par Jean-Marie DOMENACH

Il faut renverser les termes dans lesquels ont traité jusqu'à présent le développement culturel. Il s'agit de diffuser des connaissances, d'ouvrir à la masse l'accès d'un « trésor » réservé à une élite. Il s'agit maintenant :

1^o) que chacun se reconnaisse et se taille un domaine dans l'immense fourre-tout d'une culture moyenne, que l'école ne prépare pas à maîtriser ; 2^o) que le plus grand nombre soit mis en état de créer quelque chose, et pas seulement de recevoir une multitude de signes et de spectacles.

Autrement dit, c'est moins la diffusion qui compte que la sélection, l'appropriation et l'initiative. On est passé de la rareté à la surabondance. D'où des possibilités infinies, mais aussi la menace de l'insignifiance et du retrait.

La culture s'est séparée de la vie. Habiter, travailler, parler : ces trois fonctions essentielles de la culture ont été dissociées de leur contexte naturel, rationalisées et conditionnées par le rendement et le profit.

La question se pose ainsi aujourd'hui : ou bien la culture entrera en conflit avec le projet industriel, ou bien elle sera capable de maîtriser le projet industriel et de l'inscrire dans une visée de civilisation.

Aucune « sub-culture », aucune « anti-culture » ne peuvent nous sauver ; on ne peut compter que sur la rencontre et l'appropriation libre d'éléments culturels d'origines diverses. C'est cette réserve culturelle qui, arrachée à son exil, est capable d'alimenter la prise de conscience, la liberté, le changement.

D'où un difficile problème pour une politique culturelle : la culture revivifiée dans un contexte contemporain apporte aussi le conflit. Ce risque est la condition nécessaire d'un développement culturel qui apparaitra de plus en plus comme la justification la plus profonde de l'Etat, tandis que s'affaibliront les stimulants économiques.

Une prospective culturelle ne peut que faire confiance à une fécondité dont les résultats sont imprévisibles. Il faut donc oser renoncer à la censure et à la répression, laisser se développer groupes et individus sur la base de leurs différences. A l'uniformisation du projet industriel, la culture répondra par l'affirmation des singularités. Elle n'est plus en mesure de proposer un lot de valeurs

stables, mais c'est elle-même qui se propose, comme horizon de possibles à réaliser, de formes à réinventer, de vies à vivre.

Dans cette perspective, l'auteur propose trois formules résumant les préoccupations d'une politique de la culture :

Empêcher les empêchements, c'est-à-dire limiter les entraves de tout ordre gênant la création et la diffusion de la culture ;

Libérer des libertés, c'est-à-dire promouvoir une pédagogie, des institutions et des structures qui favorisent l'expression et la communication.

Former des formateurs, c'est-à-dire développer le corps des « animateurs socio-culturels » et élargir leur champ d'intervention.

Quant aux secteurs principaux d'intervention, il ne faut certes pas oublier ceux où s'exerce traditionnellement une action de sauvegarde : le patrimoine esthétique et monumental, et il faut y ajouter la langue française et la culture francophone. Mais dans ces domaines également, l'animation doit prendre le pas sur la conservation.

Cinq objectifs semblent prioritaires à l'auteur. Les résumer risque de leur donner un tour utopique. Pourtant, ils peuvent être, tous les cinq, abordés par des mesures concrètes et progressives.

1^o) *Déscolariser l'enseignement et le replacer dans une perspective de culture* où l'apprentissage des affaires de la commune à l'apprentissage des arts (en particulier l'architecture) deviendraient possibles.

2^o) *Mettre en place un corps d'animateurs* qui joueraient un rôle comparable à celui que les instituteurs jouèrent dans les

débuts de la Troisième République : conseillers des plus défavorisés, mais aussi experts et auxiliaires en matière d'information, d'environnement, de problèmes de civilisation. Inter-médiaires entre un nouveau savoir (surtout en matière de sciences humaines) et une masse désorientée par la complexité, la spécialisation et la surabondance des informations, ils auraient pour tâche d'aider la population à améliorer la qualité du décor et de la vie, à former en connaissance de cause ses préférences et ses choix.

3^o) *Décentraliser en favorisant la création d'organismes souples*, qui articulent l'Université et les institutions culturelles avec les associations locales. Dans l'impossibilité quasi totale de décloisonner par le haut, commencer par le bas. Recenser les points d'appui, les initiatives. Prévoir (à quel échelon ?) un coordinateur dépendant du Ministère des Affaires culturelles.

4^o) *Sauvegarder un secteur de recherche et d'expression* entre le secteur industrialisé et le secteur de luxe. Etudier les mesures concrètes pour éviter que toute partie de la culture ne soit entraînée dans le naufrage de l'artisanat (en particulier mettre un terme aux abus de la CAVMU et des impositions multiples).

5^o) *Développer la lecture*. Ne pas laisser croire que les « techniques audio-visuelles » sont capables de créer une nouvelle culture à elles seules. Par une politique du livre et des bibliothèques, remédier à la situation catastrophique de la lecture en France.

Résumé de l'étude de J.-M. Domenach Paris, 1972, Ministère des Affaires culturelles, Service des études et recherches.

Le Théâtre pour enfants

- A Sartrouville, un théâtre pour l'imagination des enfants — Interview de C. Daste — In : *Changer l'Ecole*, Paris, Ed. de l'Epi, 1970, pp. 149 - 161.
- ATHON (Nicole) — Le théâtre et l'Ecole dans le primaire — *Théâtre 78*, n° 7, nov. 1967.
- AVELINE (J.) — Le théâtre pour enfants — *Union des Artistes*, n° 20, janv. 1968.
- BERNARD (Michèle) — Le théâtre des jeunes années et l'action culturelle — *Organon*, n° 2, avril - juin 1970, pp. 63 - 83.
- BLESKINE (Hélène) — Une expérience de théâtre lycéen — *Travail théâtral*, Automne 1970.
- CAELOI — Le décor de théâtre pour enfants — *Approches*, n° 11, mars - avril 1969, p. 5.
- CAZALI (R.) — Le théâtre pour enfants, moyen de formation active de l'individu — *T. E. J.*, janv. - mars 1968, p. 5 - 9.
- COSNIER (Colette) — Théâtre pour enfants — *L'Education*, n° 52, janv. 1970, p. 40.
- COSNIER (Colette) — Théâtre pour enfants en péril — *L'Education*, n° 81, nov. 1970, pp. 22 - 27.
- DALTEN (J.) — Le théâtre pour enfants ; *Loisirs - Jeunes - Informations hebdomadaires*, 11 mai 1966, n° 557 - 559 - 560, mai et juin 1966.
- DARGENT (E.) — Le théâtre pour enfants, une expérience récente dans la région lyonnaise avec la Comédie de Lorraine — *Organon*, n° 3, oct. 1970, pp. 50 - 64.
- DASTE (Catherine) — Le théâtre pour enfants — *Educateur Magazine*, oct. 1967, n° 1, p. 26 - 27.
- DASTE (Catherine) — Théâtre pour enfants — *Lettres Françaises*, n° 1267, janv. 1969.
- DASTE (Catherine) — Ouverture sur la vie : le théâtre pour enfants — *Tribune de Genève*, janv. 1970.
- DASTE (Catherine) — Expérience de création de spectacles pour enfants inventés par les enfants — *T. E. J.*, n° IV, 1970, p. 5 à 29.
- DUBOIS (R.) — L'engagement dans le théâtre pour l'enfance et la jeunesse — *T. E. J.*, oct. - déc. 1969, p. 20 - 24.
- Une expérience de théâtre pour enfants - *F.N.C.C.C. Informations*, n° 6, janv. - fév. 1969, p. 20 - 24.
- FARES (D.) — Tiers temps et théâtre pour enfants — *Media*, n° 9, janv. 1970, p. 11 - 14.
- GRATIOT - ALPHANDERY (H.) — Les réactions des enfants aux spectacles et animations qui leur sont destinés. — Etude réalisée à la demande du service des études et recherches du Ministère des Affaires culturelles. A paraître (1).
- GRAU (J. V.) — Les dimensions psychodynamiques du théâtre pour enfants — *T. E. J.*, janv. - mars 1968, p. 12 - 15.
- HAINAUX (R.) — Le festival international des théâtres pour l'enfance et la jeunesse à Berlin-Est — *Théâtre dans le Monde*, vol. XV, n° 3 et 4, 1966, pp. 296 - 298.
- JEANSON (N.) — Un théâtre pour l'enfant — *Ecole des Parents*, n° 9, 1971, pp. 38 - 46.
- KISSELEV (J.) — Ce que doit être le théâtre pour enfants — *Loisirs jeunes*, n° 557 - 559 - 560, 1966.
- Lyon, Théâtre des jeunes années — *Cahiers pédagogiques*, n° 94, nov. 1970.
- MOUDOUES (R. M.) — L'enfance et la culture de notre époque : le théâtre - In : Pour une politique de l'enfance dans une France démocratique, Paris, Ed. Sociales, 1966.
- REYES - AUPARO — L'Education théâtrale de l'enfant — *T. E. J.*, janv. - mars 1968, pp. 16 - 21.
- SEGEDI (Irina) — Le théâtre pour jeunes spectateurs — *Le théâtre dans le Monde*, XVI, n° 1, 1967, pp. 55 - 61.
- Le théâtre — *Cahiers pédagogiques*, n° 94, nov. 1970, 114 p.
- Théâtre et enseignement. Reproduction des débats d'un Colloque qui s'est tenu en Avignon en juillet 1970, adaptée par Gisèle DELANNOY et Cécile DUFAU — *Cahiers pédagogiques*, n° 98, mars 1971, 10 p.
- Théâtre et enseignement (Commission académique de Paris). Documents préparatoires et compte rendu de la Journée d'Etude du 8 octobre 1970, 8 fasc. dactyl.
- Le théâtre pour l'enfance et la jeunesse dans la décentralisation. — A. T. A. C. — *Informations*, n° 27, déc. 1970, pp. 12 - 20.

(1) Une partie des références bibliographiques citées ici, ont été rassemblées par l'auteur de cette étude.



développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 4, rue d'Aboukir, Paris 2^e. - Téléphone : 231.81.40

n° 17

mai - juin 1973

REPÈRES

Les enfants et le disque

Cinq enfants sur six écoutent des disques

68 % des enfants de 6 à 11 ans ont au moins un disque qui leur appartient personnellement. Parmi ceux qui n'ont pas de disque à eux, plus de la moitié ont la possibilité d'en écouter dans leur famille. La très grande majorité des enfants, lorsque la faculté leur en est laissée, aiment écouter des disques très fréquemment.

Télévision, livre et disque

Même s'ils sont de « grands consommateurs » de télévision, les enfants donnent leur préférence plus souvent au disque qu'à la télévision : le disque permet un emploi répétitif qui n'est pas encore envisageable avec la T. V.

Pour le livre, les résultats sont partagés : 47 % disent préférer le disque, contre 44 % le livre ; 6 % mettent ces deux supports sur le même plan. La préférence pour le disque est plus marquée chez les jeunes enfants (55 % chez les 6 - 7 ans et seulement 42 % chez les plus âgés). Les raisons invoquées sont

- la « facilité » du disque
- la lecture rebute
- le fait que « quelqu'un raconte »
- la « présence » de la musique.

SOMMAIRE

1. Les enfants et le disque.
2. Animation culturelle et animation commerciale.
3. Les nouveaux moyens télévisuels.
Quelques articles récents.

Deux enfants sur trois possèdent des disques à eux

Ce pourcentage moyen recouvre d'assez grandes disparités : 80 % d'enfants de cadres supérieurs et de membres de professions libérales possèdent au moins un disque, et seulement 44 % d'enfants d'ouvriers.

Toutefois le nombre moyen de disques possédés est assez faible (de 7 à 8 disques par enfant), si on le compare au nombre moyen de disques possédés par les ménages équipés d'un électrophone : 50 disques par ménage (source : enquête INSEE 1967). En outre, plus des deux-tiers des disques appartenant aux enfants sont des 45 tours.

Nette préférence pour les disques de variétés et les histoires

Lorsqu'ils émettent leurs préférences, les enfants, dans l'ensemble, citent trois à quatre fois moins souvent la musique classique que les « chansons amusantes », ou les « belles histoires ». Ils s'intéressent nettement plus aux disques d'initiation instrumentale qu'aux grands auteurs classiques et semblent relativement peu touchés par les nouvelles formes d'expression musicale (music pop...) qui restent l'apanage des « jeunes ».

En fait, ces résultats ne sont pas surprenants ; trop peu nombreuses sont encore les expériences d'animation « par » ou « autour » du disque. Mais ces expériences, incontestablement, ouvrent la voie : l'enquête montre clairement que les enfants fréquentant les discothèques sont ceux qui ont le « parc » de disques le plus nombreux et le plus diversifié. Pour eux, le choix ne se limite plus aux faux dilemme : variétés faciles ou musique classique.

Source : Enquête de la société « Education et marketing » auprès d'un échantillon de 600 enfants de 6 à 11 ans.

Animation culturelle et animation commerciale

Animation culturelle et animation commerciale

Un salon de peinture dans le cadre d'une foire-exposition ; une vente de lithographies originales dans un train express ; une représentation du *Médecin malgré lui* dans un hypermarché ; un stand de littérature occitane dans une foire rurale du sud-ouest ; un magasin de mobilier contemporain accueillant une exposition d'art moderne ; une quinzaine internationale du livre d'enfants organisée dans une librairie ; une exposition de sculptures et une « fête des enfants » dans la rue commerçante d'une grande ville du centre ; des animateurs au service des enfants dans un hypermarché de la région parisienne ; des activités d'initiation à l'art organisées par les musées d'une grande métropole régionale dans le cadre de sa foire-exposition de printemps ; des salles polyvalentes d'animation et de spectacles construites à côté de grandes surfaces...

D'autres lieux pour la culture

Ces exemples cités en désordre et dont la plupart sont tirés d'une étude commandée par le ministère des Affaires culturelles au BETURE (1) manifestent amplement que la vie culturelle n'a plus de « rivages ». Loin de rester confinée dans des « sanctuaires », dans des « palais » de la culture, elle

recherche les lieux où la foule est nombreuse, disponible. Et ce sont les centres commerciaux, les rues animées par le commerce, les foires-expositions, les gares, qui répondent le mieux à cette attente. De là le phénomène - récent en France - des « rues piétonnes » les expériences de centres culturels insérés en milieu commercial, la conquête de lieux inattendus où s'épanouissent des activités culturelles aussi diverses que fréquentées (hier les Halles, demain la Villette)...

Les commerçants eux-mêmes sont de plus en plus conscients de la nécessité d'offrir « autre chose » à leur public. Très divisés au départ sur l'intérêt de fermer leur rue à la circulation ou de réaliser une animation culturelle dans leur quartier ou leur hypermarché, ils deviennent vite des partisans convaincus de ces activités nouvelles qui font monter leur chiffre d'affaires et animent à leur profit les lieux où ils exercent. Et ce sont eux dès lors qui réclament des animateurs culturels pour les organiser.

Commerce et mécénat

Certains sont animés par un véritable esprit de mécène. Tout en sachant très bien que l'action culturelle est par nature déficitaire si elle est de qualité, ils acceptent de financer des manifestations de prestige, d'organiser dans leurs locaux commerciaux des expositions, des concerts, des spectacles, voire de subventionner des associations à but non lucratif.

Les commerçants qui sont acquis à l'idée d'une collaboration fructueuse entre la culture et le commerce regrettent les réticences des anima-

teurs culturels : Nous ne sommes pas des pestiférés parce que notre but est commercial, disent-ils ; nous n'avons pas pour dessein de nous enrichir sur le dos de la culture. Nous vous offrons un « media » : vous ne vous déshonorerez pas en l'utilisant » (2).

Un « moment exceptionnel » à la Rochelle

Les expériences les plus réussies analysées dans l'étude du BETURE sont fondées sur la conjonction de deux facteurs : la connivence des personnalités et l'adéquation du lieu et du milieu d'accueil à l'animation proposée.

C'est ainsi qu'un faisceau d'activités tournant autour des arts et traditions populaires du Poitou et des Charentes fut organisé en mai 1971 dans le cadre du centre commercial « Beaulieu 17 » de la Rochelle : exposition d'objets usuels anciens dans les vitrines du mail, présentation de films et montages audio-visuels sur la vie de la région, diffusion de vieilles chansons populaires, spectacles de chants et danses traditionnels, présentation d'artisans exerçant leur activité d'autrefois (vannier, sabotier, tonnelier, fileuse).

« Un moment exceptionnel », « une manifestation dont on a beaucoup reparlé » : c'est ainsi que les organisateurs et le public ont ressenti cette expérience. Sa réussite est due surtout à la présence d'un animateur dynamique, conseiller technique et pédagogique de la Jeunesse et des sports, qui a trouvé un accueil favorable auprès du Président de l'Association de gestion du centre com-

(2) Propos tenus par des responsables du secteur commercial lors d'une réunion organisée dans le cadre de l'étude.

mercial et des commerçants qu'elle réunit. Mais elle découle aussi de l'existence d'associations vivantes vouées aux arts et aux traditions populaires et qui organisent chaque année, en dehors de tout esprit « folklorique » au mauvais sens du terme, des « rencontres culturelles » destinées à faire la transition entre le passé et le présent. Il faut ajouter enfin que cette animation était très adaptée à un public composé d'ouvriers et d'employés généralement issus du milieu rural et donc réceptifs à l'évocation des traditions paysannes d'autrefois.

Le festival du Montparnasse

La même adhésion populaire se retrouve dans un tout autre cadre, le 14^e arrondissement de Paris devenu en juin 1972 le siège du « Festival du Montparnasse ».

Réalisé par une association de quartier avec l'aide de la FNAC (Fédération nationale d'achat des cadres), du Conseil de Paris et de l'Office parisien du tourisme, et conçu par une personnalité très agissante, Susan George, ce festival transformait pendant 15 jours des magasins en salles d'exposition, des cafés en salles de concert, une faculté de droit et un théâtre de variétés en auditoriums de musique contemporaine. Un magasin de meubles accueillait une pièce d'avant-garde tandis que des « événements » de nature diverse animaient différents points du quartier (squares, rues, marchés) : spectacles de théâtre et de danse, concerts de jazz et de musique pop, fanfare des Beaux-Arts, récital de musique bretonne.

Si les spectacles dans les magasins ont reçu un accueil mitigé, l'animation des rues et des squares a connu

un vif succès : il suffit de dix minutes de musique pour que cent personnes se pressent, discutent, évoquent des souvenirs, chantent et dansent en chœur et demandent quand à nouveau il se passera quelque chose.

Un mouvement irréversible

Les expériences relatées dans l'étude sont malheureusement pour la plupart exceptionnelles : exceptionnelles d'abord par la qualité de leur environnement matériel et humain, mais aussi exceptionnelles dans le temps. Elles ont eu lieu un jour, mais n'ont reçu aucun prolongement, malgré le désir fréquemment exprimé par les commerçants de les voir se renouveler.

Un mouvement se dessine clairement cependant chez certains gérants de grandes surfaces : les uns envisagent de construire à côté de l'hypermarché des salles polyvalentes de plusieurs centaines de places destinées à accueillir toutes sortes de spectacles (cirque, variétés, théâtre, concerts, cinéma, ballets) et reliées à de petits espaces ouverts à des activités de clubs, des ateliers, des expositions. Une question se pose : quelle sera la nature et la qualité des spectacles et des activités proposées ?

D'autres considèrent que le rôle d'un centre commercial n'est pas seulement de vendre des biens de consommation. Constituant un pôle d'attraction, une petite ville dans la ville, il doit aussi offrir aux résidents du quartier qu'il dessert toutes sortes de services, par exemple des conseils juridiques, fiscaux, esthétiques, ou en matière de loisirs et de vacances ; il doit s'ouvrir aux associations locales, s'occuper des en-

fants, proposer des activités culturelles, prêter ses espaces libres à des jeunes comédiens, organiser des concerts de musique classique, des expositions d'arts plastiques ou de photographies.

Cette attitude n'est pas encore très répandue, mais ceux qui l'ont adoptée sont de plus en plus suivis. Le problème qui se pose à eux est très souvent de trouver des animateurs qui consentent à vaincre leur répugnance à l'égard de tout ce qui est commercial et qui acceptent de « jouer le jeu ».

Les animateurs peuvent craindre légitimement que leurs entreprises ne soient détournées et mises au service de finalités commerciales. Les commerçants ne sont pas tous des mécènes et peu d'entre eux sont disposés à accepter d'entrer dans un processus privilégiant l'action en profondeur au sein d'une population de manière souple, lente et évolutive. Il y a souvent de ce fait contradiction entre les activités ponctuelles et spectaculaires préférées par les commerçants et l'action culturelle qui se soucie d'une programmation cohérente, rigoureuse et de qualité.

L'étude du BETURE n'est qu'un point de départ. Elle met le doigt au bon moment sur un phénomène en train de se développer de manière féconde, mais en désordre. Pour aller plus loin, il importe de poursuivre l'étude des expériences en cours ou projetées, de faire se rencontrer les promoteurs, qu'ils soient du secteur commercial ou du secteur culturel, d'assurer l'information des deux parties en utilisant la presse spécialisée, de sensibiliser chacun des deux groupes aux expériences les plus réussies, en particulier dans les stages de formation (animateurs culturels, attachés techniques du commerce).

BETURE (Bureau d'études techniques pour l'urbanisme et l'équipement) Département tourisme et loisirs. Analyse des possibilités de coordination entre l'action culturelle et l'animation commerciale. - Paris, Ministère des Affaires culturelles, 1973.

Les nouveaux moyens télévisuels

Quelques titres récents

Les techniques

DESSAUCY (J.) — La mondiovision par les satellites — *Presse-Actualité*, n° 81-82, mars-avril 1973, pp. 71-76. — Possibilités des satellites de télécommunication qui permettront aux pays de recevoir directement les émissions sans passer par des stations au sol.

DESSAUCY (J.) — La télévision par câble — *Presse-Actualité*, n° 81-82, mars-avril 1973, pp. 46-57. — Description du procédé appelé « télédistribution » en Belgique et « télévision par câble » en France. Perspectives d'avenir.

DESSAUCY (J.) — Les video-cassettes et video-disques — *Presse-Actualité*, n° 81-82, mars-avril 1973, pp. 34-45. — Le VCR — Le Super 8 — Selectavision — VLP — Videocartes : description et coûts.

Les expériences

ARNAUD (J.-L.) — Télédistribution et animation socio-culturelle — *Esprit* n° 5, mai 1973, pp. 1146-1163. — Bilan du stage audio-visuel de Carpentras en juin 1972.

CALVET (J.) — Création et intervention du car video dans les villes nouvelles — Paris, CNAAV, 1973, 39 p. — Présentation du projet d'unité mobile audio-visuelle au service de l'animation et de la télédistribution dans les villes nouvelles de Cergy-Pontoise, Evry, Marne la Vallée, Melun-Sénart, St-Quentin en Yvelines.

Pour une télévision locale. — Expériences de communication par le Service de la Recherche de l'ORTF. — *Télévision et Education*, pp. 53-63 — Carpentras (1971 et 1972), Nancy, Soisy, Reims.

Les finalités

DESSAUCY (J.) — La video-animation. — *France-Actualité*, n° 81-82, mars-avril 1973, pp. 58-69 — Comment une video libre permet une télévision neuve, libérée des contraintes qui pèsent sur les télévisions officielles.

HOLLEAUX (A.) — La télédistribution : vers une télévision communautaire ? — *Revue Politique et Parlementaire*, n° 842, mai 1973, pp. 41-59 — Si les jeunes s'en emparent, la télédistribution en France peut évoluer vers une télévision communautaire.

MEYER (C.) — Télédistribution et action culturelle. — *Télévision et Education*, n° 32, avril 1973,

Développement de la télédistribution en France et à l'étranger. — *Télévision et Education*, n° 32, avril 1973, pp. 23-33. — La situation en France, en Grande-Bretagne, en Belgique et aux U.S.A.

MOUSSEAU (J.) — Naissance d'un géant américain : la télévision par câble. — *Communication et langages*, n° 11, sept. 1971, pp. 95-102. — Etude, du développement de la CATV aux U.S.A.

Le point sur les video-cassettes en 1972. — *Bibliographie de la France*, n° 21, mai 1972. 2^e partie, pp. 401-420. — Après le VIDCA et le MICAB 1972, le point sur les systèmes, la normalisation, les programmes, la distribution.

HOLLEAUX (A.) — La télévision communautaire au Québec. — *Preuves*, n° 12, 4^e trim. 1972, pp. 67-82. — Description des expériences de télévision communautaire et analyse de leur portée sur la liberté d'expression, les rapports sociaux et la vie politique au Québec.

KREBS (A.) — Hotélétélévision présente des films en version intégrale en complément du service d'étage. — *New-York Times*, 25 oct. 1972, 4 p. — Description d'une expérience commerciale menée dans plusieurs hôtels de Manhattan dont les clients peuvent voir dans leur chambre, en circuit fermé, des films de cinéma pas encore distribués à la télévision commerciale.

LACHAT (A.) - LABOURIE (R.) — La télévision communautaire au Québec : l'expérience-modèle de St-Félicien. — *Les Cahiers de l'animation*, n° 2, janv. 1973, pp. 113-124. — L'expérience de St-Félicien : description et enseignements à tirer.

pp. 7-23. — Compte-rendu d'une table ronde organisée par « Culture et Télévision ».

POPULUS (D.) — Télédistribution et politique culturelle. — Commission française pour l'UNESCO, colloque de Vichy, 1972, 6 p. — Fonctions possibles d'un réseau de télédistribution au niveau de la vie d'une ville et questions de politique culturelle sous-jacentes.

Télévision par câble et démocratie locale. — *Correspondance municipale*, n° 137, pp. 5-14. — Un enjeu politique : qui contrôlera l'information décentralisée ?

développement culturel



bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles, 4, rue d'Aboukir, Paris 2^e. - Téléphone : 231.81.40

n° 18

juillet 1973

REPÈRES

Culture et troisième âge

Bricolage, jardinage, couture, radio et télévision constituent les activités préférées

Les personnes âgées de 55 à 75 ans (1) interrogées sur leurs activités principales de loisir ont cité :

	%
— Bricolage, jardinage, couture	46
— Radio, télévision	43
— Lecture	24
— Promenade, marche	18
— Repos, détente	16
— Réunions entre amis	10
— Sport	4
— Participation à la vie locale, politique, religieuse	3
— Cinéma, théâtre, concert, musée	3
— Spectacles sportifs	2

La lecture vient en troisième position. Les activités à domicile dominent largement les activités extérieures.

Les personnes âgées de 65 ans et plus sont nettement moins équipées en appareils de radio et télévision que l'ensemble de la population.

Leur taux de possession d'appareils de radio est de 87 % contre 93 % pour la moyenne nationale (2) ; près d'un tiers n'ont pas la télévision et la moitié seulement possèdent les deux chaînes (3).

Les personnes âgées de 55 ans et plus représentent, suivant les heures, de 1/10 à 1/5 de l'audience totale de la radio.

Elles représentent une part minime de l'audience totale d'Europe N° 1 mais représentent jusqu'à 1/4 de l'audience totale de France Inter ou de Radio Luxembourg. Hommes et femmes ne se différencient pas par leur comportement d'écoute (3).

Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 15 % des téléspectateurs.

L'audience la plus forte se situe entre 19 h. et 20 h. (22 %), et le comportement des téléspectateurs ne varie guère en fonction du sexe (1).

Pourcentage du public âgé sur le public total	HOMMES		FEMMES	
	Chaîne 1	Chaîne 2	Chaîne 1	Chaîne 2
12 h. 30 à 13 h. 30 ...	19	12	20	—
13 h. 30 à 17 h.	21	15	20	19
17 h. à 19 h.	20	16	18	6
19 h. à 20 h.	23	13	23	11
20 h. à 21 h.	18	12	19	15
21 h. à 22 h.	18	11	18	14
22 h. à 24 h.	17	10	17	14
Ensemble de la journée.	15	11	18	14

76 % des personnes âgées lisent un quotidien tous les jours ou tous les deux jours (2).

	Tous les jours %	Tous les 2 jours %	Une fois par semaine %	Jamais %
Hommes	75,3	4,6	5,1	15
Femmes	58,4	7,5	11,3	22,8
65 - 69 ans.	70,4	5,9	7	16,7
70 - 74 ans.	72,1	6,3	8,4	13,2
75 - 79 ans.	69,8	3,8	6,6	13,8
80 ans et plus...	67	3,9	2,9	26,2
Localité rurale..	57,2	5,8	9,8	27,2
Ville de province.	75,7	6,2	5,2	12,9
Paris	70,9	2,3	8,6	18,3

On voit que :

- les femmes lisent moins que les hommes
- les plus de 75 ans ne lisent pas autant que les moins de 75 ans
- les ruraux lisent moins que les urbains.

(1) Enquête SOFRES pour le Commissariat au Tourisme (1969).

(2) Enquête IFOP (1967). Les retraités de la CNRO et l'information.

(3) ORTF, Service des Etudes d'Opinion. Comportements et préférences des personnes âgées face à la radio et la télévision (1972)

Troisième âge et activités culturelles

Lorsque l'on évoque le « troisième âge », on a souvent tendance à en faire une catégorie à part et relativement homogène caractérisée avant tout par l'âge et la situation de retraité, alors qu'aux yeux des meilleurs observateurs, cette homogénéité n'existe pas.

Ainsi aurait-on tort de confondre retraite et vieillissement. Il existe à partir de 60 ans des étapes différentes et il faut parler d'un troisième et d'un quatrième âge.

« Le troisième âge est celui où subsiste l'autonomie (capacité de vivre seul, avec l'aide éventuelle de quelques services), où les forces physiques et la validité ne sont pas gravement lésées, et où une activité ralentie mais normale peut donc être encore exercée ; tandis que le quatrième âge (que certains ne connaîtront jamais, passant directement du troisième âge à la mort), dont le seuil est variable selon l'état dans lequel les sujets sont parvenus à la retraite, mais qui comprendrait surtout des octogénaires, serait celui où une invalidité brutale ou progressive oblige à des soins continus et donc à une dépendance, ce qui ne veut pas dire pour autant à l'inactivité » (1).

On aurait tort aussi de ne pas tenir compte de l'influence de l'opinion publique sur les personnes âgées : les attitudes et les attentes des personnes qui accèdent au troisième âge sont en relation étroite avec l'image sociale qui leur est renvoyée de leur condition de « vieillard ».

Tout enfin de ne pas tenir compte, et particulièrement en ce qui concerne les activités culturelles, de ce qu'a été le statut socio-professionnel et culturel antérieur. « Les différences entre ces statuts déterminent, spécialement sur ce point, des attentes et des aptitudes parfaitement hétérogènes ».

On ne saurait assez insister sur les variables socio-économiques affectant les personnes âgées : système de retraite, ressources, type d'habitat, environnement social. Ainsi donc, *il n'y a pas une vieillesse mais des vieillesse*.

Continuité avec la vie antérieure

Trois points fondamentaux se dégagent de l'ensemble des études faites sur la pratique des activités de loisir et de culture des personnes âgées :

- l'activité culturelle et les loisirs sont en continuité directe avec la vie antérieure ; les différences qui existaient entre les groupes sociaux se maintiennent entre les personnes âgées qui constituent donc des « publics » bien distincts.
- toutefois, il semble bien que, quel que soit le contenu, certains véhicules culturels soient mieux adaptés aux capacités, aux habitudes et aux goûts des personnes âgées et puissent donc être considérés comme prioritaires par elles, indépendamment de leur appartenance sociale.
- le loisir, et le loisir culturel en particulier, peut constituer un moyen privilégié de maintien dans la vie collective ou de réintégration sociale, à condition qu'il ne soit pas traité sur un mode ségrégatif qui accentue au contraire la marginalisation.

Les loisirs des personnes âgées se distribuent selon deux variantes : les loisirs de la vie quotidienne, les loisirs naissant des voyages entrepris à l'occasion de « vacances ».

Les loisirs habituels

Les besoins de loisir des personnes âgées obéissent à des motivations autres que celles des adultes plus jeunes.

« Il apparaît que si les distractions des adultes consistent souvent à chercher à échapper au monde des soucis, du travail, des responsabilités quotidiennes, celles des personnes âgées sont au contraire plus parti-

culièrement tournées vers le contact avec le monde extérieur (par les media), dont elles sont privées tous les jours ».

Si on donne à la culture son sens de communication, la participation aux activités culturelles semble pour les personnes âgées se faire de façon préférentielle par quatre voies : les mass-media, les contacts avec autrui, l'activité manuelle, la fonction « spectacles ».

Les mass-media méritent une mention toute particulière. Ils permettent aux personnes âgées de rester reliées au monde, d'être au courant de ce qui se passe. Les journaux fournissent le médium le plus important et dans les journaux, les faits divers, les nouvelles locales, les nouvelles du monde du travail ; c'est le canal culturel fondamental des personnes âgées.

Après les journaux, la radio constitue une présence essentielle. En ce qui concerne la télévision, les opinions sont plus partagées : pour certains, le media provoque un sentiment d'exclusion car, tant au niveau de la forme des émissions (images brèves, flashes) que du contenu, la télévision repose sur un système de valeurs étranger aux vieillards.

Vacances et voyages

Les vacances pourraient être un temps privilégié pour les plus de 65 ans. Combien en profitent ?

36 % des personnes âgées ont l'habitude de partir en vacances dont :

- 25,5 % partent tous les ans
- 2,6 % partent tous les 2 ans
- 2,4 % partent tous les 3 ans
- 5,2 % partent moins souvent.

Cela représente un taux annuel moyen de départ de 30 % environ pour les plus de 65 ans.

Plusieurs études ont cherché à analyser le comportement effectif des personnes qui partent : les vacances chez des parents ou amis, et dans des régions peu touristiques semblent être assez fréquentes, surtout chez les personnes âgées ayant de faibles ressources.

Sur plus de 8 millions de personnes âgées, 200.000 environ partent grâce au tourisme social. Elles sont en général de milieu modeste, et n'avaient pas l'habitude des vacances. Récemment un voyage organisé a permis à de vieux agriculteurs de l'Orne de voir la mer pour la première fois, occasion qu'ils n'avaient jamais eue. Les retraités des classes moyennes qui ont leur vie durant connu des séjours de vacances individuels, et qui sont amenés, le troisième âge venu, à s'en priver, ne profitent pas du tourisme social qui ne leur est pas destiné et qui ne correspond guère à leurs aspirations.

Si le taux de départ général est faible, par contre l'aspiration au départ est très forte : 50 % des citadins de plus de 65 ans souhaitent partir en vacances. Il faut ajouter que les personnes âgées sont certainement influencées par la soif de voyages qui habite leur entourage.

Mais l'obstacle principal à vaincre - en dehors des contraintes financières - est la conviction qu'ont les personnes âgées (conviction entretenue par l'entourage) que les vacances ne sont plus pour elles, que ce n'est pas de leur âge - et en particulier les vacances lointaines où elles partent avec un groupe. L'hypothèse selon laquelle les nouvelles générations du troisième âge - ayant connu les vacances durant leur vie active - seront préparées à les souhaiter sera-t-elle vérifiée ? Cela semble dépendre autant de l'image que la société leur renverra d'elles-mêmes, que de leur propre attitude.

Quelques expériences

De multiples initiatives ont été prises depuis dix ans à propos du troisième âge, initiatives où on peut distinguer diverses optiques : l'optique « bonnes œuvres », l'optique « justice sociale », l'optique « commerciale », l'optique « dignité » du troisième âge.

Avec certaines activités récentes organisées dans le cadre du tourisme social et à côté de quelques initiatives assez réduites de loisirs à domicile, le « club des personnes âgées » est pour l'instant la pièce maîtresse de la politique culturelle du troisième âge.

Il n'y a pas de définition du club : c'est un local où les gens se réunissent pour se retrouver, discuter, se distraire, mettre en commun les idées. C'est le lieu privilégié des conversations amicales, et donc de la vie sociale.

Des expériences intéressantes sont à suivre, par exemple, celle du 13^e arrondissement de Paris qui manifeste la volonté de coordonner tous les services sur le plan du quartier et la volonté de maintenir la personne âgée dans son milieu grâce à la participation de l'environnement du quartier. Celle aussi de l'Office Grenoblois des Personnes âgées, créé en 1967, qui gère actuellement 22 clubs touchant environ 3.000 personnes. Ces clubs apparaissent comme un réseau d'activités culturelles diversifiées. Ils offrent quatre types d'activités : des activités spontanées (conversation, information), des activités dirigées avec la présence d'un animateur, soit manuelles comme le bricolage et la vannerie, soit culturelles comme la lecture à haute voix, les conférences, soit physiques comme la gymnastique, les sorties et fêtes dansantes. À ces activités s'ajoutent les repas de Noël, les vacances offertes par la mairie et le bureau d'aide sociale et activités parallèles dans d'autres institutions telles que Maison de la culture, théâtre, auxquelles donne droit l'appartenance au club qui se veut ouvert sur les autres couches de la population. La petite ville de Forciennes en Belgique pour répondre aux besoins de relations et de loisirs qui sont ceux des personnes âgées a créé deux clubs en 1968. Ils reçoivent des personnes âgées de 60 à 80 ans. Danses, chansons, bal costumé, cours de gymnastique, conférences, travaux de broderie, tricot, couture, bricolage, voyages et visites culturelles, jumelage avec des clubs similaires en Belgique et dans les pays étrangers, édition d'une revue, autant d'activités de ces clubs. L'intérêt de ces formules réside dans le développement des clubs à partir des intérêts des personnes âgées elles-mêmes, et sous leur gestion propre, en liaison avec leurs animateurs et le service social qui les héberge. C'est grâce à l'exposition et à la vente des travaux de ses membres qu'un club a pu assurer les premières dépenses souhaitées. L'existence même d'un Centre de loisirs incite

les responsables sociaux de la commune à organiser des services de repas à domicile, des foyers-restaurants pour personnes âgées et à créer un centre d'éducation à la retraite dont les sessions sont financées par le comité de gestion du centre de loisirs pour personnes âgées.

Mais les clubs suffisent-ils ?

Faut-il aller jusqu'à l'implantation dans une agglomération déjà existante d'habitations et d'installations pour retraités ? C'est peut-être l'une des solutions pour accroître leur intégration sociale. Car le problème est posé de savoir s'il convient d'encourager des activités culturelles propres au troisième âge qui risquent d'augmenter la ségrégation par l'âge.

On ne manque pas non plus de s'interroger sur la politique à suivre en faveur des personnes âgées pendant le temps de leurs vacances. Les préoccupations des milieux économiques soucieux de rentabiliser leurs équipements pendant la morte saison ne sont pas étrangères à l'accent mis sur les vacances des personnes âgées.

Il faut enfin noter que la vie culturelle des personnes âgées pourra changer beaucoup d'ici la fin du siècle : on peut penser avec Michel Philibert que la situation actuelle sera rapidement dépassée.

« Tout le matériel d'étude des gérontologues est constitué par les personnes qui ont atteint la soixantaine ou la septantaine à partir des années 1945/1950, c'est-à-dire des personnes nées à la fin du XIX^e siècle dans une société encore à majorité rurale, dans une société fortement traditionnelle. Ces personnes ont, au cours de leur vie, vécu le passage - qu'aucune génération humaine n'aura connu avant elles - de cette société rurale à une société urbaine et industrielle, de cette culture traditionnelle à une culture scientifique qui se renouvelle sans cesse. Les personnes qui seront âgées à la fin du siècle auront eu une histoire et un système de référence très différents ».

Source :

(1) BETURE - CERAU (Département socio-économique)

« Troisième âge et activités culturelles » par A. Pitrou avec la collaboration de J. F. Barbier-Bouvet. - Paris, Ministère des Affaires culturelles. 1973. L'ensemble du présent bulletin a été réalisé à partir de ce bilan bibliographique.

Le troisième âge

EQUIPEMENT ET LOGEMENT (Ministère). — Le logement des personnes âgées en France. Enquête du C. N. R. O. — *Documents d'information et de gestion*, juil. 1970, 136 p.

LOCOH et PAILLAT (P.) — Les agriculteurs âgés. Enquête I. N. E. D. — Paris, Presse Universitaires de France, 1968, 248 p.

MASLOWSKI (J.), PAILLAT (Paul) — Les ruraux âgés, non agricoles. — Enquêtes I. N. E. D. — Paris, P. U. F., 248 p. (sous presse).

PAILLAT (P.). - WIBAUX. — Les citoyens âgés. Enquête I.N.E.D. — Paris, P.U.F. 1964, 280 p.

Les besoins du troisième âge

BUTAUD (J.-P.) — Comportement dans l'espace et espace des comportements des personnes âgées. — *Après-Demain*, n° spécial, « Travail et loisirs », juil. - oct. 1972.

DONFUT (C.) — Les vacances de la retraite. — *Après-Demain*, n° spécial, « L'avenir des vacances », oct. 1971, pp. 33 - 35.

DONFUT (C.) — Vacances : loisir du 3^e âge ? — Cagnes sur mer, C. N. R. O., 1972. — XII — 193 p., bibliogr. — *Documents d'information et de gestion* — *Gérontologie*, n° 20, oct. 1972. Bibliographie importante.

GUEREND (J.-P.) — Le 3^e âge et la presse — Mémoire de fin d'étude. — Institut français de presse, 1969,

GUILLEMIN (A.-M.) — La retraite, une mort sociale. — Paris, Ed. Mouton, 1972, 304 p.

L'individu et la société devant le vieillissement. — *Documents d'information et de gestion*, n° 10, juin 1969, 28 p.

« Loisirs et vacances » n° spécial de *Gérontologie* 72, n° 8, 3^e cours international de gérontologie sociale, Dubrovnik, 15 - 20 mai 1972.

LONGUEVILLE (Dr.) — Etude statistique sur les besoins de loisir et d'activités physiques des personnes âgées. — *Techniques hospitalières*, n° 290, nov. 1969. pp. 104 - 110.

NIAUDET (J.) — « La consommation des personnes âgées ». — *Gérontologie* n° 3, juin 1971.

O. R. T. F., SERVICE DES ETUDES D'OPINION. — Le troisième âge, comportement et préférences des personnes âgées face à la radio et à la télévision. — Paris, 1972, 18 p.

Les retraités de la C. N. R. O. et l'information. — Enquête I. F. O. P. 1967. — *Documents d'information et de gestion*, n° 6, mars 1968, 12 p.

Le tourisme et le marché des personnes âgées de 55 à 75 ans. — Enquête S.O.F.R.E.S., 1972 -- *Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme*, n° 6 et 7, juin - juil. 1970.

Conception d'une politique culturelle du troisième âge

CAILLOT (R.) — Vivre le 3^e âge. — *Economie et humanisme*, n° 204, mars-avril 1972, pp. 2-43.

CARETTE (J.) — Fiches « Spécial Animation » sur les clubs. — *Notre temps*, janv. - avril 1970.

CHAUVEY (J.) et LEJEUNE (R.) — Loisirs et troisième âge. — *Revue française des affaires sociales*, juil. - sept. 1972.

COMITÉ NATIONAL D'ENTRAIDE POUR LA JOURNÉE DES VIEILLARDS. — Colloque « Personnes âgées - Valeur sociale », 1, 2 et 3 oct. 1970, 171 p.

FAVARIO (M.) et FRANCE (A.) — Les clubs de retraites à Grenoble. — Mémoire pour l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, 1969, 118 p.

LE MARCHANT (M.) — Les clubs du 3^e âge. — *Notre temps*, oct. 1970, pp. 20 - 25.

MARIE - ALINE (Sœur) — Ergothérapie et loisirs à domicile. — 11^e congrès de l'U.N.I.O.P.S., Rouen, 1967. — *Union Sociale*, n° 159. pp. 112 - 115.

PETIT-LIEVOIS (F.) — L'animation dans les institutions accueillant les personnes âgées. — *Notes et Documents E.N.O.S.S.*, n° 26, 1967, 150 p.

PETIT-LIEVOIS (F.) — Le rôle, les fonctions, la préparation du bénévole dans les activités pour personnes âgées. — *Brochure U. N. I. O. P. S. S.*, 1969, 52 p.

QUERE (Sœur Marie-Thérèse) — Animation des collectivités de personnes âgées. — *Religieuses d'action hospitalière et sociale*, n° 221, janv. 1971.

SCHERLER (A) — L'animation des loisirs des personnes âgées. — *Documents d'information et de gestion*, n° 11, nov. 1969, 12 p.

développement culturel

bulletin d'information du Service des études et recherches du ministère
des Affaires culturelles, 4, rue d'Aboukir, Paris 2^e. - Téléphone : 231.81.40

n° 19

septembre - octobre 1973

REPÈRES

la formation des " animateurs professionnels " (1)

Les centres de formation d'animateurs

Sur 35 centres, 20 sont situés dans la région parisienne. Les académies les plus riches en écoles d'animateurs après celle de Paris sont Rennes et Grenoble.

Les centres étudiés se répartissent ainsi :

- 13 établissements publics dont 6 I.U.T.
- 21 établissements privés (loi de 1901)
- 1 établissement privé à but lucratif.

Ces 35 centres accueillent 2.311 stagiaires en formation, répartis dans 52 unités de formation distinctes.

Treize centres sont des émanations d'institutions qui se proposent d'employer pour leur propre compte les personnes qu'elles forment (soit 369 stagiaires). Les 22 autres centres organisent une formation ouverte à tous (1.942 stagiaires).

Le plus ancien des centres est l'école pratique de service social (créée en 1960). Sept centres ont été créés de 1960 à 1966, vingt-cinq de 1967 à 1971, sept de 1972 à 1973 et trois nouveaux centres sont en projet pour 1973/74. Ces chiffres manifestent l'importance de la loi de 1966 sur la formation professionnelle, consacrée ensuite par la loi du 16 juillet 1971 sur la formation permanente ; ces deux textes ont contribué à institutionnaliser la formation du personnel socio-culturel.

Des stagiaires surtout formés en cours d'emploi

Sur 2.311 stagiaires, 1.356 (58,6 %) sont formés en cours d'emploi ; 955 (41,4 %) reçoivent une formation initiale, dont 529 en I. U. T.

Sous le nom général d'« animateurs », ces centres préparent à une diversité de fonctions. On peut noter que 20 % des stagiaires s'apprennent à assurer des fonctions de cadres, de responsables ou de directeurs d'équipements. En ce qui concerne la tranche d'âge que visent ces animateurs, 22,5 % se forment pour exercer leur activité plus particulièrement auprès des jeunes, 77,5 % pour exercer une activité auprès d'un public d'âge encore indéterminé.

En ce qui concerne la nature de leur future tâche, une estimation grossière permet de les classer en cinq catégories : 9 % se destinent à devenir plutôt des animateurs culturels, privilégiant l'approche esthétique ; 23 % pourraient être appelés « animateurs socio-culturels » ; 8 % travaillent plus particulièrement dans le cadre de la formation permanente ; 17 % privilégient les finalités sociales ; 43 % pourraient être dits animateurs socio-éducatifs.

Les statuts qui régissent les stagiaires sont de quatre types : certains sont des *salariés* (formation dans le cadre de la loi de 1966 sur la formation professionnelle) ; d'autres des *étudiants* (élèves des I.U.T. et des U.E.R.) ; d'autres des *élèves* (dans les établissements privés de formation) ; un petit nombre enfin sont des *fonctionnaires* (les 51 stagiaires de l'Institut national de promotion supérieure agricole formant les animateurs des établissements d'enseignement du ministère de l'Agriculture).

La formation donnée

Seize unités fonctionnent sur une durée d'un an ou moins ; 31 étalent leur formation sur 2 ans, et 5 sur 3 ans.

Tous les centres sans exception font alterner théorie et pratique.

En ce qui concerne le contenu de la formation, on peut distinguer quatre axes principaux : l'apprentissage de la relation, la connaissance des milieux, l'apprentissage des techniques de gestion et d'administration et celles des techniques d'expression.

L'importance donnée aux sciences humaines constitue un fond commun.

La sanction des études prend la forme, soit d'une attestation de formation intitulée parfois « certificat d'aptitude », soit d'un diplôme d'école, soit enfin d'unités de valeur du C.A.P.A.S.E. Un problème d'équivalence de diplômes commence à se poser en liaison avec la définition des niveaux d'étude et de formation.

(1) Source : La formation des agents du secteur socio-éducatif et socio-culturel : les centres de formation de longue durée d'animateurs, enquête effectuée par le Centre d'études, de recherche et de documentation de l'INEP de Marly-le-Roi et la Commission « Animation » du Conseil du développement culturel, mai 1973, 80 p. ronéo. Cette enquête a porté sur 35 centres de formation de longue durée (supérieure à 60 jours) préparant au métier d'animateur professionnel. Elle n'est donc pas exhaustive, ce qui limite la portée des conclusions qui sont présentées. On les a retenues cependant pour leur caractère indicatif.

décentralisation et régionalisation culturelles en Grande-Bretagne

Le soutien des arts passe par un conseil indépendant : l'Arts Council

En Grande-Bretagne, les dépenses culturelles de l'Etat passent pour l'essentiel par l'intermédiaire d'un organisme indépendant, le Conseil des arts de Grande-Bretagne (créé en 1946). Ce « Conseil » a pour mission d'apporter des aides dans les domaines des arts plastiques, du théâtre, de la musique, de la danse et des lettres. Par contre, il n'exerce aucune responsabilité dans les domaines des musées, du cinéma, de l'urbanisme, de la conservation du patrimoine, de l'éducation des adultes, de la télévision et de la radio. Les aides apportées par le Conseil sont de deux types : aide au fonctionnement et à la construction d'équipements, aide aux artistes (poètes, auteurs dramatiques, romanciers, compositeurs, décorateurs, peintres, directeurs d'institutions culturelles). Sa dotation financière annuelle est fixée par le Gouvernement. Elle s'élevait, pour 1972, à 143 millions de francs.

Depuis 1965, un ministre chargé des arts assure la tutelle (au sens français du terme) du Conseil des arts ainsi que celle des musées et des bibliothèques (qui échappent à la responsabilité du Conseil des arts). L'indépendance du Conseil des arts à l'égard du ministre est entière : si celui-ci donne son avis sur la politique de l'organisme, le recrutement du personnel et le choix du président, le rôle de son représentant au Conseil est discret : il n'intervient dans les débats que lorsque la responsabilité du département ministériel est engagée ou lorsque le Conseil envisage une mesure susceptible de déborder le cadre de sa charte ou de provoquer des difficultés financières.

Le Conseil des arts bénéficie de l'aide de nombreux bénévoles

Selon la Charte royale de 1946, révisée en 1967, qui fonde son action, le Conseil des arts a les buts suivants : « répandre et améliorer la connaissance, la compréhension et la pratique des arts ; rendre les arts plus accessibles au public ; conseiller les services ministériels, les pouvoirs locaux et tous autres organismes, et collaborer avec eux pour toute question relevant des objectifs précités ».

Le Conseil se réunit chaque mois. Son président exerce ses fonctions à titre bénévole, de même que ses membres qui proviennent de secteurs très variés de la vie du pays, mais qui s'intéressent surtout aux arts du spectacle. Le Conseil reçoit les avis de plusieurs groupes d'experts non rémunérés, dont les membres travaillent souvent dans des organisations régionales culturelles ; bien qu'il dispose d'un personnel permanent organisé (et rétribué) selon les principes en vigueur dans la fonction publique et bien qu'il soit dirigé par un Secrétaire

général travaillant à plein temps, le succès de ses opérations dépend du travail d'aides bénévoles et de quelque 1300 organismes répartis dans tout le pays.

La décentralisation des institutions londoniennes

Le Conseil effectue les deux tiers de ses dépenses hors de Londres : c'est ainsi qu'il contribue par des subventions à l'activité régionale de quatre orchestres symphoniques, d'une vingtaine de galeries d'art, d'une soixantaine de théâtres, et surtout des quatorze associations régionales créées pour la diffusion des arts, dont il sera traité plus loin.

Le Conseil favorise l'activité en province des grandes compagnies londoniennes : *National theatre* - *Royal ballet* - et d'autres moins importantes mais qui font des tournées plus étendues.

Il subventionne 50 festivals d'art sur les 150 que le pays compte chaque année.

En outre, au cours de la dernière décennie, il a joué un rôle important, sur les plans local et régional, dans le mouvement qui tend à amener l'art aux écoliers et aux jeunes et à amener ceux-ci à l'art, particulièrement en aidant des groupes professionnels spécialisés qui sont attachés aux théâtres locaux.

Jusqu'à présent, le Conseil s'est refusé à investir directement dans les activités d'amateurs. S'il accorde une aide à des groupements locaux d'éducation populaire, c'est toujours par le biais des fédérations et des institutions artistiques régionales. Le seul domaine où il a une action directe en tant que prestataire de services est l'organisation d'expositions itinérantes : depuis 15 ans, il a fait circuler près de 350 expositions.

Au delà de la décentralisation : la régionalisation

L'indépendance à l'égard du Ministère, qui fait l'originalité du Conseil des arts, s'accompagne de l'indépendance des organisations qu'il subventionne à l'égard de lui-même.

Le Conseil des arts ne cherche pas à imposer une institution ou une structure donnée à un district ou à une ville. S'il accepte de dispenser ses conseils et ses encouragements à tous, il tient à respecter la liberté des autorités locales, estimant qu'il ne lui appartient pas « de faire la leçon aux municipalités ». Certes, le Conseil s'efforce d'obtenir de la mairie ou du comté qu'ils investissent dans un programme s'ils ne l'ont pas déjà fait, mais cet investissement ne devient pas la condition d'une aide du pouvoir central à une entreprise culturelle locale ; aucune participa-

tion, aucune contre-partie déterminée à l'avance n'est exigée. L'aide de la municipalité peut ne représenter, comme dans le cas du théâtre de Salisbury, que 3 % des crédits versés par le Conseil. Les activités culturelles des communes, pratiquement inexistantes avant 1939, ont connu un développement relativement rapide depuis 25 ans, mais 50 % environ des collectivités locales en Angleterre et au pays de Galles continuent de ne rien dépenser pour les arts. Il en résulte qu'en Grande-Bretagne, la plupart des entreprises décentralisées fermentaient leurs portes demain si elles ne bénéficiaient pas d'une aide du pouvoir central et si elles n'avaient pas l'assurance que cette aide sera maintenue.

L'essor des associations régionales de diffusion artistiques

« La vie culturelle en Grande-Bretagne, au cours des vingt années qui viennent, dépendra beaucoup de l'essor des associations régionales » (1). C'est dire que le thème de la régionalisation culturelle est à l'ordre du jour au Royaume-Uni.

On pourrait dire que la régionalisation a commencé en 1946 avec la création des commissions écossaises et galloises du Conseil des arts, qui sont maintenant des Conseils des arts, à part entière. Les présidents de ces deux organismes sont membres du Conseil principal ; leur subvention annuelle est prélevée sur la dotation du Conseil ; c'est Londres qui décide du montant global de la subvention, mais Edimbourg et Cardiff peuvent dépenser cet argent à leur guise. Certes l'Ecosse et le pays de Galles sont moins des régions que des pays ayant chacun son histoire et son identité propres.

C'est depuis cinq ans seulement que le système des associations régionales de diffusion artistique se répand en Angleterre. Cependant, la plus ancienne, celle du sud-ouest, a été fondée en 1956, tandis que celle du nord, dont l'action est citée en exemple par le Conseil des arts, date de 1961. Il existe maintenant deux associations régionales de ce genre dans le pays de Galles et quatorze en Angleterre ; deux autres sont en formation.

Généralement, les régions que ces associations desservent de multiples façons représentent plusieurs comtés mais leurs limites ne coïncident pas nécessairement avec les divisions administratives, ce sont des considérations pratiques qui ont présidé au découpage.

Les associations régionales sont financées par un concours de subventions émanant à la fois du Conseil des arts (environ 50 %), des collectivités locales, de fondations, de sociétés industrielles et de particuliers. Elles sont, comme les conseils des arts, des

organismes publics indépendants du Gouvernement et généralement aussi indépendants du Conseil des arts (subventions mises à part). Un haut fonctionnaire du Conseil des arts, le Conseiller régional principal, est membre de droit, mais seulement à titre consultatif, des conseils d'administration des 18 associations régionales ; il tient le Conseil au courant de leurs activités ; il fait office de coordinateur et de conseiller. Cependant le Conseil n'exerce aucun contrôle direct sur le programme ou la politique des associations.

Les associations sont généralement dirigées par un conseil d'administration élu où sont représentés toutes sortes d'intérêts locaux. Non seulement elles donnent des avis et exercent des fonctions de coordination en matière de productions théâtrales, d'expositions, de festivals, de concerts et de lecture publique dans leur région, mais elles décernent des récompenses aux artistes et aux écrivains, elles collectent des fonds, elles publient des bulletins d'information et des calendriers des événements importants, elle s'efforcent de faire connaître les activités culturelles au public par la presse, la radio et la télévision, elles facilitent la fréquentation de spectacles par des systèmes de billets à prix réduits ; certaines organisent elles-mêmes leurs spectacles, notamment des tournées d'artistes étrangers. Elles sont très diverses par leur importance, leur esprit d'initiative et leur influence. Les associations se réunissent entre elles deux ou trois fois par an, au niveau de leur présidents et de leurs directeurs : des fonctionnaires du Conseil des arts assistent habituellement à ces réunions afin de développer la collaboration du Conseil avec ces instances régionales. Toutes voient nécessairement leur action limitée par leur budget annuel, qui va de 500.000 F à 3.250.000 F ainsi que par le fait qu'elles sont des structures relativement nouvelles. Elles ont encore à lutter contre l'habitude qu'avaient prise les principaux organismes situés sur leur territoire de demander de l'aide directement à Londres.

Pour leurs promoteurs, ces associations régionales qui ont reçu, en 1973, 8,4 millions de francs du Conseil des arts (trois fois plus qu'en 1970) n'ont pas encore exprimé toutes leurs possibilités, notamment dans le domaine de l'animation culturelle de la région, de l'information, et de la découverte de nouvelles sources d'aide aux activités culturelles.

Leur développement constitue la première priorité aux yeux de Lord Eccles, l'actuel ministre chargé des arts, qui déclarait à la Conférence des ministres européens de la culture, à Helsinki, « le XIX^e siècle a été centralisateur afin d'assurer partout la justice. Le XX^e siècle doit être décentralisateur car, dans une société qui se transforme rapidement, les initiatives nécessaires ne peuvent être assurées que si chaque ville, chaque groupe, chaque individu reçoit le maximum de pouvoir compatible avec la liberté des autres ».

(1) La politique culturelle en Grande-Bretagne, p. 20, Paris, Unesco 1970

animation urbaine

Dans son numéro 52 d'avril 1973, la revue « L'habitation » publie sous le titre « L'animation urbaine » (1) les documents préparatoires et les conclusions de la rencontre « Animation » organisée (2) à Avignon les 17, 18, 19 juillet 1972.

Cette rencontre a réuni des animateurs et des urbanistes responsables des études de programmation et des premières expériences d'animation culturelle dans les villes nouvelles.

L'objectif était de rechercher comment l'action culturelle dans son sens large participe à l'animation urbaine. Il s'agissait en particulier d'analyser certains des problèmes que doivent résoudre actuellement les institutions d'action culturelle lorsqu'elles visent à une animation globale.

Une politique culturelle globale

Si les conditions de « production » des villes nouvelles incitent les responsables locaux et les programmeurs à adopter une perspective globale, celle-ci n'est pas spécifique aux villes nouvelles.

C'est pourquoi, les participants se sont attachés à étudier un certain nombre d'expériences récentes qui ont toutes pour caractéristique de refuser les cloisonnements traditionnels et de rechercher une intervention coordonnée dans une zone urbaine déterminée (quartier neuf ou ville moyenne).

Ainsi trouve-t-on toute une série d'informations et de réflexions sur « Annecy Action culturelle », l'O.G.E.S.E. (Office de gestion des équipements socio-éducatifs) de la Z.U.P. des Ollas à Bures-Orsay, sur la Ville-Neuve de Grenoble-Echirolles, ainsi que sur l'animation du quartier de la Chiffonne à Montbéliard. Ce simple énoncé montre la diversité des questions abordées : depuis les orientations profondes du travail d'une équipe d'animation (voir par exemple les positions de Hurstel sur la nécessité pour l'animation de libérer la « prise de parole » et pour l'animateur d'être un créateur d'échanges et de formes), jusqu'à la gestion et la programmation des équipements de quartier, sans oublier la participation des associations locales.

Villes nouvelles

La partie consacrée aux villes nouvelles est plus descriptive. Il est évidemment prématuré d'analyser l'impact des premières réalisations qui, dans la plupart des cas, en sont au stade de la pré-animation. Le lecteur ne pourra qu'être intéressé par la présentation des expériences menées en liaison avec le P.I.C. (Fonds d'intervention culturelle) à partir de janvier 1972 à Saint-Quentin en Yvelines, à Cergy-Pontoise, à Marne la Vallée, et à Melun-Sénart, ainsi que par la réflexion amorcée à Lille-Est sur les « préliminaires à un processus d'animation » sous l'impulsion de Culture et Promotion.

Résumer les conclusions reviendrait très certainement à les trahir, du moins à les mutiler. On se contentera donc d'en indiquer les grandes articulations :

- la question des rapports entre animation, collectivités locales et missions d'aménagement doit être posée à tous les stades de réalisation de la ville nouvelle (élaboration du S. D. A. U., études sur la définition des quartiers, phase opérationnelle, arrivée des habitants, quartier en fonctionnement) avec la préoccupation permanente de favoriser l'appropriation de la ville par les usagers.
- la vie associative doit être considérée comme un élément déterminant pour « assurer la vie collective du quartier ». Les associations, et pas seulement celles qui se rattachent à des fédérations, ne sont en aucune façon un appendice, un facteur marginal de structuration de la vie sociale. Et c'est l'une des tâches des animateurs, surtout dans la phase de pré-animation, que de faciliter l'éclosion et le développement de la vie associative.
- les villes nouvelles ne peuvent qu'être le lieu d'une animation globale. D'où l'accent mis sur la nécessité de resituer de façon permanente l'animation de quartier dans l'ensemble du dispositif d'action culturelle ; sur l'étroite solidarité entre les animations culturelles, socio-culturelles et éducatives (mais cette coordination doit s'accompagner d'une « concurrence » entre activités : il ne s'agit pas de vouloir tout orchestrer dans une politique d'animation) ; sur le développement indispensable de l'animation non-institutionnelle (c'est-à-dire en milieu ouvert, « hors des équipements et en dehors des milieux culturels »).
- Enfin il est important que l'animation soit assurée dès le début, et ceci par une équipe. Cette équipe doit être composée d'animateurs aux profils variés et pouvant relever d'administrations diverses.

(1) La 2^e partie de ce numéro reproduit la synthèse des six Colloques organisés en 1972 par la Direction de la Construction du ministère de l'Équipement et la F.O.R.S. sur le thème « Développement de la vie sociale dans les ensembles d'habitation ». Ce numéro est disponible au service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles.

(2) Organisée par le Festival d'Avignon, le Secrétariat général du Groupe central des Villes nouvelles, le Service des études et recherches du ministère des Affaires culturelles et le Centre de recherche d'urbanisme.